

Étude sur la désobéissance civile de jeunes du Québec dans la lutte pour la justice climatique

Jennie Charbonneau



CHAIRE-RÉSEAU DE RECHERCHE
SUR LA JEUNESSE DU QUÉBEC

Auteure Jennie Charbonneau
Étudiante à maîtrise
en Mobilisation et transfert des connaissances
(sous la direction de Nicole Gallant)
Institut national de la recherche scientifique
Centre Urbanisation Culture Société

Conception visuelle Sylvain Paquette

Ce rapport de recherche a été réalisé avec le soutien financier du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH).

Pour citer ce document : Charbonneau, J. (2023). *Étude sur la désobéissance civile de jeunes du Québec dans la lutte pour la justice climatique*. Institut national de la recherche scientifique.

ISBN 978-2-89575-463-3

Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2023

INRS



Étude sur la désobéissance civile de jeunes du Québec dans la lutte pour la justice climatique

Par

Jennie Charbonneau

2023



SOMMAIRE

Problématique

En 2018, en réponse à l'appel de Greta Thunberg à participer à une grève scolaire pour protester contre l'inaction gouvernementale face à l'urgence climatique, de nombreux·euses jeunes du Québec ont rejoint les rangs du mouvement climatique. Leur mobilisation a atteint son apogée le 27 septembre 2019 à Montréal, rassemblant près d'un demi-million de personnes pour le climat, établissant ainsi le record de la plus grande manifestation de l'histoire du Québec à ce jour. Cette croissance du mouvement climatique s'est accompagnée d'une radicalisation chez certains jeunes engagé·e·s, caractérisée notamment par des actions de désobéissance civile, mais aussi par une lecture politique de la crise climatique reposant sur la conviction que le *système* se trouve à la racine du problème.

Objectif et questions de recherche

L'objectif principal de cette recherche était de mieux comprendre comment et pourquoi des jeunes en viennent à pratiquer la désobéissance civile dans le mouvement climatique. Pour y parvenir, cette recherche s'est articulée autour des trois volets suivants : 1) qu'est-ce que la désobéissance civile pour ces jeunes qui la pratiquent?, 2) quel est leur parcours politique? et 3) quelles sont leurs représentations du *système*?

La première question visait à explorer la manière dont ces jeunes comprennent le concept de désobéissance civile. Elle cherchait à mettre en lumière les approches, les principes et les intentions qui guident cette action. La deuxième question avait pour but d'identifier les différents facteurs qui ont jalonné le parcours de ces jeunes engagé·e·s. Il s'agissait d'explorer les expériences personnelles qui ont joué un rôle clé dans leur prise de conscience de l'urgence climatique et leur décision de faire de la désobéissance civile dans le mouvement climatique. La dernière question visait à comprendre comment ces jeunes perçoivent et définissent le concept de *système* lorsqu'elles-ils en parlent. La compréhension de leurs représentations du *système* a permis de mieux appréhender les causes qu'elles-ils attribuent à la crise climatique ainsi que leurs visions de changement social.

Pertinence scientifique

Ce projet de recherche répondait d'abord et avant tout à des préoccupations académiques. Alors que la littérature sur les jeunes et l'environnement concerne surtout « la pédagogie relative à l'environnement » (Sauvé, 2014), les « attitudes face à aux changements climatiques » (Champagne St-Arnaud et al., 2020) et les « pratiques écoresponsables » (Shutaleva et al., 2022), cette recherche a plutôt contribué à la littérature en plein essor sur le militantisme des jeunes concernant l'environnement. De plus, elle a permis d'apporter certains éclairages sur des aspects négligés de la

recherche, c'est-à-dire les dispositions et itinéraires menant à la radicalité écologiste (Robineau, 2020) ainsi que les spécificités des jeunes pratiquant la désobéissance civile (Dupuis-Déri, 2021; Mattheis, 2022).

Cadre théorique

Ce projet s'inscrit globalement dans une approche interactionniste, qui soutient que les comportements sociaux sont le résultat d'interactions complexes entre les individus et leur environnement social. Conséquemment, l'interactionnisme « reconnaît que les raisons de l'engagement peuvent être changeantes selon les événements de la vie personnelle et le développement identitaire (niveau micro), les transformations de l'organisation ou de l'institution dans laquelle on est impliqué[e] (niveau méso) et le contexte socioéconomique, politique ou culturel (niveau macro) » (Garneau, 2019, p. 8).

Méthodologie

Dans le cadre de cette étude, j'ai mené des entretiens semi-dirigés d'une durée de 60 à 90 minutes auprès de 14 participant·e·s. Ces entretiens avaient pour objectif d'explorer leur engagement dans des actions de désobéissance civile liées à la crise climatique, de comprendre la signification qu'elles·ils attribuent à cette pratique, et de retracer leur parcours politique. Les enregistrements audio de ces entretiens ont ensuite été intégralement transcrits pour permettre une analyse thématique des données collectées. Au fil des entretiens, mais surtout lors de l'étape d'analyse, il est devenu évident que les représentations des participant·e·s du système étaient cruciales pour comprendre leur engagement dans la désobéissance civile, au point de devenir le point central du projet de recherche.

Résultats

Qu'est-ce que la désobéissance civile pour ces jeunes qui la pratiquent?

Les participant·e·s ont tendance à caractériser la désobéissance civile par ses dimensions politique (c.-à-d. visant le bien d'une communauté ou de la société), publique (c.-à-d. visible et réalisée dans l'espace public), non-violente (généralement décrite comme une absence de violence physique et psychologique envers tout être vivant) et illégale (incluant le fait de s'engager de façon volontaire et consciente dans une action illégale). Cependant, des divergences émergent entre les participant·e·s concernant certains questionnements essentiels : qu'entend-on par non-violence? De plus, pour être qualifiée de désobéissance civile à leurs yeux, l'action peut-elle être spontanée ou doit-elle être organisée? Peut-elle être individuelle ou doit-elle revêtir un caractère collectif? Peut-elle s'exprimer de manière clandestine ou doit-elle être assumée publiquement? Peut-elle être tolérée par les autorités ou nécessite-t-elle la présence d'une répression? Cette diversité de perspectives souligne la nécessité d'aborder le concept de désobéissance civile avec prudence.

Quel est leur parcours politique?

Les influences qui ont le plus marqué le parcours militant des participant·e·s sont les mêmes que l'on retrouve généralement dans la littérature portant sur l'engagement des jeunes : la famille, l'école et les pairs. Cela dit, d'autres aspects, peut-être même plus saillants, ont émergé de l'analyse de leur parcours. En effet, plusieurs participant·e·s ont vécu de fortes éco-émotions (anxiété, peur, impuissance, colère, etc.) ou ont fait face à une importante détresse psychologique résultant des conséquences de leur engagement militant (traumatismes, découragement, épuisement, stress, etc.). De plus, elles-ils sont nombreux·euses à avoir connu un cheminement scolaire atypique (changements fréquents d'écoles, abandons scolaires, conflits avec les figures d'autorité, école aux adultes, etc.).

Quelles sont leurs représentations du *système*?

Les représentations du *système* des participant·e·s s'articulent principalement autour de quatre dimensions interreliées : les rapports sociaux de pouvoir, les institutions étatiques, les discours ambiants (Gallant, 2019) et les non-discours. D'abord, en ce qui concerne les rapports sociaux de pouvoir, de nombreux·euses participant·e·s mettent en lumière les conséquences injustes et disproportionnées de la crise environnementale sur certains groupes sociaux. Quelques-un·e·s insistent également sur le rôle des rapports de pouvoir, en particulier le capitalisme, le racisme et le colonialisme, dans l'émergence de la crise climatique. Pour ces raisons, plusieurs d'entre elles-eux considèrent que la crise climatique et les enjeux environnementaux ne devraient pas être abordés de manière isolée par rapport aux enjeux sociaux.

Ensuite, des participant·e·s emploient le terme *système* pour désigner les institutions étatiques qu'elles-ils jugent antidémocratiques. L'influence marquée des acteur·trice·s économiques dans le processus décisionnel, la prédominance de la démocratie représentative, ainsi que la répression juridico-policière, ont été identifiées comme les principales composantes clés de ce *système* qui, à leurs yeux, sapent la démocratie.

Puis, certain·e·s participant·e·s envisagent le *système* comme une série de discours qui servent à justifier le maintien d'un ordre social injuste. Parmi les discours décriés par les participant·e·s, on retrouve ceux liés à la culture capitaliste, aux « bonnes » manières de s'engager (notamment l'adoption de petits gestes), à la décredibilisation du militantisme écologiste et de certaines orientations politiques, et ceux liés à l'éco-anxiété, qui sont perçus comme dépolitisants et psychologisants. Enfin, pour des participant·e·s, le *système* ne se résume pas seulement aux discours ambiants, mais aussi aux non-discours. Ainsi, pour certain·e·s participant·e·s, le *système* évoque non seulement la manière dont la crise climatique est occultée dans les médias, mais également la dissimulation de ses causes systémiques au sein du système d'éducation.

Table des matières

SOMMAIRE	i
Problématique	i
Objectif et questions de recherche	i
Pertinence scientifique	i
Cadre théorique	ii
Méthodologie	ii
Résultats	ii
Qu'est-ce que la désobéissance civile pour ces jeunes qui la pratiquent?	ii
Quel est leur parcours politique?	iii
Quelles sont leurs représentations du <i>système</i> ?	iii
INTRODUCTION	3
PROBLÉMATIQUE	4
Mutation démocratique	4
Le mouvement climatique	5
Objectifs de recherche	6
CADRE THÉORIQUE	8
MÉTHODOLOGIE	10
Recrutement	10
Profils des participant·e·s	11
Collecte et analyse des données	12
Considérations éthiques	12
RÉSULTATS	13
Partie 1. La désobéissance civile : quel sens pour celles·ceux qui la pratiquent?	13
1.1 Survol historique de la désobéissance civile	13
1.2 Les approches de la désobéissance civile	14
1.3 Les principes de la désobéissance civile	17
Partie 2. Parcours politique : comment en vient-on à désobéir?	20
2.1 Les mouvements sociaux	21
2.2 La famille	22
2.3 L'école	25
2.4 Les pairs	27
2.5 Les émotions	29
2.6 Les caractéristiques individuelles	32
Partie 3. Représentations du système : quel(s) système(s)?	34
3.1 Le <i>système</i> comme rapports sociaux de pouvoir	34
3.2 Le <i>système</i> comme institutions étatiques	38
3.3 Le <i>système</i> comme discours ambiants	58
3.4 Les non-discours	70

DISCUSSION	73
La colère sociale	73
Entre la colère et l'action	74
Quelques nuances sur le <i>lifestyle politics</i>	75
CONCLUSION	77
BIBLIOGRAPHIE	78

INTRODUCTION

En 2018, des jeunes du monde entier ont répondu massivement à l'invitation lancée par Greta Thunberg à participer à une grève scolaire, connue sous le nom de *Fridays for Future* (FFF), pour protester contre l'inaction gouvernementale face à l'urgence climatique. Au Québec, des jeunes ont emboîté le pas avec un tel enthousiasme dans le mouvement climatique qu'elles-ils ont organisé la plus grande manifestation pour le climat au monde en 2019 (Dupuis-Déri, 2020). Au fil du temps, certain-e-s d'entre elles-eux ont adopté des actions plus transgressives, notamment en s'engageant dans le mouvement Extinction Rebellion, qui prône la désobéissance civile face à l'urgence climatique.

Dans le cadre de ce projet de recherche, je me suis intéressée plus particulièrement à l'engagement de jeunes du Québec qui ont pris part à des actions de désobéissance civile en lien avec le mouvement climatique. J'ai mené des entretiens semi-dirigés avec près de quinze de jeunes pour chercher à comprendre comment et pourquoi elles-ils en viennent à adopter ce type d'action.

Dans ce rapport, j'aborderai en premier lieu la problématique de recherche en discutant de la littérature sur l'engagement des jeunes et sur le mouvement climatique. Ensuite, j'explicitai le cadre théorique interactionniste sur lequel je me suis appuyée pour analyser et comprendre l'engagement de ces jeunes. Je décrirai également la méthodologie de recherche employée, en abordant les aspects clés tels que le processus de recrutement des participant-e-s, le profil des personnes rencontrées, les méthodes de collecte de données utilisées, ainsi que les considérations éthiques prises en compte tout au long de l'étude. Puis, je présenterai les résultats de recherche structurés autour du sens que les participant-e-s donnent à la désobéissance civile, leur parcours vers l'engagement dans la désobéissance civile, et enfin, leurs représentations du *système*. Je discuterai des résultats en les mettant notamment en relation avec les travaux de Cécile Van de Velde sur la colère sociale et ceux d'Élisabeth Greissler sur l'engagement de jeunes en situation de marginalité, et en revenant brièvement sur le concept de *lifestyle politics*. Enfin, je conclurai ce rapport en faisant une synthèse des résultats.

PROBLÉMATIQUE

Mutation démocratique

Depuis les années 1970-80, les populations dans les démocraties occidentales, en particulier les jeunes, tendent à s'éloigner de plus en plus des institutions représentatives syndicales et politiques (Lardeux, 2016). En réaction à leur distanciation croissante, de nombreux discours publics affirment le « déclin de la participation politique » (Putnam, 1995) des jeunes en les accusant au passage d'être « désengagé[e]s, apolitiques, individualistes et apathiques » (propos rapportés par Becquet et Goyette, 2014, p. 1). On les tient aussi parfois responsables de la « crise » ou de la « déconsolidation » démocratique (Foa et Mounk, 2016), des termes employés pour désigner un affaiblissement de la capacité des institutions politiques représentatives à traduire la volonté du peuple et à réguler la vie en collectivité.

Cet alarmisme du déclin de la participation politique des jeunes témoigne d'une conceptualisation restrictive de la participation politique et de la démocratie, qui pose le vote comme le baromètre de son expression. Autrement dit, « si [elles:]ils n'ont pas voté dans le passé et si [elles:]ils n'expriment pas l'intention de voter aux prochaines élections, [elles:]ils sont condamné[e]s à être étiqueté[e]s "citoyen[·ne]s politiquement inactif[·ve]s" » (Caron, 2018, p. 59). Pourtant, certain·e·s auteur·e·s considèrent que la démocratie représentative est un oxymore puisque « la démocratie ne peut être que directe, car le peuple ne (se) gouverne plus dès qu'on se trouve en présence d'un[·e] ou plusieurs chef[·fe]s, élu[·e]s ou non » (Dupuis-Déri, 2019, p. 80).

S'il est vrai que les plus jeunes s'éloignent de plus en plus d'une participation à la démocratie représentative, il semble hâtif de conclure à leur imminente désertion de l'arène politique. De plus en plus de recherches sur le sujet arrivent au constat que la participation politique des jeunes n'est pas en déclin, mais bien en mutation, c'est-à-dire qu'elle se présente aussi sous d'autres espaces et d'autres formes : « *It seems as if the problem of youth political participation is less a matter of whether they participate, and more a matter of where they participate* » (Rainsford, 2017, cité dans Weiss, 2020, p. 5). En effet, alors que les jeunes semblent moins investi·e·s dans les formes de participation politique représentatives, on observe parallèlement une montée de l'action contestataire chez elles-eux : « Qu'il s'agisse de pétitionner, boycotter, manifester ou de recourir à des moyens d'action plus durs, parfois à la limite de la légalité, plus une cohorte est née récemment, plus ses membres ont de chance de les reconnaître comme des manières normales de s'exprimer en politique et pourront les utiliser » (Tiberj, 2017, cité dans Lacroix, 2018, p. 14). Dans la même lignée, certain·e·s jeunes sont particulièrement attiré·e·s par les formes alternatives d'engagement politique, notamment les actions directes collectives non-violentes, y compris celles qui sont illégales (Pickard, 2019).

Cependant, ces formes d'engagement sont souvent ignorées et critiquées par les autorités, mais aussi les médias, ce qui peut renforcer la frustration et le cynisme des jeunes à l'égard de la politique, voire les pousser davantage vers des actions illégales ou considérées comme violentes (Gallant, 2017a). Paradoxalement, alors que les mouvements protestataires prennent de l'ampleur, simultanément, la répression se fait de plus en plus grande : « Depuis deux décennies, nous assistons au Canada à une tendance généralisée à la criminalisation de la dissidence et à la répression de manifestations de protestation sociale » (Ligue des droits et libertés, 2015a, p. 3).

Selon Sarah Pickard (2019), les jeunes seraient également les initiateur·trice·s d'un nouveau mode de citoyenneté politique qu'elle nomme le *DIO Politics (Do-It-Ourselves Politics)*. Cela implique qu'elles·ils agissent ensemble, dans la sphère privée ou publique, en ligne ou hors ligne, en dehors des institutions politiques et dans des structures de participation horizontales, pour miser sur des initiatives politiques et des choix de vie en cohérence avec des idéaux moraux, éthiques, sociaux et environnementaux.

Le mouvement climatique

Ce nouveau cadre de citoyenneté s'exprime notamment à travers la nouvelle vague mondiale de mobilisation pour le climat, initialement portée en grande partie par des jeunes du monde entier âgé·e·s de 12 à 18 ans fréquentant l'école secondaire (Rousell et Cutter-Mackenzie-Knowles, 2020). En 2018, suite à l'appel lancé par Greta Thunberg à participer à une grève scolaire, plusieurs ont rejoint des organisations environnementales existantes, locales ou internationales, tandis que d'autres ont créé les leurs, de manière plus ou moins formelle (Chersich et al., 2019). Par ailleurs, certain·e·s d'entre elles·eux ont intensifié leurs actions en adoptant des stratégies telles que les blocages de rues, les occupations, les collages de mains sur les vitrines des magasins, les *slow-swarm*, les *sit-in*, les *die-in*, les *banner drop*, les graffitis, le dégonflage des pneus des VUS et même les grèves de la faim. Parmi les gros coups d'éclat des militant·e·s écologistes au Québec, on peut citer l'ascension du pont Jacques-Cartier et le blocage du boulevard René-Lévesque par des militant·e·s de Extinction Rebellion en octobre 2019 ainsi que l'occupation du terminal Valero de l'oléoduc de la ligne 9B dans l'est de Montréal par le collectif Antigone en octobre 2022. Des actions de solidarité ont également été menées, comme les importants blocages de voies ferrées à travers le pays en 2019 en soutien à la nation Wet'suwet'en, qui s'oppose au projet du gazoduc Coastal GasLink. Il faut également souligner que, à peu près au même moment, le mouvement pour protéger la forêt de Fairy Creek est devenu le plus important mouvement de désobéissance civile de l'histoire du Canada (Dussault, 2021), considérant le grand nombre d'arrestations. La désobéissance civile, de plus en plus pratiquée au cours des trois ou quatre dernières années selon Pascale Dufour (2022, dans Poiré, 2022), est donc redevenue un sujet d'actualité dans le débat public, suscitant de vives discussions sur la légitimité de ce mode d'action face à la crise climatique, et ce, bien souvent sans que l'on explicite en quoi elle consiste. David Morin (2019), professeur à l'Université de Sherbrooke et codirecteur de l'Observatoire sur la radicalisation et l'extrémisme violent, entrevoit qu'une frange de militant·e·s écologistes

pourrait adopter une approche plus pragmatique ou plus « violente » envers des biens dans les années à venir (dans Sampson, 2019).

La montée en puissance du mouvement climatique jeunesse peut être interprétée comme une réponse aux préoccupations croissantes des jeunes face à l'avenir de la planète, à leur exclusion des décisions politiques (Rousell et Cutter-Mackenzie-Knowles, 2020) et à l'absence d'action concrète des gouvernements en matière de changement climatique (Bousfield et Tinkler, 2019). Le mouvement climatique s'inscrit également dans un contexte plus large d'une montée de la colère envers le système chez les plus jeunes générations, qui subissent de plein fouet les répercussions de multiples crises (politiques, économiques, financières, environnementales et sanitaires) que traverse notre société (Van de Velde et Pickard, 2021). Dans un contexte socio-économique marqué par la précarité, le mouvement climatique actuel va donc bien au-delà des préoccupations environnementales et englobe une diversité d'autres enjeux qui touchent la société dans son ensemble, ralliant les milieux écologiste, féministe, communautaire, syndical, étudiant, etc. Les slogans « *change the system, not the climate* », « fin du monde, fin du mois : même combat! » ou encore « justice sociale, *climate justice*, même combat! » illustrent bien les frontières poreuses entre l'urgence climatique et l'urgence sociale. Comme Sloam (2020) le mentionne : « *It is almost impossible – and counterproductive – to disentangle social, economic and environmental issues* » (cité dans Pickard et al., 2020, p. 257). Le mouvement climatique actuel ne repose donc pas uniquement sur des valeurs post-matérialistes auxquelles les jeunes seraient attaché-e-s (Inglehart, 1977) et pourrait possiblement être considéré comme une nouvelle forme d'anticapitalisme, tel que le suggère Francis Dupuis-Déri (2022).

En résumé, on observe une tendance radicale parmi certain-e-s jeunes engagé-e-s dans le mouvement climatique. D'ailleurs, tout au long du texte, le terme « radical » sera employé pour référer, d'une part, à des actions qui transgressent les normes sociales et qui peuvent à cet égard paraître moins acceptables ou légitimes aux yeux des autorités. La radicalité inclut les actions violentes, sans s'y réduire pour autant (Dufour et al., 2012). D'autre part, le terme « radical » implique une compréhension d'un enjeu social qui repose sur l'identification de ses causes systémiques ou autrement dit, sur une « une analyse politique qui s'attaque "à la racine" des problèmes » (Dufour et al., 2012, p. 7).

Objectifs de recherche

L'objectif principal de cette recherche est donc de mieux comprendre l'engagement de jeunes pratiquant la désobéissance civile dans le mouvement climatique. Pour y parvenir, cette étude se divise en trois volets. Le premier volet vise à mieux comprendre le sens que ces jeunes donnent à la désobéissance civile. Le deuxième volet consiste à comprendre le parcours de jeunes qui en sont venu-e-s à pratiquer la désobéissance civile. Enfin, le troisième volet consiste à comprendre leurs représentations du système.

Alors que la littérature sur les jeunes et l'environnement concerne surtout « la pédagogie relative à l'environnement » (Sauvé, 2014), les « attitudes face à aux changements climatiques » (Champagne St-Arnaud et al., 2020) et les « pratiques écoresponsables »

(Shutaleva et al., 2022), cette étude contribue plutôt à la littérature en plein essor sur le militantisme des jeunes concernant l'environnement. De plus, elle permettra d'apporter certains éclairages sur des aspects négligés des travaux académiques existants, c'est-à-dire les dispositions et itinéraires menant à la radicalité écologiste (Robineau, 2020) ainsi que les spécificités des jeunes qui pratiquent la désobéissance civile (Dupuis-Déri, 2021; Mattheis, 2022).

Dans les pages qui suivent, je présenterai d'abord le cadre conceptuel et théorique sur lequel s'appuie cette étude, puis j'aborderai plus en détail la méthode de collecte de données et le corpus de participant·e·s, avant de passer aux résultats, qui formeront le cœur de ce rapport.

CADRE THÉORIQUE

Ce projet s'inscrit dans une approche interactionniste qui soutient que les comportements sociaux sont le résultat d'interactions complexes entre les individus et leur environnement social. Conséquemment, l'interactionnisme « reconnaît que les raisons de l'engagement peuvent être changeantes selon les événements de la vie personnelle et le développement identitaire (niveau micro), les transformations de l'organisation ou de l'institution dans laquelle on est impliqué-e (niveau méso) et le contexte socioéconomique, politique ou culturel (niveau macro) » (Garneau, 2019, p. 8). Puisque l'interactionnisme implique une analyse multiniveau, il se situe à l'intersection de plusieurs approches théoriques.

Tout d'abord, l'approche interactionniste reconnaît que les individus ne sont pas de simples produits de leur environnement social, mais qu'ils ont également un pouvoir d'agir sur celui-ci. Ainsi, l'individu peut entreprendre « une action parce qu'elle fait sens pour lui, [c'est-à-dire] que la cause principale [de ses] actions, croyances, etc. réside dans le sens qu'il leur donne, plus précisément dans les raisons qu'il a de les adopter » (Boudon, 2004, p. 281). Puisque « le sens guide les comportements, [...] on ne peut pas étudier les phénomènes humains en distinguant hermétiquement les actions et leur sens » (Luckerhoff et Guillemette, 2014, p. 4). Le premier volet de la recherche se concentre donc sur l'analyse du sens que les participant-e-s attribuent à la désobéissance civile, en mettant l'accent sur l'approche et les principes qui guident cette action ainsi que sur les objectifs généraux qu'elles-ils cherchent à atteindre par le biais de cette pratique. De plus, étant donné que la désobéissance civile peut revêtir des significations variées pour chaque individu, la prise en compte de leur subjectivité permet d'éviter de porter un jugement normatif sur leur pratique.

En complément à l'approche de l'acteur-trice rationnel-le, qui explique les comportements individuels par la rationalité de l'individu à faire des choix, l'interactionnisme reconnaît qu'un comportement est le résultat d'un processus complexe influencé par de multiples variables plutôt que par des causes uniques. Cette approche est d'autant plus appropriée dans le cadre de cette recherche, puisque la radicalité résulterait d'un processus incrémental, s'inscrivant moins dans une rupture biographique que dans la continuité d'un parcours de vie, ou ce que l'on pourrait appeler une « continuation de soi » (Guibet Lafaye, 2017). Ainsi, le deuxième volet de la recherche vise à comprendre les influences qui ont modulé le parcours de jeunes vers la désobéissance civile, mais aussi vers le militantisme plus largement. Pour ce faire, je mobiliserai le concept de socialisation politique, qui peut être compris comme « l'ensemble des processus d'acquisition et de formation des différents attributs de l'identité politique, et plus largement de la citoyenneté [...] [dans laquelle] s'inscrit la question du fondement du lien social, entendu comme la façon dont chacun[-e] va non seulement décoder, interpréter, se représenter la réalité sociale et politique qui l'entoure, mais aussi y être un acteur[-trice], faisant des choix et adoptant des comportements qui lui sont propres » (Muxel, 2001, p. 27). Selon Gallant (2021), la socialisation politique

peut s'articuler en deux grandes dimensions. La première dimension concerne le développement d'un intérêt pour les enjeux sociaux et les décisions collectives grâce au développement de connaissances politiques et d'identification à une ou des communautés politiques, tandis que la deuxième concerne l'acquisition de compétences politiques grâce au développement d'opinions publiques et d'expressions politiques. Cela dit, ce volet de recherche se concentrera plus particulièrement sur les agents de socialisation politique qui contribuent à façonner leur rapport au politique. Le « politique » ne se limite pas ici aux institutions et aux processus de participation formelle, mais englobe la manière dont les individus perçoivent, interprètent, ressentent et se positionnent vis-à-vis de leur environnement, de la société et des enjeux qui les entourent. Parmi les « grands agents » de socialisation politique mentionnés dans la littérature, on compte la famille, l'école, les pairs et les médias. Mais l'intérêt de cette recherche réside davantage dans la manière dont les participant·e·s font l'expérience de tels agents de socialisation, plutôt que leur simple rôle en tant que lieux de socialisation. En effet, « les processus de socialisation sont *dialectiques* et non *déterministes* : il est trop simple de n'identifier que des lieux de socialisation alors que l'influence de ces expériences multiples est toujours *traduite* par les individus dans un processus d'assimilation ou de *sélection* » (Renshon, 1997, cité dans Fournier et Grandjean, 2013, p. 5). Lahire (2013) partage une perspective similaire en soulignant que plus le patrimoine individuel de dispositions devient diversifié et clivé, plus il est crucial de se questionner sur les dispositions qui sont activées, inhibées ou simplement mises en veille.

Enfin, il est important de relativiser le poids des parcours individuels sur l'engagement des participant·e·s dans la désobéissance civile. En réalité, comme nous le verrons, cette recherche met en évidence que c'est d'abord et avant tout leur compréhension des enjeux socio-environnementaux, et plus spécifiquement leur indignation envers le *système*, qui explique leur engagement dans la désobéissance civile. Par conséquent, pour mieux comprendre cet engagement, il est essentiel d'examiner en détail leurs représentations du *système*, ce qui constitue le dernier volet de la recherche, et le plus central. Cette démarche s'appuie sur le concept de représentations sociales, qui peuvent être définies comme « une forme de connaissance élaborée et partagée au sein d'un groupe social, ayant une visée pratique et contribuant à la construction d'une réalité commune » (Jodelet, 1989, p. 53). Les représentations sociales jouent un rôle de guide et de justification des comportements (Abric, 1994), sans pour autant qu'il y ait de relation de cause à effet entre la représentation et l'action : « On ne peut pas dissocier la représentation, le discours et la pratique. Ils forment un tout. Il serait tout à fait vain de chercher si c'est la pratique qui produit la représentation ou l'inverse. C'est un système. La représentation accompagne la stratégie, tantôt elle la précède et elle l'informe, elle la met en forme; tantôt elle la justifie et la rationalise : elle la rend légitime » (Autes, 1985, cité dans Garnier et Sauvé, 1999, p. 2). Ainsi, étudier les représentations du *système* des participant·e·s semble une avenue intéressante pour comprendre ce qui peut contribuer à expliquer leurs actions.

MÉTHODOLOGIE

Recrutement

Pour prendre part à cette étude, les participant·e·s devaient respecter les trois critères suivants : 1) être âgé·e·s entre 18 et environ 25 ans, 2) avoir participé à une action de désobéissance civile au Québec dans les cinq dernières années et 3) pouvoir mener l'entretien en français.

J'ai fait le choix de cette tranche d'âge dans l'objectif de saisir un moment d'intensité en termes de socialisation politique. Bien que le travail de socialisation et de resocialisation est un processus continu tout au long de la vie (Lahire, 2013), la jeunesse représente une période particulièrement importante pour la socialisation politique (Pickard et al., 2022). Cela s'explique par le fait que les jeunes sont de plus en plus en contact avec des personnes à l'extérieur de leur famille et de leur école, ce qui leur permet de mieux façonner leur rapport au politique (Pickard et al., 2022). Ce choix de tranche d'âge répond aussi à la préoccupation de cibler un groupe de jeunes partageant des expériences de socialisation relativement similaires en ce qui concerne les enjeux environnementaux. D'abord, les jeunes ciblé·e·s étaient susceptibles d'être au secondaire, au cégep ou à l'université lors du début du récent mouvement mondial des jeunes pour le climat. Ensuite, ce sont des jeunes qui ont été socialisé·e·s dans un contexte de crise climatique qui peut être considérée comme une crise historique « de par son ampleur et sa possible finitude du monde » (Corbin et al., 2021, p. 2), comme l'indiquent les prévisions alarmantes du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) depuis leur premier rapport en 1990. Ces jeunes ont également grandi sous la pression sociale associée à être « la nouvelle génération, supposée transformer les pratiques d'une entière société » (Corbin et al., 2021, p. 2). Cela s'apparente à l'approche générationnelle telle que développée par Mannheim (1929), selon laquelle, l'expérience partagée d'une même période historique façonne les attitudes et les comportements politiques d'une cohorte donnée, créant ainsi une conscience collective d'appartenance à une génération. Cependant, il est important de noter que, même au sein d'une même génération politique, les jeunes ne vivent pas et ne sont pas affecté·e·s de la même manière par les événements et les changements historiques (Pickard, 2019).

Au fil du recrutement, j'ai démontré une certaine flexibilité sur ces critères pour y inclure une meilleure diversité de profils de participant·e·s. Par exemple, une jeune de cette étude n'a pas elle-même participé à des actions de désobéissance civile, mais a contribué à l'organisation d'actions de désobéissance civile. Au cours de l'entretien, elle a cependant mentionné sa participation à quelques actions directes illégales, bien que celles-ci ne correspondaient pas à sa propre définition de la désobéissance civile. De plus, j'ai aussi inclus deux participant·e·s qui ont fait de la désobéissance civile seulement en Europe, mais qui sont impliqué·e·s dans le milieu environnemental au Québec. Cette décision s'appuie sur l'interconnexion des enjeux environnementaux

vécus ici et à l'international. Enfin, j'ai également inclus une participante légèrement plus âgée que les critères d'âge initialement fixés, car je ne conçois pas la jeunesse comme une catégorie figée en termes d'âge, mais plutôt comme une expérience partagée par celles·ceux qui ont été politiquement socialisé·e·s dans un contexte similaire, tel que mentionné précédemment.

Puis, j'ai fait le choix de ne pas imposer une conception rigide et académique de la désobéissance civile aux participant·e·s, afin de permettre une plus grande diversité de perspectives et de pratiques. En effet, « fixer par avance les limites de la désobéissance civile serait étouffer le débat » (Patsias et Vaillancourt, 2008, cité dans Tremblay, 2016, p. 13). Cependant, le fait de ne pas établir, dès le départ, des critères d'admissibilité clairs pour l'étude a pu engendrer de l'ambiguïté chez certain·e·s participant·e·s potentiel·le·s, qui ont peut-être choisi de s'auto-exclure du projet de recherche. De plus, je suis consciente que la notion de désobéissance civile mise en avant-plan par des mouvements tels qu'Extinction Rebellion (ou certaines branches d'Extinction Rebellion) a pu influencer la perception que certain·e·s participant·e·s ont de cette pratique. J'ai tenté de pallier cette difficulté en effectuant le recrutement auprès de plusieurs groupes militants et par « bouche à oreille ». Quoi qu'il en soit, ce qui est commun à tous·tes les participant·e·s est leur engagement dans des actions directes, collectives, illégales et non-violentes dans les enjeux socio-environnementaux, dont plus précisément l'enjeu climatique. Certain·e·s d'entre elles·eux ont été arrêté·e·s, tandis que d'autres non.

Profils des participant·e·s

J'ai mené des entretiens semi-dirigés auprès de 14 participant·e·s âgé·e·s de 18 à 27 ans qui résident dans six régions du Québec. Cinq personnes ont préféré l'utilisation des pronoms et accords masculins, tandis que neuf personnes ont préféré l'utilisation de pronoms et accords féminins. Deux se sont auto-identifié·e·s comme étant non-binaires. La majorité des participant·e·s proviennent de franges socio-économiques privilégiées, appartenant à la classe moyenne ou moyenne-aisée. Cette surreprésentation de jeunes provenant de milieu privilégié peut s'expliquer par le fait que les jeunes les plus engagé·e·s, du moins dans des formes plus visibles d'engagement, sont « les plus socialisé·e·s à l'engagement, les plus diplômé·e·s ou encore les plus intégré·e·s socialement et économiquement » (Becquet et Goyette, 2014, p. 2). En termes d'appartenance ethnoculturelle, elles·ils sont majoritairement blancs·blanches. Quatre participant·e·s nomment avoir des origines ethnoculturelles autres ou pas uniquement « Québécois·e·s ». Parmi elles·eux, une participante est une immigrante de première génération et une autre de deuxième génération. Leur niveau de scolarité est plutôt diversifié entre les études secondaires, collégiales et universitaires. Certain·e·s ne sont plus aux études et d'autres poursuivent leurs études à temps partiel. En général, leur domaine d'études est lié aux sciences humaines, à la politique, à l'environnement ou aux arts. Au cours de leur parcours, quelques-un·e·s se sont trouvé·e·s, de façon volontaire ou non, en situation de marginalité en raison de leur situation scolaire, de leur passage dans un centre jeunesse ou de leur mode de vie alternatif, par exemple.

Collecte et analyse des données

J'ai mené des entretiens semi-dirigés d'une durée de 60 à 90 minutes avec ces 14 participant·e·s afin de discuter avec elles-eux de leur participation à une ou des actions de désobéissance civile dans l'enjeu climatique, du sens qu'ils.elles attribuent à cette pratique, ainsi que de leur parcours politique. J'ai ensuite transcrit intégralement les enregistrements audio de ces entretiens, afin de permettre une analyse approfondie des données recueillies. Une fois les entretiens transcrits, j'ai importé les données dans le logiciel d'analyse qualitative NVivo pour faciliter la gestion, l'organisation et l'analyse des données qualitatives. J'ai utilisé NVivo pour catégoriser manuellement les thèmes récurrents dans les entretiens. Parallèlement, pour chaque participant·e, j'ai élaboré une ligne du temps de leur parcours politique afin de mieux contextualiser leur engagement dans la désobéissance civile.

Au fur et à mesure des entretiens, mais surtout lors de l'étape d'analyse, j'ai pris conscience de l'importance de leurs représentations du *système* comme moteur de leur engagement dans la désobéissance civile, au point d'en faire le cœur même de ce rapport. Cette considération relativement tardive a limité ma capacité à poser des questions spécifiques et ciblées entourant le *système* lors des entretiens, ce qui aurait pu enrichir davantage ma compréhension des dynamiques sous-jacentes. En revanche, cela m'a permis d'appréhender les perspectives des participant·e·s de manière authentique et non influencée par mes propres préconceptions, ce qui a bonifié l'analyse qualitative des données recueillies.

Considérations éthiques

Étant donné la nature généralement illégale des actions de désobéissance civile, une attention particulière a été portée à la préservation de l'anonymat des participant·e·s tout au long du projet de recherche. Lors de l'entretien, les participant·e·s ont eu la possibilité d'utiliser un pseudonyme, de fermer leur caméra en visioconférence et de donner leur consentement de manière verbale. Lors de la phase de rédaction, j'ai également veillé à éliminer tout élément qui pourrait associer des participant·e·s à des actions spécifiques.

RÉSULTATS

Cette section présente les résultats de la recherche, qui se structurent autour des trois grandes parties principales suivantes : 1) le sens que les participants attribuent à la désobéissance civile, 2) leur parcours d'engagement et 3) leurs représentations du système. Nous verrons que cette dernière dimension occupe une place centrale dans ce rapport de recherche, car elle influence et est influencée par les deux autres dimensions.

Partie 1. La désobéissance civile : quel sens pour celles·eux qui la pratiquent?

Dans cette section, nous explorerons le sens accordé à la désobéissance civile par les participant·e·s qui ont choisi d'ajouter cette forme d'action à leur répertoire d'actions politiques. La question de la désobéissance civile est particulièrement complexe en raison des débats entourant ses principes sous-jacents et sa légitimité. Afin de mieux appréhender la position des participant·e·s à l'égard de la désobéissance civile, nous explorerons l'approche de la désobéissance civile à laquelle elles·ils adhèrent et les principes qui guident leurs actions. Mais avant de plonger dans ces aspects, un bref retour historique nous permettra de mieux contextualiser la désobéissance civile.

1.1 Survol historique de la désobéissance civile

Parmi les figures marquantes de l'histoire de la désobéissance civile, on peut compter Henry David Thoreau, Mahatma Gandhi et Martin Luther King. L'expression *Civil Disobedience* apparaît pour la première fois en 1866 dans un recueil des œuvres de Henry David Thoreau. Cet écrivain américain est souvent considéré comme le père fondateur de la désobéissance civile pour avoir refusé de payer ses impôts au gouvernement américain en guise de protestation envers l'esclavage et la guerre contre le Mexique. Mais certain·e·s, dont Hannah Arendt, remettent en question sa paternité, faisant valoir que ses actions relèvent davantage de l'objection de conscience que de la désobéissance civile à proprement parler. Gandhi est quant à lui reconnu pour avoir mobilisé les masses pour l'indépendance de l'Inde en faisant de la méthode non-violente (le *satyagraha*) son arme de prédilection contre l'oppression coloniale, bien qu'il n'écartait pas catégoriquement l'éventuelle violence dans la désobéissance civile. Plus tard, Martin Luther King a émergé en tant que leader emblématique du mouvement des droits civiques aux États-Unis. À l'instar de Gandhi, il a également utilisé des tactiques d'action directe non-violente pour protester contre l'injustice. Les images de la répression violente à l'égard des manifestant·e·s ont été largement médiatisées et ont permis d'attirer l'attention internationale sur le mouvement. Ceci étant dit, il convient de souligner que cette lecture dominante de l'histoire de la désobéissance civile tend à exclure les actions plus radicales et violentes de la définition même de désobéissance civile. Cette interprétation est étroitement liée aux principes qui sont généralement pris en compte pour définir la désobéissance civile. Mais avant de s'attarder à ces principes, il importe de comprendre dans quelles approches ils trouvent leur ancrage.

1.2 Les approches de la désobéissance civile

La désobéissance civile, lorsqu'elle est exercée au sein d'un État démocratique, peut être catégorisée en trois principales écoles de pensée (Cervera-Marzal, 2013) : l'approche conservatrice, l'approche libérale et l'approche radicale. Nous les décortiquerons ici une à une afin de mieux comprendre la position des participant·e·s par rapport à celles-ci.

1.2.1 L'approche conservatrice

Tout d'abord, les penseur·euse·s de l'école conservatrice soulèvent des inquiétudes face à la désobéissance civile, telles que celles énumérées par Jean-Marie Muller (2007), qui ne fait d'ailleurs que les identifier pour mieux les réfuter : « N'est-il pas dangereux de permettre à chaque citoyen[·ne] de décider [elle·]lui-même de la légitimité des lois? Ne risque-t-on pas de créer le chaos en accordant à chacun[e] la liberté d'agir à sa guise? Ne suffit-il pas qu'une loi déplaie à un individu pour qu'il revendique le droit de lui désobéir? » (cité dans Cervera-Marzal, 2013, p. 6). Ces inquiétudes exprimées par les partisan·e·s de l'approche conservatrice se concentrent principalement sur trois objections : l'antidémocratie, l'anomisme et l'illégalisme (Cervera-Marzal, 2013). Or, ces conservateur·trice·s condamnent fermement le recours à la désobéissance civile, car elle représente à leurs yeux une menace pour la démocratie et une atteinte à l'État de droit. En d'autres termes, elles-ils préfèrent tolérer l'injustice plutôt que de risquer le désordre. À cela, il faut préciser que « [celles·]ceux qui professent cette foi [sont] rarement les mêmes qui auront à subir l'injustice » (Cervera-Marzal, 2013, p. 41). Cette conception de la désobéissance civile, qui amalgame *légalité* et *légitimité*, et qui oppose la désobéissance à la démocratie, est notamment consolidée dans l'espace médiatique, mais aussi dans les discours d'acteur·trice·s politiques (Tremblay, 2016).

1.2.2 L'approche libérale

Pour sa part, l'approche libérale partage les inquiétudes susmentionnées de l'approche conservatrice, mais s'en distingue en reconnaissant la possibilité de justifier la désobéissance civile dans des circonstances exceptionnelles, et sous certaines conditions strictes (acceptation de la peine, utilisation en dernier recours, absence de violence sous toute forme, etc.). Les tenant·e·s de l'approche libérale considèrent essentiel de poser des conditions de validité à la désobéissance civile pour protéger le maintien de l'ordre social. Ces conditions se retrouvent même dans les définitions qu'elles-ils accolent à la désobéissance civile. Ainsi, l'une des définitions de la désobéissance civile les plus citées est celle de John Rawls (1975) qui la décrit comme :

un acte public, non violent, décidé en conscience, mais politique, contraire à la loi et accompli le plus souvent pour amener un changement dans la loi ou bien dans la politique du gouvernement » par lequel « on s'adresse au sens de la justice de la majorité de la communauté », et cela précisément « dans les limites du respect de la loi (cité dans Celikates, 2013, p. 36).

Selon cette conception, la désobéissance civile ne devrait pas s'inscrire dans une opposition au système en entier, mais plutôt se limiter à la contestation d'une loi spécifique qui porte gravement atteinte à des droits individuels. Ainsi, la désobéissance

civile est considérée comme légitime lorsqu'elle vise à soumettre la constitutionnalité d'une loi à l'examen des tribunaux, par le principe du *law testing* (Mellon, 2017), ce qui peut avoir pour effet l'amélioration des lois et des politiques existantes :

En résistant à l'injustice dans les limites de la fidélité de la loi, elle sert à empêcher les manquements vis-à-vis de la justice et à les corriger s'il s'en produit. Que les citoyen[ne]s soient prêt[e]s à recourir à la désobéissance civile justifiée conduit à stabiliser une société bien ordonnée, ou presque juste. (Rawls, 1987, dans Asselin, 1998, p. 87)

Cela implique que l'action elle-même doit aussi se dérouler en toute fidélité avec le système en place pour éviter la déstabilisation de celui-ci. Habermas, un penseur de cette approche libérale, tout comme Rawls, va même jusqu'à dire que la désobéissance civile est, entre autres choses, « un acte public qui est en règle générale annoncé aux autorités et dont la police peut prévoir le déroulement » (1985, cité dans Celikates, 2013, p. 36). Bien qu'il existe différentes conceptions libérales de la désobéissance civile, dans l'ensemble, cette approche vise à concilier l'expression du mécontentement avec le maintien de l'ordre social. Cependant, les nombreuses restrictions qu'elle impose limitent considérablement sa pratique.

1.2.3 L'approche radicale

Pour Manuel Cervera-Marza (2013), les deux approches précédentes émanent de la théorie académique; elles reflètent la pensée d'universitaires, de « philosophes de bureau », qui peinent à considérer la pensée de celles·eux qui désobéissent. Pour lui, et nous verrons que c'est aussi ce que l'on constate chez les participant·e·s de cette recherche, les désobéissant·e·s adoptent une approche radicale, qui se distingue fondamentalement de celles présentées jusqu'à présent.

L'approche radicale apporte une nuance plus profonde que celle des libéraux·ales en ce qui concerne les principes qui légitiment la désobéissance civile. Par conséquent, ces principes ne sont pas nécessairement intégrés à la définition même de la désobéissance civile, ce qui rend sa compréhension quelque peu plus complexe. J'aborderai cet aspect plus en détail dans la prochaine section. De plus, l'approche radicale remet en question le « préjugé péjoratif à l'encontre du désordre qui serait nécessairement mauvais et dangereux [et postule qu']il est possible de réhabiliter le désordre en y voyant l'opportunité d'un nouvel ordre, plus juste que l'ancien » (Cervera-Marzal, 2013, p. 41). En effet, contrairement aux libéraux·ales, qui considèrent que la désobéissance civile s'inscrit dans un système juridique globalement juste, les radicaux·ales condamnent précisément l'injustice du système dans son entièreté. L'approche radicale est donc davantage porteuse d'une remise en question du système politique, social et économique dans son ensemble et suggère ultimement la nécessité de réorganiser et de transformer les structures de la collectivité.

Cela soulève donc des questionnements quant au rapport des désobéissant·e·s à l'État et aux objectifs poursuivis par leurs actions. Dans cette optique, le modèle cartésien développé par Gallant (2017b) offre un cadre analytique précieux. Ce modèle permet de positionner une action donnée le long de deux axes : d'une part, le degré de remise en

question de l'État suggéré par une action, et d'autre part, la mesure dans laquelle cette action s'adresse directement ou indirectement aux autorités publiques.

D'abord, on retrouve les actions qui s'adressent à l'État tout en reconnaissant sa légitimité, comme le vote ou les pétitions, par exemple. Ces actions peuvent être associées à ce que Mermet (2007) décrit comme une « démocratie d'élevage » (dans Gallant et Lardeux, 2019), c'est-à-dire « certaines formes instituées de la participation pouvant inhiber toute parole contestataire » (cité dans Gallant et Lardeux, 2019, p. 25). Ce type d'actions pourrait également être rattaché au concept de *dutiful dissent* (O'Brien et al., 2018), qui réfère plus spécifiquement à un mécontentement exprimé à travers les mécanismes formels de participation politique prévus à cet effet. D'autre part, il existe également des actions qualifiées de « sages » (Gallant, 2017a), qui ne s'adressent pas à l'État, tout en ne remettant pas en question sa légitimité, comme l'adoption d'un mode de vie alternatif. Ces actions, en marge du système, peuvent cependant être perçues comme inutiles par l'État en termes de contribution à la vie politique (Gallant, 2017a).

Mais il y a également des actions qui expriment très clairement, mais à divers degrés, une remise en question du pouvoir public, par exemple la désobéissance civile. Ces actions sont généralement perçues par les autorités publiques, mais aussi par les médias, comme « mauvaises » (Gallant, 2017a). Cependant, cela ne signifie pas que ces actions ne s'adressent pas à l'État. En réalité, la désobéissance civile est utilisée par la plupart des participant-e-s dans une relation, bien que conflictuelle, avec lui. Elle peut servir à exercer une pression sur celui-ci afin d'exiger des changements dans les lois et les politiques, ou bien à affirmer fermement son désaccord avec lui. Ce type de désobéissance civile peut s'ancrer dans ce qu'on nomme le *disruptive dissent* (O'Brien et al., 2018) en ce sens qu'il « remet explicitement en question les relations de pouvoir, ainsi que les acteur-trice-s et les autorités politiques qui les maintiennent, [et ce,] souvent par le biais de manifestations directes et de protestations collectives » [traduction libre] (O'Brien et al., 2018, s.p.). Cependant, il existe d'autres formes de désobéissance civile qui ne s'adressent pas du tout à l'État, ou qui le considèrent uniquement comme un interlocuteur secondaire. Le message politique véhiculé par l'action peut donc s'adresser principalement à des acteur-trice-s économiques, la société civile, ou encore à des groupes alliés du mouvement environnemental. Dans ces cas précis, étant donné leur manque de confiance envers l'État quant à sa capacité réelle à transformer la société ou bien à les écouter, elles-ils préfèrent agir sans lui. Certaines actions de désobéissance civile, comme les occupations, peuvent proposer des alternatives au système en place. À cet égard, on peut qualifier cette désobéissance civile de *dangerous dissent* (O'Brien et al., 2018) en raison du degré de menace que l'État pourrait percevoir dans leur tentative de se réappropriier du pouvoir citoyen. Une participante consacre d'ailleurs dorénavant beaucoup moins d'énergie dans les actions protestataires et de désobéissance civile parce qu'elle a développé au fil du temps l'avis que l'État représente un « intermédiaire qui n'a pas lieu d'être [et qui] fait juste ralentir la transition » (P06). Elle affirme ne plus attendre que l'État « mette des choses en place » pour agir (P06).

Cela démontre que les désobéissant·e·s ne forment pas un groupe homogène quant aux objectifs de leurs actions. Il est également important de souligner que certaines actions de désobéissance civile peuvent avoir plusieurs cibles simultanément et que celles-ci peuvent dépendre de la structure des opportunités politiques. Mais dans l'ensemble, si leurs cibles peuvent varier, il demeure que la désobéissance civile reste un moyen de contester le statu quo et de faire la promotion d'idées et de valeurs alternatives, que le destinataire de l'action soit l'État ou non. Et en cela, leur vision de la désobéissance civile s'inscrit dans une approche résolument radicale.

1.3 Les principes de la désobéissance civile

Comme cette recherche n'a pas pour ambition de fixer des principes universels de la désobéissance civile, mais bien de comprendre l'engagement des participant·e·s, il est donc pertinent de se pencher sur les principes que les participant·e·s lui attribuent elles-mêmes. Dans la présente section, nous verrons les points de convergence et de divergence quant aux principes qu'elles-ils soulèvent.

1.3.1 Les points de convergence

En retraçant les principes les plus partagés par les participant·e·s au sujet de la désobéissance civile, on peut cadrer la désobéissance civile comme un « recours », un « acte » ou une « tactique » à portée politique, publique, perpétrée par des civil·e·s qui choisissent délibérément d'agir en dehors du cadre légal.

Selon le premier principe cher à la majorité des participant·e·s, la désobéissance doit être à portée politique, c'est-à-dire motivée pour « une cause précise », « plus grande que soi », « dépassant l'intérêt personnel », et visant « le bien d'un collectif », « d'une communauté », ou « de la société ». Si certain·e·s agissent dans une « volonté d'amélioration de la société », d'autres le font dans la perspective de limiter ou de retarder certaines conséquences négatives induites par la crise socioécologique. Ainsi, un participant s'engage principalement dans la désobéissance civile pour « réduire le nombre de morts que les changements climatiques vont causer » (P03), alors qu'un autre mentionne, de façon similaire, « essayer de tout faire pour qu'il y ait le moins de dégâts avant qu'il y ait ces changements structurels » (P02). Ce profond souci pour autrui se reflète notamment dans leurs discours, où l'absence totale de référence à « mon avenir » ou « mon futur » est remplacée par une notion collective représentée par le « nous » ou « notre génération ». En fait, la plupart du temps, les participant·e·s ne s'incluent pas directement parmi les personnes qui pourraient potentiellement bénéficier des ressorts de leurs actions en utilisant plutôt des termes comme « les futures générations », « les humains » ou « les personnes qui souffrent actuellement », mais aussi, peut-être dans une moindre mesure, « les écosystèmes » et « le vivant ». Ce type d'engagement est très loin d'être individualiste et s'accompagne fréquemment de sacrifices. En effet, ce qui distingue la désobéissance civile des autres formes d'engagement, c'est qu'elle est souvent préjudiciable à celles·ceux qui la pratiquent et que ses rétributions sociales sont moindres. Certes, des participant·e·s en retirent certains bénéfices personnels, mais il est important de mentionner que la plupart préféreraient ne pas avoir à recourir à la désobéissance civile :

[La désobéissance civile,] c'est comme une façon de s'engager qui est vraiment pas récompensée dans la société. J'ai plusieurs ami-e-s engagé-e-s qui ont eu plusieurs bourses pour leur engagement, alors que ça, ça a plutôt des effets négatifs, c'est moins bien vu. Différents engagements ont vraiment des conséquences différentes. J'aurais pu donner ce temps-là dans une autre cause pis avoir des bourses pis plein d'affaires. [...] On le dit souvent, c'est tellement de travail, on préférerait *chiller* entre ami-e-s que faire ça. Des fois c'est l'*fun* pis on passe des bons moments militants, mais on pourrait faire des affaires plus le *fun*. (P02)

T'sais [les policiers font] des petits commentaires juste pas nécessaires qui sont juste baveux pis t'es juste comme... pour vrai, est-ce que tu penses que ça me tente de me faire arrêter en ce moment? Est-ce que tu penses que ça me tente de faire ça? Je serais ben mieux d'écouter un film avec ma famille. (P06)

Ensuite, parmi les autres principes qui font généralement consensus chez les participant-e-s, on compte le fait que la désobéissance civile doit être publique. Cela signifie qu'elle doit être visible et réalisée dans l'espace public, afin que les autres puissent en être informé-e-s ou en être témoins, au moment même de l'action ou a posteriori. Puis, la désobéissance est généralement dite *civile* en ce sens qu'elle doit être l'œuvre de citoyen-ne-s qui agissent de leur propre initiative, sans être dirigé-e-s par d'autres. Enfin, selon les participant-e-s, le fait de contrevenir consciemment à la loi, c'est-à-dire de « briser la loi en sachant qu'on brise la loi » (P11), fait également partie des principes inhérents à la désobéissance civile.

1.3.2 Les points de divergence

Bien que les participant-e-s soient sensiblement sur la même longueur d'onde concernant les principes de la désobéissance civile évoqués précédemment, il faut dire que leurs divergences sont bien plus nombreuses, notamment sur la question de la violence. Si la majorité d'entre elles-eux s'accorde sur le caractère non-violent¹ de la désobéissance civile, ce principe revêt toutefois des interprétations diverses. Les participant-e-s associent généralement la non-violence à l'absence de violence physique et psychologique envers des individus ou tout être vivant. Néanmoins, la plupart considèrent que les actions de désobéissance civile peuvent comprendre des dommages causés envers la propriété d'une compagnie, ce qui pourrait être qualifié de « violence non-violente » (Cervera-Marzal, 2013) :

Mais t'sais, briser la propriété privée d'une compagnie milliardaire, pour moi, c'est pas un acte de violence... ou en tout cas si c'est de la violence, c'est légitime. C'est littéralement des sangsues ces compagnies-là. (P09)

Même si la compagnie est comme dérangée, je perçois pas [le sabotage] comme étant violent du tout, juste parce qu'une entreprise c'est pas quelqu'un avec des émotions et des sentiments. (P12)

¹ À l'instar de Manuel Cervera-Marzal, j'emploie le concept « non-violence » (avec trait d'union) pour le distinguer de celui de la « non violence » (sans trait d'union), car il désigne bien plus que le simple refus de la violence.

C'est vraiment une stratégie des opposants aux luttes en général, que quand y a du monde qui casse des fenêtres, c'est de la violence, mais en réalité c'est un *spin* réactionnaire... Selon moi, c'est exagéré de dire que c'est violent de casser des choses. (P04)

Si plusieurs insistent sur le fait que la violence dirigée envers des individus est contraire aux principes fondamentaux de la désobéissance civile, quelques-un-e-s d'entre elles·eux font une distinction lorsqu'il s'agit d'individus qui symbolisent des institutions :

Je crois que le mouvement Extinction Rebellion a été associé à toute sorte de trucs, pas super bien vus dans les cercles militants... mettons un discours sur la non-violence qui est pas très réfléchi ou pas très nuancé disons. [...] Entre autres, y avait des vidéos qui avaient circulé de XR en France qu'y effaçaient des graffitis dans des banlieues pauvres qui disaient « mort aux cochons » ou des trucs comme ça anti-police pis y étaient comme : « C'est violent de dire "mort aux cochons". » T'sais moi, c'est pas ça ma vision de la non-violence. (P09)

Pour d'autres, la désobéissance civile implique *idéalement* une non-violence, sans que celle-ci en soit pour autant une doctrine absolue, ce qui laisse la possibilité d'une désobéissance civile violente. En effet, si « la désobéissance civile [...] peut débiter pacifiquement, et avec l'intention de le rester, [...] rien ne garantit qu'elle restera réellement pacifique, car cet aspect dépend non seulement de la volonté des désobéissant[e]-s, mais aussi d'autres facteurs externes pas toujours faciles à prévoir et à gérer » (Bigirimana, 2005, p. 340). Pour une participante, le contexte précédent l'action peut également justifier le recours à la violence :

Si tous les jours l'État te violente, c'est normal qu'à un certain point, on ne peut pas tout le temps exiger une réponse rationnelle de la population. Oui, des fois, tu vas avoir une violence irrationnelle, c'est un bouillonnement qui doit se déverser quelque part, pis des fois ça va être de mettre des poubelles en feu, des chars en feu. [...] Cette haine-là, cette violence-là, va peut-être dépasser les limites correctes, morales, qu'on se donne en tant que société. Mais si ça arrive, ça sort pas de nulle part, ça sort jamais de nulle part. L'humain est pas intrinsèquement violent. Pour moi, la violence d'une population sera toujours le résultat d'une violence qui l'a précédée. (P06)

Pour une participante seulement, la désobéissance civile ne doit jamais comprendre de violence sous aucune forme. Par ailleurs, nonobstant si les participant-e-s retiennent ou non ce principe comme élément de la désobéissance civile, cela ne signifie pas pour autant qu'elles·ils condamnent le recours à la violence ou qu'elles·ils ne s'engagent pas elles·eux-mêmes dans des actions violentes.

Un autre principe qui ne fait pas consensus parmi les participantes concerne l'acceptation des conséquences judiciaires découlant des actes de désobéissance civile. Plusieurs participant-e-s soutiennent que, pour qu'une action puisse être qualifiée de désobéissance civile, les désobéissant-e-s doivent agir à visage découvert, sans discrétion ou dissimulation. Un participant résume cette posture : « Tu t'assumes en tant

que personne, tu dis voici qui je suis, voici ce que je fais et voici pourquoi » (P12). Pour d'autres, l'action peut être revendiquée et assumée en tant que groupe plutôt qu'individuellement : « Dans ma compréhension du terme, ça a pas besoin d'être individuellement à visage découvert. Faut être capable de défendre son action soit en tant qu'organisation ou en tant que groupe » (P09). En revanche, d'autres estiment que la désobéissance civile peut se faire anonymement, dans la clandestinité, à l'abri du regard des autorités. Bref, si les participant·e·s s'entendent sur le fait que l'action de désobéissance civile doit être publique, elles·ils ont des opinions divergentes quant au fait d'assumer cette action.

Enfin, si la majorité affirme que la désobéissance civile implique d'agir en dehors du cadre de la loi, quelques-un·e·s apportent certaines nuances face à ce principe. En effet, pour certain·e·s, ce qui définit véritablement la *désobéissance* civile, c'est davantage le fait de s'engager dans une action qui n'est pas tolérée par les autorités, plutôt que de spécifiquement violer des lois établies. Suivant cette logique, une participante explique que la manière dont une action est perçue par les autres peut potentiellement atténuer le caractère illégal d'une action, et donc, ne plus constituer une désobéissance à proprement parler : « Plus t'es en nombre, plus t'as de reconnaissance aux yeux des autres, moins ça va être illégal, disons-le comme ça » (P10). À l'inverse, une action légale pourrait être considérée comme une action de désobéissance civile : « Ça dépend de la position de la personne dans une société et de la perception que les gens ont de la personne qui fait une action » (P05). Cette participante fait plus précisément référence à la présence non tolérée par les autorités de certaines catégories de personnes dans certains espaces publics. De plus, des participant·e·s incluent dans la désobéissance civile les actions qui contreviennent non pas uniquement à des lois étatiques, mais aussi à des règlements spécifiques, tels que le code étudiant, à condition que celles-ci s'appuient sur d'autres principes de désobéissance civile.

En résumé, bien que les participant·e·s adoptent une approche radicale, les objectifs et les principes de leurs actions peuvent grandement différer. Cette diversité de perspectives souligne l'importance de faire preuve de prudence lorsqu'il s'agit d'aborder le thème de la désobéissance civile. Dans la prochaine section, nous verrons comment leur parcours politique a pu contribuer à ce qu'elles·ils adoptent une posture radicale.

Partie 2. Parcours politique : comment en vient-on à désobéir?

Chez les participant·e·s, la désobéissance civile est étroitement liée à une radicalité de pensée, ce que Manuel Cervera-Marzal (2013) nomme « la pensée désobéissante ». Or, pour mieux comprendre leur cheminement vers la désobéissance civile, il est essentiel d'examiner leur socialisation politique de manière globale plutôt que de se limiter à leur socialisation spécifique à la désobéissance civile. Dans cette section, nous verrons les influences qui, selon elles·eux, ont le plus marqué leur parcours militant : les mouvements sociaux, la famille, l'école, les pairs, les émotions ainsi que certaines

caractéristiques individuelles. Si ce sont les mêmes influences que l'on retrouve dans la littérature, cela nous permettra de saisir pleinement les dynamiques qui s'y jouent.

2.1 Les mouvements sociaux

Dans la grande majorité des parcours des participant·e·s, on observe une distinction nette entre la période précédant et celle suivant l'émergence de la mobilisation mondiale des jeunes pour le climat. En effet, la grande majorité des participant·e·s ont commencé à militer pour l'environnement à partir de 2018, ce qui souligne l'importance considérable du mouvement climatique jeunesse dans leur parcours. Pour beaucoup d'entre elles-eux, il s'agissait de leur première expérience militante, voire de leur premier engagement politique ou collectif. Le mouvement climatique semble avoir été une porte d'entrée vers d'autres formes d'engagement, y compris dans des instances plus formelles, ainsi que dans la lutte pour des causes connexes. Il est intéressant de noter que la majorité des participant·e·s se sont radicalisé·e·s, à la fois dans leur pensée et dans leurs actions, au moment même où le mouvement environnemental prenait de l'ampleur. En parallèle, d'autres participant·e·s ont rejoint le mouvement environnemental en raison de leur radicalisation préexistante dans d'autres causes. Cette observation concorde avec l'hypothèse de Colin Robineau (2020), qui suggère que « le pôle écologiste radical se constitue autour d'un double mouvement avec, d'une part, la radicalisation de militant·e·s écologistes – pour qui la cause passe désormais nécessairement par une transformation de l'ensemble de la société – et, d'autre part, l'écologisation de militant·e·s radicaux·ales – pour qui les enjeux environnementaux deviennent une donnée incontournable et un levier central dans une perspective de mobilisation anticapitaliste » (p. 50).

Celles-ceux qui militaient déjà avant d'entrer dans le mouvement environnemental étaient généralement impliqué·e·s dans les luttes sociales entourant les droits humains, ainsi que dans les différents mouvements étudiants qui ont marqué le Québec dans la dernière décennie, dont le Printemps érable de 2012, la grève contre l'austérité de 2015 et la grève des stages de 2019. Ces mouvements ont par ailleurs remis en évidence les disparités socio-économiques au sein de la population étudiante, mais également dans la société en général. Pour bon nombre d'entre elles-eux, la participation à ces grèves a marqué un tournant dans leur engagement militant :

Un moment donné, je suis allé à une AG de grève... je savais même pas c'était quoi une AG de grève. On a voté la GGI pour les stages, j'me suis ramassé en grève. Ça a pas duré longtemps, mais j'ai rencontré des militants, pis j'me suis ramassé dans le réseau militant à [nom de la ville]. À partir de ce moment-là, je suis devenu militant pis j'ai le mode de vie militant à 100%... j'ai jamais arrêté. [...] Après ça, dès qu'y avait des activités militantes, j'étais là, dans n'importe quelle cause pour vrai, le mouvement communautaire, écologiste... (P04)

Ma première participation politique à des grèves, c'était en 2012, j'étais au secondaire, 14 ans, je participais à beaucoup de manifs. On se sentait vraiment affecté·e·s par ces enjeux-là aussi, sachant qu'on allait les payer nous-mêmes nos frais de scolarité juste quelques années plus tard. Quand je repense à ça... premières expériences de *manifs*, gazée, poivrée. I guess que

j'ai fait de la désobéissance civile à ce moment-là parce que t'sais j'ai participé à des manifestations tout nue, en bobettes, genre je m'en crissais vraiment. Ben c'est sûr que tout était de la désobéissance civile dans ce temps-là. (P09)

Et même si d'autres participant·e·s n'ont pas nécessairement pris part activement à ces mouvements, la plupart ont néanmoins été marqué·e·s par eux. Par exemple, une participante, qui était encore à l'école primaire lors de la grève étudiante de 2012, a mentionné que cette mobilisation a éveillé son intérêt politique, comme plusieurs autres jeunes de son entourage. Un autre participant mentionne être nostalgique de ce moment qu'il n'a pas connu. Selon Mathieu (2004), « tomber tout[·e] petit[·e] dans la marmite du militantisme produit bien souvent des effets tout au long de la vie – et ce même si les terrains ou les formes de lutte peuvent évoluer au fil du temps » (p. 80). Ainsi, les mouvements sociaux ont laissé des empreintes durables dans les trajectoires biographiques des participant·e·s, et ont contribué à façonner des militant·e·s engagé·e·s dans la lutte pour la justice environnementale et sociale.

2.2 La famille

La famille représente une source d'influence considérable sur le parcours militant de la majorité des participant·e·s. En général, elles-ils soulignent que les valeurs portées par leurs parents ont influencé leur parcours. Toutefois, seul·e·s quelques participant·e·s considèrent que leurs parents, ou parfois un frère ou une sœur plus âgé·e, ont joué un rôle important dans la transmission de valeurs spécifiquement environnementales. Par exemple, une participante mentionne que la question environnementale était très présente dans sa famille lorsqu'elle était plus jeune : « On en parlait beaucoup à la maison, on essayait d'être granos-végés, d'être conscients de ça » (P05). Un autre participant partage une expérience similaire : « Ma cause a toujours été l'environnement, même jeune, jeune, jeune, probablement lié à mon éducation » (P01). Bien que certain·e·s participant·e·s reconnaissent une certaine influence de leurs parents dans l'adoption d'écogestes, la plupart d'entre elles-eux considèrent que leur intérêt pour l'environnement n'a été que très peu influencé par leurs parents. Un participant mentionne même que ses parents s'opposent fermement au militantisme environnemental. En général, ce sont davantage les participant·e·s qui tentent de sensibiliser leurs parents à la question environnementale et de les impliquer dans le militantisme environnemental plutôt que le contraire. Cette dynamique soulève la question de la socialisation ascendante, c'est-à-dire une transmission de valeurs dans le sens enfants-parents : « Le changement introduit par la jeunesse gagne ainsi, par ondes de choc, les autres générations et se diffuse à l'ensemble du corps social à travers la médiation familiale » (Attias-Donfut, 2000, cité dans Lobet et Cavalcante, 2014, ii). La différence, voire la tension, générationnelle la plus souvent abordée par les participant·e·s en ce qui concerne l'environnement est que leurs parents, contrairement à elles-eux, ne sont pas toujours prêts à renoncer à leur qualité de vie.

J'ai l'impression qu'ils sont quand même un peu dans le déni dans leur façon de vivre par rapport à ça... dans le sens qu'ils continuent de maintenir un niveau de vie comme avant, alors que faudrait peut-être réfléchir à changer ça et plus militer. (P02)

De ce que j'ai compris de mes frères, ils *carent* quand même pour les changements climatiques, mais ils sont riches et confortables dans leur richesse et leur ignorance fa'que... on peut pas faire grand-chose. (P03)

Mon père y a des *Ski-doo*, des quatre-roues, des motos, tout le *kit* dans sa maison de banlieue [même s'il travaille en ville]. [...] Mon père pis ma mère sont beaucoup dans la génération de la sécurité économique. Pour eux, c'est ça qui est le plus important... pis y se sont trouvé-e-s des bonnes *jobs*, pis c'est vraiment ça leur objectif de vie. (P04)

Des fois, moi, j'ai critiqué des choses du genre : est-ce qu'on a besoin d'une aussi grande maison? Est-ce qu'on a besoin de ça? Est-ce qu'on a besoin de consommer autant? Est-ce qu'on a besoin d'avoir autant d'objets dans la maison? Est-ce que vous avez besoin de monter le loyer de vos locataires? Est-ce que vous avez besoin de gentrifier le quartier? (P06)

La plupart des participant·e·s estiment que ce sont d'autres valeurs transmises par leurs parents qui les ont influencé·e·s dans leur parcours militant, plutôt que des valeurs environnementales spécifiquement. Les valeurs relevées par les participant·e·s sont souvent en lien avec l'altruisme, l'ouverture d'esprit et le respect envers autrui :

On a des valeurs quand même similaires. Ma mère travaille comme orthophoniste, donc elle est plus à l'aise en relation d'aide, disons comme avec des jeunes. Donc, depuis que je suis jeune, c'est important d'être altruiste, de penser aux autres, d'essayer de contribuer à la société pour le mieux. (P11)

Mes parents sont ouverts d'esprit par rapport... d'un point de vue individuel, sont très ouverts d'esprit [...]. Donc y a un aspect de « aimer l'autre » même si l'autre est pas comme nous, donc ça a comme influencé comment je réfléchissais. Et le catholicisme est vraiment vraiment important dans ma famille. C'est sûr que ces valeurs-là m'ont influencé dans ma jeunesse. (P12)

En outre, d'autres disent avoir « hérité » de valeurs provenant d'une éducation plus ou moins conventionnelle. Par exemple, une participante a grandi avec une mère anarchiste qui adoptait une posture non hiérarchique envers elle, en respectant son credo : « Personne est sa cheffe et elle est la cheffe de personne » (P14). De même, un participant dit avoir grandi selon le principe « vivre et laisser vivre » promu par son père qui lui laissait la liberté de faire ce qu'il voulait et de « se péter la gueule avant de faire de quoi » (P04). Pour lui, ce style d'éducation a jeté les bases de son engagement et de sa posture qu'il décrit comme « antiautoritaire autant que possible » (P04).

Au-delà de la transmission de valeurs, plusieurs nomment que leurs parents ont contribué à stimuler leur engagement et leur intérêt pour la politique. Plusieurs mentionnent avoir été indirectement influencé·e·s par leurs parents en étant exposé·e·s dès un très jeune âge à l'actualité politique dans leur milieu familial. De plus, plusieurs participant·e·s ont été inspiré·e·s par leurs parents qui travaillent dans des domaines de la relation d'aide, du communautaire, de la politique ou des arts et de la culture, bien qu'aucun participant·e ne qualifie leurs parents de « militant·e·s ». Certain·e·s ont également

mentionné avoir été directement influencé·e·s par leurs parents à travers des discussions politiques ou en étant encouragé·e·s à participer à des événements politiques :

Depuis que je suis jeune, je suis très engagée pour la cause des femmes, le féminisme, à cause de ma mère. Ma mère m'amenait partout quand j'étais petite, on est allées aux marches des femmes ensemble.

Depuis que je suis toute petite, aux soupers à table, c'est tout le temps des discussions de 1h très intenses; c'est de là que je tiens ma capacité à débattre et à réfléchir. Que ce soit des anecdotes ou des faits d'actualité, les discussions très, très actives ont vraiment contribué au fait que je milite, de prendre position par rapport aux choses pis de tenir à un point. (P06)

Si leurs parents ont généralement permis aux participant·e·s d'éveiller directement ou indirectement leur intérêt pour la politique, peut-on affirmer pour autant qu'elles·ils partagent les mêmes orientations politiques? Leurs réponses à ce sujet sont plutôt partagées. Certain·e·s disent globalement partager des idées politiques similaires avec leurs parents, qui se situeraient à gauche ou à l'extrême gauche sur l'échiquier politique. Ces participant·e·s sont généralement plus prompt·e·s à déclarer que les orientations politiques de leurs parents ont fortement influencé leur vision du monde et leur parcours militant. D'autres affirment avoir de fortes divergences politiques avec leurs parents, qu'elles·ils jugent comme étant politiquement de droite. Il y a aussi des participant·e·s qui affirment avoir de fortes affinités politiques avec seulement un de leurs parents. Enfin, des participant·e·s disent partager certaines idées politiques avec leurs parents, sans pour autant pouvoir déclarer avoir les mêmes orientations politiques qu'eux :

On n'a pas les mêmes orientations politiques du tout. [...] Mes parents sont issus de l'immigration, fa'que veut veut pas, sont quand même conscients que... Ben sont idéologiquement de gauche, tout ce qui est sexisme, racisme, pas besoin de les convaincre. Mais je pense que le gros *clash* ça a été vraiment au niveau du capitalisme pis d'être anticapitaliste parce moi, je vais avoir beaucoup de réserve par rapport au monde qui vont avoir beaucoup d'argent. Pis c'est vrai que ça a été à la source de différents conflits, de manières de voir la vie. (P06)

Il est intéressant de souligner que les mères sont plus fréquemment mentionnées que les pères par les participant·e·s en ce qui concerne la transmission des orientations politiques et des valeurs sociales et environnementales. Cette dynamique rappelle la contribution de l'organisation Mères au front dans le mouvement climatique. Comme l'a souligné une étude antérieure, « pour un nombre significatif de militant·e·s, c'est sur la base d'un modèle parental, et plus spécialement maternel, qu'[elle·]ils ont intériorisé des dispositions altruistes s'exprimant avant tout à l'égard de figures du proche » (Mathieu, 2010, p. 307). Cette tendance est également mise en évidence dans une étude menée par Quéniart et Jacques (2008), qui constatent le rôle prépondérant des mères dans les choix des jeunes en matière de consommation et de pratiques écoresponsables. Cependant, dans le cadre de cette recherche, les participant·e·s ont mentionné une influence moindre de leurs parents dans le développement de leur intérêt

environnemental en comparaison à d'autres agents de socialisation, comme l'école, entre autres.

2.3 L'école

Nombreux·euses sont les participant·e-s qui expriment l'influence cruciale que l'école a eu sur leur parcours militant. En effet, l'école a été souvent mentionnée comme un lieu essentiel de sensibilisation aux enjeux socio-environnementaux. Cependant, l'école primaire est rarement citée comme ayant exercé une influence significative sur leur parcours, au-delà de la sensibilisation au recyclage et au compostage. Une seule participante souligne que son école primaire, une école alternative axée sur la communauté et l'apprentissage de compétences pratiques, aurait eu un impact sur son parcours. Pour plusieurs participant·e-s, c'est au secondaire qu'elles·ils ont plus fortement été sensibilisé·e-s à la nécessité et l'urgence d'agir pour l'environnement. Les connaissances transmises par leurs professeur·e-s du secondaire ont parfois agi comme une véritable onde de choc qui, dans leurs mots, leur a donné « un *wake up call* », a « sonné une cloche », les a « *shaké·e-s* » et a « mis le ton » pour la suite de leur engagement. Un participant rapporte que sa décision de sortir dans les rues a été en grande partie influencée par l'un de ses enseignant·e-s, qui partageait régulièrement des statistiques alarmantes sur les changements climatiques. Pour d'autres participant·e-s, le cégep et l'université ont été des lieux clés pour approfondir leurs connaissances sur les enjeux environnementaux et politiser l'environnement, c'est-à-dire à dire développer une pensée radicale.

Pour certain·e-s participant·e-s, ce sont moins les apprentissages qu'elles·ils ont acquis sur les bancs de l'école qui les ont influencé·e-s dans leur parcours militant que le fait de fréquenter un milieu scolaire propice à l'engagement et à la mobilisation. Plusieurs ont d'ailleurs étudié dans des écoles secondaires privées proposant des programmes particuliers, incluant du bénévolat obligatoire, ainsi que des écoles secondaires, des cégeps et des universités qu'elles·ils considèrent comme « plus militants ». Il est aussi plutôt fréquent que des participant·e-s aient rejoint le comité environnemental de leur établissement scolaire quand elles·ils ne l'ont pas (re-)lancé elles·eux-mêmes. Les assemblées générales de grève et la participation aux mobilisations étudiantes ont aussi été nommées comme des moments forts dans le parcours des participant·e-s. Il va sans dire que Fridays for Future a stimulé la participation de nombreux·euses étudiant·e-s dans le mouvement environnemental. L'école leur a donc permis de saisir des occasions d'engagement et de trouver des pairs avec qui militer.

Ceci étant dit, d'autres aspects de leur parcours scolaire, peut-être même plus saillants, ont suscité mon attention. En effet, plusieurs participant·e-s ont connu un cheminement scolaire atypique, marqué par des changements fréquents d'écoles, des abandons d'études, un manque de motivation scolaire et des conflits avec le personnel enseignant. Un participant explique les difficultés qu'il a rencontrées à l'école :

J'étais tout le temps dans le trouble, je me suis fait renvoyer de mes deux écoles primaires. Au secondaire, j'étais dans des classes de réinsertion sociale qu'y appelaient. Mais j'ai jamais eu des problèmes à l'école, c'est juste

que des fois j'allais pas à l'école pis ça me foutait dans le trouble. [...] Je faisais à ma tête, j'étais pas mal intentionné, j'passais mes cours, je dérangeais pas en classe. C'est juste les directions d'école qui toléraient pas que j'aïlle pas à l'école ou des choses comme ça. Y a toujours un conflit. Je me suis tellement battu avec les directions d'école, ça avait pas de bon sens. Fa'que j'étais comme habitué à ce combat-là je pense. (P04)

Une participante rapporte également les conflits qu'elle a connus avec la direction de son école secondaire précisément en lien avec ses engagements :

J'avais reçu des avertissements parce que je passais trop de temps à faire du bénévolat. [...] À chaque fois que je faisais des projets, [le directeur] m'a tout l'temps découragée, pis disait que l'école c'est plus important. Mais j'avais des bonnes notes, pis j'ai tout le temps fait mes trucs. [...] Pis vraiment, y faisait tout pour que j'aie pas de projet, pour que ça marche pas, les arrêter, pour pas que j'influence du monde. (P07)

Cela illustre bien le peu de marge de manœuvre laissé aux jeunes dans leurs engagements; dès lors que des jeunes s'écartent des modalités de participation prévues pour elles-eux, elles-ils se heurtent à des contrecoups. En effet, « l'engagement politique des jeunes [...] se traduit souvent par un contrôle à travers des processus et des institutions pensées, établies et dominées par les adultes » (Pickard et al., 2018, cité dans Dupuis-Déri, 2020, p. 308). Il est donc peu étonnant que ces jeunes, qui ont vécu des expériences conflictuelles avec leurs institutions scolaires, aient rapidement cherché des lieux alternatifs hors institutionnels pour exprimer leurs convictions : « *We notice how some good experiences of institutions and relations with adults tend to favour a more formal participation while more ambivalent and negative ones orientate towards informal spaces* » (Cuconato et al., 2020, p. 158). À ce sujet, Francis Dupuis-Déri soutient que les limites institutionnelles rencontrées par les jeunes dans leur école secondaire est l'un des facteurs qui aurait contribué à l'émergence de la grève étudiante pour le climat (2021).

Un autre élément marquant dans le parcours scolaire de certain-e-s participant-e-s est le fort décalage qu'elles-ils ont ressenti entre leurs propres valeurs et celles portées par leurs camarades de classe et leur institution scolaire, en particulier après leur entrée dans un nouvel environnement scolaire. Par exemple, une participante décrit son passage d'une école secondaire très axée sur le communautaire à une école axée sur la performance scolaire comme étant « son pire cauchemar » (P07). Pour une autre, fréquenter une école privée avec des personnes issues d'un milieu social beaucoup plus aisé que le sien a mis en lumière « leurs différentes possibilités dans la vie » (P010). Une participante, qui a longtemps baigné dans le monde compétitif du sport-études, a déclaré qu'elle ne sentait pas que les gens autour d'elle comprenaient ou vivaient dans le même monde qu'elle, ce qui l'a incitée à rechercher une communauté qui lui ressemblait davantage. Enfin, un participant, qui dit avoir grandi dans une ville « où tout le monde est conservateur de base » (P04), se considérait politiquement de droite jusqu'au cégep, où il s'est « engauchisé » en rencontrant des professeur-e-s d'autres horizons. Ce même participant a par la suite poursuivi des études dans « une des villes

les plus à gauche en Europe, une ville radicalement écologiste » (P04), ce qui marque un contraste important avec sa ville d'origine. On peut donc présumer que l'exposition à de telles perspectives antagoniques a probablement contribué à certains égards à poser les bases de leur prise de position. En effet, selon Bargel et Darmon (2017) les échanges qui se déroulent à l'école, que ce soit entre les étudiant·e·s ou entre les étudiant·e·s et le corps professoral, permettent aux jeunes de prendre conscience de leur condition sociale, des dynamiques de pouvoir qui les affectent et des enjeux du champ politique.

2.4 Les pairs

En général, les participant·e·s avaient peu, voire pas du tout, d'ami·e·s militant·e·s avant d'entrer elles-eux-mêmes dans le militantisme. En effet, plusieurs mentionnent avoir toujours été le·la plus radical·e de leur groupe d'ami·e·s. Cependant, il est assez courant qu'une connaissance ait agi comme une courroie de transmission pour les introduire à des groupes affinitaires, un moment qui peut s'avérer très significatif pour elles-eux. En effet, intégrer le milieu militant est souvent perçu comme une façon de se retrouver avec des personnes qui ont des valeurs similaires aux siennes. Comme l'explique une participante, « c'est comme une façon aussi de rencontrer des gens qui pensent de la même façon, de me sentir moins seule dans un monde qui essaye vraiment fort de te garder dans une boîte » (P05). Un autre participant mentionne que le désir d'appartenance dans un groupe radical peut être tellement fort que « tu vas un peu te radicaliser pour *fit in* » (P01). Cette observation met en évidence l'importance du lien social au sein des groupes affinitaires. C'est d'ailleurs pourquoi Dupuis-Déri (2004) qualifie les membres de groupes affinitaires d'« amilitant·e·s », un néologisme qui reflète à la fois l'entrelacement de l'amitié et de la solidarité militante qui s'y opère, à la fois à la négation du militantisme traditionnel basé sur des structures plus autoritaires et hiérarchisées. Certain·e·s participant·e·s perçoivent même leurs relations militantes comme une deuxième famille, voire comme un lien encore plus fort que celui qui peut exister au sein de la famille :

Je me suis trouvée une communauté tellement forte, je me suis fait des ami·e·s... Même pas des ami·e·s, pas des frères et sœurs... Ce sont des personnes que je sais qui sont là pour toujours. Si j'ai besoin de quelque chose, je sais que j'peux parler à ces personnes-là. (P08)

De plus, les pairs sont souvent mentionnés pour le rôle important qu'ils jouent dans le développement de leur pensée politique. En effet, les échanges et les discussions avec des militant·e·s ont souvent été déterminants pour leur permettre de mieux comprendre les enjeux politiques et sociaux, ainsi que pour renforcer leur engagement :

J'ai eu l'occasion de travailler avec eux. C'est du monde vraiment motivés, vraiment inspirants pis y m'ont poussé à aller un peu plus loin dans ce que je faisais avant. Y m'ont donné cette envie de faire plus de *déso* via leur vision du monde... parce que dans ce temps-là, je savais pas vraiment quoi penser du monde en tant que tel. (P03)

On organisait régulièrement des soirées où le monde pouvait venir jaser d'environnement, et c'est là que tu rencontres d'autres gens qui arrivent avec

d'autres approches philosophiques et tout, parce que tout ce qui est politique et philosophique; j'ai pas vraiment appris à l'école, j'ai pas vraiment lu de livres là-dessus, c'est plus en échangeant avec d'autres activistes que j'ai appris d'autres approches, et que j'ai été plus sensibilisée. (P11)

Les pairs sont aussi essentiels pour les motiver à atteindre des objectifs de lutte communs. Dans les termes de participant·e·s, les militant·e·s « s'auto-entre-influencent » ou « s'auto-hypent » pour mener des actions. En agissant ensemble, elles·ils renforcent leur sentiment d'efficacité collective :

Quand tu milites intensément ou que tu mobilises beaucoup de monde, t'as toujours des périodes où tu te sens puissant avec ton groupe et tu sens que tu peux faire des changements, que tu sens que t'es capable d'arriver à des grandes choses, c'est comme motivant, t'es comme engagé. (P01)

Je pense que c'est vraiment ce groupe-là qui m'a démontré l'efficacité de ce type d'action, au-delà des actions individuelles que je peux prendre. (P05)

Dans un contexte de désobéissance civile plus spécifiquement, ces liens jouent un rôle déterminant dans la planification et la mise en œuvre de telles actions :

Le plus grand motivateur pour faire de l'activisme et de la désobéissance civile, c'est que c'est *l'fun*. [...] Je trouve que ça a une effervescence. Quand t'as un projet pis tout le monde travaille ensemble pour atteindre des objectifs, c'est vraiment... ça porte. C'est une sociabilité qui est très premier degré je trouve. Je trouve que c'est sain de s'impliquer comme ça socialement. [...] Donc c'est plus émotionnel des fois que t'sais tu te dis que « ah! Ces gens-là sont tellement *cool*, y ont tellement une bonne idée d'action, je veux les aider! » (P09)

Mais après c'est sûr que de connaître des gens qui en font pis d'être amie avec eux, ben c'est sûr que c'est aidant. C'est sûr que ç'a une influence quand ton entourage... ben, quand tu connais des gens qui en font, ben t'en fais. (P11)

Plusieurs soulignent l'importance des militant·e·s de longue date dans la transmission de savoirs et de compétences nécessaires à la bonne préparation d'une action de désobéissance civile, en particulier tout ce qui concerne la culture de la sécurité. Un participant explique qu'avant de suivre une formation avec ces militant·e·s, il était « un peu tout seul avec des bonnes intentions » (P02). Le croisement entre nouveaux·elles et ancien·ne·s militant·e·s permet aussi, selon une participante, « de se rappeler qu'on n'est pas seul·e·s et qu'il y a une histoire à notre mouvement » (P05). Pour un autre participant, la rencontre avec des militant·e·s de longue date lui a permis de donner un sens profond à son engagement :

C'est des gens qui font ça depuis 20 ans, pis qui étaient comme : « Hey le jeune, comment tu vas, t'es-tu correct? » Pis j'étais comme en hyperventilation : « Oh mon dieu c'est trop! » Pis on a eu une discussion où y m'ont expliqué leur parcours ou leurs raisons de faire ça, pis ça m'a vraiment calmé pis ça m'a permis d'être en paix avec l'idée de faire ces choses-là. Ça

m'a vraiment ouvert l'esprit par rapport à l'importance et la légitimité et la raison d'être [...] de tous les mouvements qui sont à contre-courant dans une société comme la nôtre.

On peut donc affirmer que les pairs jouent un rôle prépondérant dans le maintien de l'engagement militant, plutôt que dans son initiation.

2.5 Les émotions

Il est commun à plusieurs participant-e-s d'avoir ressenti une forte éco-anxiété dès un très jeune âge, ce qu'elles-ils considèrent d'ailleurs souvent comme étant à l'origine de leur intérêt pour l'environnement. Bien que le terme « éco-anxiété » puisse englober une variété de réponses émotionnelles en lien avec l'environnement – nous y reviendrons –, ce sont généralement la peur, l'anxiété et l'angoisse, souvent accompagnées d'un sentiment d'impuissance, qui constituent la trame de fond de leur militantisme environnemental :

Quand j'étais petite, mes parents m'en parlaient beaucoup pis j'tais genre... Un moment donné, j'avais peur que la terre explose à tout moment. Pis, un moment donné, j'ai compris que c'tait pas comme ça que ça allait se passer. (P13)

Mais oui, une conscience d'une catastrophe, même si elle n'était pas verbalisée ou conscientisée, mise en mots, à un jeune âge... mais oui oui, l'idée que ça va mal, pis que ça va déraiper, pis, en fait, la peur. (P01)

Mes premières actions étaient liées à un sentiment d'éco-anxiété. Je faisais de l'insomnie toutes les nuits, où c'était vraiment un sentiment que mon cœur battait trop vite, que j'arrivais pas à dormir. Je faisais une nuit blanche une journée sur trois, juste parce que je... C'était comme un sentiment de peur lié à « je sais pas quoi faire... j'ai aucune idée de ce que je peux faire. » T'sais, c'est comme tu figes, c'est comme un blocage. (P12)

Depuis que je dois avoir 16 ans, je pleurais de temps en temps, en voyant le monde qui nous entourait, en sachant que tout allait s'écrouler si on faisait pas quelque chose pour les changements climatiques et en voyant l'inaction totale des gouvernements et des gens autour de nous. C'est encore le cas, mais je réagis moins. C'est une anxiété dans moi, c'est un stress. (P03)

D'ailleurs, la peur de l'effondrement est largement répandue chez les participant-e-s et la plupart d'entre elles-eux croient qu'il est inévitable. Comme le soutiennent Pablo Servigne et Raphaël Stevens (2015) dans *Comment tout peut s'effondrer : petit manuel de collapsologie à l'usage des générations*, l'effondrement n'équivaut pas nécessairement à la fin du monde, mais plutôt la fin d'un monde, ou pourrait-on aussi dire, à la fin du monde tel que nous le connaissons. C'est également ce qu'explique une participante en reprenant les propos de sa mère : « [L'effondrement,] c'est la fin d'une civilisation, pis ça veut pas dire que l'humanité va s'éteindre, mais c'est la fin de quelque chose, genre d'empire économique, social, pis écologique évidemment » (P14). Pour ces participant-e-s qui affirment l'inéluctabilité de l'effondrement, elles-ils ne mettent pas

leurs espoirs en « un grand sauvetage de la planète » (P14). C'est pourquoi un participant qualifie son militantisme de désespéré. Leurs espoirs se trouvent généralement ailleurs, à plus petite échelle et dans la solidarité :

Déjà, à la base, je suis vraiment la personne la plus pessimiste du monde. [...] Mais j pense que déjà j'ai abandonné quelconque espoir. Comme on va pas... demain on va pas se lever pis on va pas soudainement avoir une illumination qu'il faut sauver la planète. Mon espoir est dans bâtir des communautés pis des relations pis être capable de s'entraider entre... Les relations qu'on va avoir bâties à travers le militantisme, [...] ces liens-là maintenant font que je me sens vraiment plus *safe* à quelque part. Pis j pense que c'est ça qui va être important de développer, de... être capable de s'entraider. (P08)

Je n'ai aucun espoir, mais ça ne m'empêche pas de m'engager. On a encore la main sur des p'tites choses, déjà on peut vraiment, vraiment se permettre de faire chier le monde économique et politique qui permet ça. J'ai envie de transformer ce qui peut être encore transformé. On peut décider d'aménager notre mode de vie pour essayer de se rendre les plus résilients possibles. [...] C'est agir, avoir l'aspect politique où là on est ensemble, on transforme les choses pour se rendre plus résilients et puis rendre plus résilients nos milieux de vie même, mais que l'un va pas sans l'autre en fait. (P14)

Rares sont les participant·e·s qui disent agir avant toute chose par espoir, bien que la forte mobilisation environnementale de 2019 ait pu apporter certains espoirs de changements profonds. D'autres émotions semblent beaucoup plus mobilisatrices pour l'engagement, comme celles qui s'apparentent à la colère, telles que la frustration, la rage, la haine et l'indignation, qui naissent généralement d'un rapport au système :

Mais d'aussi loin que je me rappelle, y a eu cette peur, cette colère de voir qu'on fait du mal, de pas comprendre pourquoi on fait rien, de pas comprendre pourquoi on continue, alors qu'on sait... (P14)

J'imagine chacun a son parcours par rapport à ça, mais j'ai l'impression que comme la colère, c'est pas quelque chose qui apparaît, c'est quelque chose qui est tout le temps là, mais si on n'a pas de mots pour dire « ah! On est en colère », éco-colère, ou whatever ou éco-furie ou éco-whatever... Si on n'a pas de mots pour ça, on ne va pas s'attarder à ces émotions-là nécessairement. (P13)

J'tais juste vraiment enragée pis c'tait juste mon moyen de survivre. Genre, j'aurais pas pu me passer de ça dans ma vie. [...] J'lis quelque chose pis j'suis, comme : « Ça sert à rien d'être *frue* toute seule chez nous »... pis souvent c'est de même que ça part. (P07)

Il est également important de souligner que ces émotions ne sont pas figées dans le temps; elles se transforment au fil de leur engagement. Un participant raconte comment son engagement militant, initialement motivé par la peur, a évolué au fil du temps vers une motivation basée davantage sur la colère face aux injustices socio-

environnementales et sur « quelque chose de plus solide, de plus concret, comme de l'amour pour l'autre, un sentiment de tu sais que ce que tu fais c'est bien » (P12). Il y a aussi des participant-e-s qui vivent certaines émotions par vagues, en particulier l'anxiété :

Mais ça va et ça vient, je suis pas tant affectée que ça d'une certaine façon. [...] Mais c'est sûr que je fais un peu [d'éco-anxiété], mais j'essaye surtout de pas y penser en fait. (P08)

Disons que je fais beaucoup de déni pour arriver à maintenir [ma santé mentale] stable, fa'que... ben comme beaucoup d'entre nous j'imagine. J'essaye de pas penser à ça tout le temps pis d'oublier, pis juste vivre ma vie pour pas toujours capoter. (P02)

Je faisais beaucoup d'évitement au secondaire et au cégep... j'imagine que c'est un mécanisme pour pas être super-anxieux tout le temps. Mais t'sais, parfois, ça me frappait, j'étais comme : « *Oh my god! Oh my god!* »... pis t'sais après ça, je re-oubliais. (P13)

Pour certain-e-s participant-e-s, le militantisme environnemental leur permet de canaliser leurs émotions en « enlevant leur frustration », en étant « dans l'action plutôt que de rien faire » et en leur permettant « d'oublier l'anxiété ». Mais le militantisme peut aussi conduire à des sentiments de découragement, de détresse et de désespoir, en particulier à la suite d'efforts soutenus qui ne produisent pas les résultats escomptés :

J'ai fait une dépression pis un *burn-out* qui ont duré genre jusqu'à ce jour j'imagine, je prends encore des antidépresseurs, je fais de l'insomnie, mais c'est moins intense. [...] Je vois qui a pas d'entrain pour la mobilisation. Mais oui, j'étais vraiment désillusionnée, on va jamais l'avoir là, bonne chance! C'est quoi notre *next move*? Là, on a essayé plein d'affaires qui ont eu plus ou moins d'effets. (P09)

Des fois je me trouve un peu dépassé par... Surtout ces temps-ci je trouve que ça fait quand même longtemps qu'on n'a pas eu une victoire là [...] Là, ces temps-ci je suis plus en mode, je trouve ça *tough* un peu, je mets beaucoup d'énergie là-dedans depuis plusieurs années, des fois c'est dur de voir le bout. (P04)

Tu donnes beaucoup d'énergie, pis tout. Pis, après l'action, tu te rends compte qu'au final, y a peut-être 15 articles dans *La Presse*, mais ça change rien. Fa'que j'ai comme des périodes de *high* où je suis comme full content, pis après j'suis full déprimé parce que y a rien qui change au final. (P02)

Mon épuisement militant s'est concrétisé par plusieurs moments de désespoir qui ont ponctué mon parcours à la suite de gros coups donnés. Puis, mettons, je suis tombé en dépression cet été suite à [cette action] et tout. T'sais, il y a eu comme un mois de jubilation et de joie suite à notre victoire, puis ensuite j'ai complètement *crash*. J'suis médicamenté en ce moment, parce que vraiment je suis tombé de haut. (P01)

Ok, si j'ai mis autant d'efforts dans les derniers mois pour un truc qui au final ne fonctionne pas, c'est peut-être que je mets pas mes énergies à la bonne place. Je pense que c'était plus un épuisement de « crime, on essaye plein d'affaires, pis ça fonctionne pas », un épuisement mental, une remise en question de comment faire les choses. (P06)

Si l'engagement dans des actions collectives apparaît comme l'un des moyens les plus efficaces pour faire face aux éco-émotions ressenties (Toulouse, 2020, dans Donjon, 2022), l'absence d'une réponse politique jugée adéquate peut engendrer une profonde désillusion et renforcer les affects dépressifs des militant·e·s (Toulouse, 2020, dans Donjon, 2022). Il convient également de souligner qu'un engagement intense, qui entre en conflit avec les autres sphères de la vie, peut également conduire les militant·e·s à l'épuisement.

Enfin, si l'indignation ou la peur sont largement reconnues comme moteurs des engagements protestataires (Mathieu, 2010), il apparaît que l'inspiration a joué un rôle crucial chez les participant·e·s dans leur engagement dans des actions radicales. En effet, plusieurs participant·e·s ont été profondément inspiré·e·s par les actions d'autres militant·e·s du Québec et d'ailleurs, qu'elles·ils en aient été témoins directement ou indirectement. Les autres militant·e·s leur ont donc servi de modèles, leur montrant qu'il est possible d'agir et d'avoir un impact réel, pour mener des actions à leur tour :

Mais de voir ce qui se fait à l'international, ce qui fait dans l'Ouest aussi avec Fairy Creek et les Wet'suwet'en, ben moi je trouve ça inspirant. C'est des sources d'inspiration de comment on pourrait modifier nos façons de faire ici. (P11)

Y montraient des vidéos en Allemagne où à chaque année y bloquent la centrale nucléaire ou la centrale de charbon, tout habillés en blanc pis y courent. J'tais comme : « C'est trop cool, je veux faire ça! » Mais moi ça a vraiment collé, j'étais comme : « Ok, mais c'est ça qui faut faire! » (P09)

En fait, oui, la médiatisation d'actions faites au Royaume-Uni pis en Europe, c'est sûr que oui, oui, j'pense pas à des choses en particulier, mais c'est sûr que oui, c'était inspirant de voir que des choses se passaient l'autre bord de l'océan pis qu'on pouvait les faire ici aussi. (P01)

Ainsi, si les médias peuvent alimenter la colère chez les participant·e·s (Perriard et Van de Velde, 2021), ces derniers·ères ont aussi souligné l'importance des médias pour relayer des sources d'inspiration pour leurs actions radicales.

2.6 Les caractéristiques individuelles

En dernier lieu, des participant·e·s évoquent des facteurs individuels pour expliquer leur engagement. En effet, certain·e·s mettent de l'avant des diagnostics liés à la santé mentale et à la neurodivergence pour expliquer leur propension au militantisme. Par exemple, une participante au profil neurodivergent explique que sa sensibilisation aux enjeux sociaux est sans doute liée à un « *hyperfocus* », qui l'a amenée à lire beaucoup de contenu militant dès un tout jeune âge. Un autre explique que le diagnostic de trouble

oppositionnel qu'il a reçu à l'âge de l'école primaire pourrait avoir eu un rôle à jouer dans son engagement, même s'il trouve « plutôt étrange de diagnostiquer quelqu'un qui apprécie pas se faire dire quoi faire par des gens [...] sans comprendre pourquoi ces gens-là ont raison » (P12). Ensuite, certain·e·s participant·e·s expliquent que leur engagement militant découle de certains traits de leur personnalité. Quelques-un·e·s se décrivent comme des personnes « anti-autoritaires », « anti-système », « provocatrices », « *underdog* », etc. :

J'pense que j'ai une personnalité à avoir la facilité à confronter des choses pour lesquelles je tiens. Sinon j'ai toujours été anti-système un peu, autant à l'école que dans ma personnalité, fa'que moi j'ai pas peur de déplaire ou de questionner l'ordre un peu. Ça a toujours été dans ce que j'ai fait. Ça me causait ben des problèmes quand j'étais au primaire et au secondaire. Mais après, c'est devenu plutôt efficace pour militer. (P04)

D'autres participant·e·s expliquent que leur engagement militant est motivé par des qualités personnelles telles que l'intelligence stratégique, la capacité de réflexion, la ruse et la spontanéité :

Je pense que ce qui m'a le plus influencée vers la désobéissance, c'est ma personnalité. Ça correspond avec qui je suis pis ce que je veux. J'ai juste eu un déclencheur pis j'ai fait : « Oui, *cool!* » Je suis très spontanée dans la vie... Moi, je suis quelqu'un d'action. (P08)

Enfin, certain·e·s participants mentionnent avoir toujours eu une forme de prédisposition à la radicalité, sans être en mesure de mettre le doigt plus précisément sur ce qui pourrait en être la cause :

Mais j'étais déjà enclin à ça à la base, j'arrivais avec des dispositions déjà favorables à ce genre de discours-là. Donc [l'école] a servi, mais peut-être plus comme d'accélérateur plutôt que de source. (P01)

En conclusion, l'analyse des parcours individuels apporte un éclairage important sur la façon dont les participant·e·s sont devenu·e·s des militant·e·s écologistes radicaux·ales. Cependant, les participant·e·s justifient leur engagement dans des actions de désobéissance civile moins par leur parcours individuel que par leurs perceptions du contexte sociopolitique dans lequel elles·ils évoluent. À cet égard, on peut considérer que « ce n'est pas tant l'individu qui "bascule" dans la radicalité que le contexte sociopolitique ou géopolitique qui, [aux yeux de l'acteur·trice, voire en tant que tel], "bascule" dans l'inacceptable et l'intolérable » (Guibet Lafaye, 2017, p. 13). Ainsi, l'un des participant·e·s affirme que « la désobéissance civile est quasiment inévitable, puisque c'est le système qui la provoque » (P01). Un autre mentionne que « c'est par la gravité des problèmes [qu'il s'est] facilement associé à des idées qui étaient radicales » (P04). Ainsi, c'est le système qui se retrouve en premier plan de leur socialisation politique. Nous nous y attarderons dans la prochaine section.

Partie 3. Représentations du système : quel(s) système(s)?

Si les points de vue des participant·e·s sur la crise climatique divergent à certains égards, il semble à tout le moins se dessiner un diagnostic commun : c'est le *système* qui est dénoncé comme en étant le grand responsable. Les participant·e·s disent d'ailleurs chercher, par leurs actions, à le « changer », le « perturber », l'« ébranler » l'« attaquer », le « mettre à terre », en « sortir », s'en « libérer », le « faire chier », le « critiquer », le « dénoncer » ou encore le « remettre en question ».

Cette dénomination du *système* « revêt des acceptions différentes selon les individus, et peut renvoyer à diverses composantes du pouvoir – social, politique, éducatif, policier –, mais qui ont en commun d'être perçues comme des forces contre lesquelles on ne peut se battre, et qui "font mal " » (Van de Velde et Pickard, 2021, p. 4). Cécile Van de Velde (2022), en reprenant les termes d'un jeune, le décrit aussi comme « un pouvoir considéré comme multiple, inaccessible et innommable, mais qui est dénoncé comme ayant le potentiel d'écraser l'individu » (cité dans Charbonneau et Gallant, 2023, p. 7).

Dans cette section, nous nous attèlerons à cette difficile, mais nécessaire tâche de circonscrire les multiples représentations que les participant·e·s ont autour de la notion de *système*, car ce sont avant tout ces discours qui leur donnent le réservoir de colère nécessaire pour s'engager dans la désobéissance civile, tout en leur permettant de la légitimer. Dans cette section, nous explorerons leurs représentations du *système* à travers quatre dimensions clés : les rapports sociaux de pouvoir, les institutions étatiques, les discours ambiants et les non-discours. Comme nous le verrons, ces dimensions sont étroitement liées entre elles : les divers rapports sociaux de pouvoir s'incarnent dans les institutions étatiques, et leur perpétuation est soutenue par les discours ambiants et les non-discours.

3.1 Le *système* comme rapports sociaux de pouvoir

Certain·e·s participant·e·s emploient le terme *système* pour faire référence soit à l'un ou à l'ensemble des rapports sociaux de pouvoir qui peuvent prendre la forme, notamment mais non exclusivement, du capitalisme, du colonialisme, du racisme, du patriarcat, des rapports Nord-Sud, etc. :

Moi, je travaille plus dans la justice climatique. Y a un objectif derrière qui est de changer ou de perturber le cours de la vie normale, pis de perturber le capitalisme, le colonialisme, des choses comme ça, des forces systémiques telles quelles, en faisant des choses un peu plus *bold*, si on peut dire. (P05)

Pour décrire les effets négatifs de ces rapports de pouvoir sur les individus et les communautés, elles·ils parlent généralement du *système* en termes d'« exploitation », de « domination », d'« oppression », d'« inégalité » et d'« injustice ». D'une part, des participant·e·s soulignent que ces rapports de pouvoir font en sorte que certains groupes sociaux sont ou seront injustement et disproportionnellement affectés par la crise environnementale :

Même dans les pays riches, c'est les personnes les plus démunies qui vont payer pour les problèmes climatiques. Pis ce sont aussi les pays les plus démunis qui vont payer le plus. [...] Mais ce qui me fâche le plus, c'est que des gens vont payer pour ça. Pis les gens qui payent pour ça, c'est pas ceux qui sont responsables de la crise climatique. (P04)

D'autre part, des participant·e·s ajoutent que ce sont ces rapports de pouvoir, et en particulier le capitalisme, qui sont à l'origine de la crise environnementale :

Je veux pas juste dire « le capitalisme » pis pas développer. T'sais, c'est vraiment le fait que des personnes sont exploitées, pis que y a du monde qui font de l'argent pis qui accumulent du profit pis du matériel sur le dos de d'autres personnes. Je pense que ça part vraiment de là. Aussi toutes les autres inégalités sociales qui sont aggravées par la crise climatique passent par la domination de personnes sur d'autres personnes et de peuples sur d'autres peuples. À la base... j'pense c'est vraiment ça, pis c'est à ça qu'il faut s'attaquer. (P13)

Cette dernière perspective se rapporte à la pensée sur l'écologie sociale introduite par Murray Bookchin qui soutenait dès 1982 que les problèmes écologiques découlent des problèmes sociaux. Autrement dit, la domination de l'humain sur la nature découle de la domination de l'humain sur l'humain sous toutes ses formes : « les riches sur les pauvres, les hommes sur les femmes, les vieux sur les jeunes, dans le rapport de classe, de caste, d'ethnie ou sous toutes les autres formes de stratifications sociales » (Bookchin, 2012 [1982], p. 7). Dans cette ligne de pensée, quelques participant·e·s suggèrent « que toutes les luttes sociales sont liées entre elles et à la crise climatique » (P13) :

Même si on a des luttes différentes entre guillemets, on a un adversaire commun, c'est le même système d'oppression qui cause toutes ces choses-là et donc si on peut s'entraider... C'est ça que je veux dire par créer de la solidarité dans toute la population, comme de réaliser que un homme noir qui meurt dans les rues de Montréal, ça affecte pis ça a rapport avec toutes les luttes parce que c'est le même ennemi, pis on se doit d'être solidaire avec tout ce qui se passe. [...] Comme oui elles ont des aspects distincts, mais ce ne sont pas des luttes en silo genre, on devrait pas se battre en silo. (P12)

Je veux dire les changements que demande la crise climatique sont globaux, pis faut penser à la société au complet. [...] [Il faut penser à] la cause féministe, les causes des droits des Premières Nations, l'antiracisme... la justice sociale aussi... Ben pas d'une certaine façon, mais totalement en fait. (P02)

Il n'est donc pas surprenant de voir des participant·e·s s'impliquer dans de nombreuses causes, telles que le droit au logement, la sécurité alimentaire, la défense des droits de personnes à statut précaire ou sans statut, les luttes féministes, anticoloniales et antiracistes, ainsi que les mouvements contre la brutalité policière et pour le définancement de la police. Alors que certains discours de participant·e·s sont plus axés sur l'interdépendance des diverses luttes sociales dans la crise environnementale,

d'autres discours sont plus axés sur leur co-existence, ce qui entraîne des divergences dans la stratégie mise en œuvre :

Comme une *manif* pour le climat pourrait aussi être une *manif* pour les droits des autochtones, pour la protection des territoires, pour tout plein d'affaires, pour le féminisme, pour tout plein d'affaires. Et je suis parfaitement d'accord avec tous ces enjeux-là. Mais je pense juste que ça serait important de diviser nos *manifs* pour avoir un plus grand impact parce que ce qu'on dit aux médias, on dilue un peu notre message de changements climatiques, ou de féminisme ou des nations Wet'suwet'en ou *whatever*. J'ai l'impression qu'on est mieux de faire plus de *manifs*, avec un message, un sujet par *manif*. (P03)

Ceci étant dit, celles-celles qui perçoivent le *système* en termes de rapports sociaux de pouvoir luttent principalement pour la justice, qui se décline sous la « justice sociale », la « justice climatique » ou encore la « transition juste ». Cette rhétorique de *lutter pour* est intéressante, car elle se situe à mi-chemin entre celle de *travailler pour la justice*, qui met de l'avant un engagement en faveur d'un changement positif, et celle de *lutter contre* l'injustice, qui aborde au contraire le problème de façon plus antagoniste. Cette façon de nommer les choses n'est donc pas neutre en termes de positionnement politique (Gallant, 2017b).

Les discours des participant-e-s mettent aussi de l'avant leur préoccupation pour la justice intergénérationnelle. Elles-ils disent s'engager pour les générations futures et se soucient de l'avenir compromis par les actions passées et présentes. Cependant, elles-ils évitent généralement de blâmer directement les générations précédentes pour les problèmes sociaux, économiques et environnementaux actuels. Lorsque des critiques sont formulées à l'égard des générations précédentes, elles sont souvent dirigées vers leurs propres parents plutôt que vers l'ensemble des générations antérieures. Cela étant dit, la justice générationnelle est beaucoup moins présente dans leurs discours et semble susciter moins de colère que la question de la justice sociale articulée autour d'un souci profond pour les groupes sociaux les plus impactés par les enjeux socio-environnementaux ou à risque de l'être.

Dans cet esprit, elles-ils tendent davantage à affirmer l'importance de créer des liens de solidarité entre différents groupes affinitaires dans le mouvement environnemental :

[Je suis] clairement de gauche. J'essaye pu de dire une caractéristique du militantisme, parce que j'aime ça toujours travailler sur des sujets différents pis rencontrer diverses personnes. [...] Pis tout le temps essayer de travailler pis faire des liens sur le terrain au lieu de faire : « Ah! L'intersectionnalité c'est important! [ton critique et imitatif]» (P07)

Je pense que, vu qu'on est dans un État colonialiste, dans le contexte canadien, faire une désobéissance civile, ça doit être en solidarité avec les peuples autochtones. Pour moi, c'est quelque chose de vraiment important. (P05)

Puisque « l'intersection de pouvoir se retrouve dans toutes les relations, à tous les niveaux, des pratiques institutionnelles aux actions individuelles » [traduction libre] (Kaijser et Kronsell, 2014, p. 419), ces participant·e·s portent également une grande attention aux relations de pouvoir en jeu au sein même du mouvement environnemental. En effet, le mouvement environnemental, et le militantisme en général, est marqué par des rapports de pouvoir qui posent de réels obstacles à la mobilisation, comme en témoignent des participant·e·s qui se sont dégagé·e·s de certains espaces militants ou qui ont dû lutter pour y faire leur place :

Quand j'étais en [Europe], c'était du monde super privilégié, du monde qui étudiait en droit. C't'un peu absurde, c'était des gens qui étaient allés dans tous les pays d'Europe, qui avaient pris l'avion plus de fois qu'ils pouvaient les compter. (P04)

Genre je me suis rendue compte qu'il a tellement fallu que je me prouve au point où... T'sais, je pense que le militantisme est vraiment pas accessible pis, t'sais, y a fallu vraiment que je fasse tout ce qui me rend pas bien, de genre me pousser à... pour juste montrer que j'avais ma place. [...] Pis on dirait que je voyais ça comme j'avais jamais assez d'informations, pis c'est gros quand tu vois ça l'environnement. Pis je me permettais pas d'aller dans ces milieux-là parce que c'est un peu imposteur parce que je connais rien. (P07)

Leur préoccupation pour les rapports de pouvoir se traduit par un souci de créer des espaces de luttes inclusifs qui prennent en compte diverses réalités et rapports à l'environnement, mais aussi divers rapports à l'engagement. Parce que de nombreuses dynamiques de pouvoir sont en jeu dans les milieux militants en termes de capacités, de ressources et de risques, elles-ils prônent la non-hiérarchisation des engagements, ou, dans leurs mots, un « écosystème de moyens d'action » (P14) ou un « écosystème de mouvements » (P13). La désobéissance civile est donc vue comme un moyen d'action parmi d'autres, qui a ses propres avantages et qui peut s'avérer nécessaire, mais qui n'est pas la panacée du mouvement environnemental :

Je pense que c'est vraiment important [la désobéissance civile], mais je valorise beaucoup les mouvements où le plus de personnes possible sentent qu'elles peuvent s'impliquer et prendre part au mouvement. (P13)

J'suis particulièrement agacée par les discours militants puristes qui disent : « Non non, la désobéissance civile, ou le côté plus vénère que la désobéissance civile, c'est ça faut faire, pis le vote ça sert à rien et machin. » Je défends pas le vote absolument, mais ok si y a des gens pour qui le vote ça compte, allez-y. [...] Les gens disent : « Oui, mais la *manif* ça sert à rien. » Mais oui, mais si ça permet à du monde de contester et des gens qui seraient pas prêts à aller casser les vitrines et se confronter à la police, c'est correct aussi, donc y faut une multitude de choses. (P14)

Certain·e·s voient la désobéissance civile comme un moyen d'action réservé aux personnes les plus privilégiées de la société parce qu'elle « demande beaucoup d'engagement personnel » (P04) et que les personnes qui « ont d'la misère à survivre

n'ont pas la capacité de s'engager dans l'organisation d'[une telle] action » (P05). D'autres soutiennent que la désobéissance civile n'est pas « un truc de privilégié-e-s » (P01), parce qu'elle a été historiquement exercée par des personnes qui ne l'étaient pas, par exemple lors du mouvement pour les droits civiques aux États-Unis. Ces derniers-ères sont d'avis que la désobéissance civile, « c'est [pour] les personnes qui n'ont plus d'autres choix » (P01).

Qu'elle représente un moyen d'action réservé ou non aux personnes privilégiées, tous-tes s'entendent néanmoins pour dire que la désobéissance civile comporte des risques plus importants pour certaines populations marginalisées et racisées qui « sont plus facilement visées par la police » (P05). Or, plusieurs participant-e-s affirment pratiquer la désobéissance civile pour mettre leur statut de privilégié-e au service de la lutte environnementale :

À cause de mon statut, je suis quelqu'un qui vient d'un milieu aisé, je sais que j'ai des ressources légales, que si je suis en contact avec des autorités légales, ça va être des risques minimaux parce que je suis une personne blanche qui passe comme *cis*. (P05)

J'me dis si y était pour avoir des gens qui faisaient ça... si y a des gens qui sont pour faire ça, comme un jeune homme blanc qui risque d'avoir des conséquences beaucoup moins graves que d'autres personnes parce que... *of course*. J'avais l'impression que c'était un peu ma responsabilité ou mon devoir d'utiliser tous les privilèges que j'ai dans ma vie. (P12)

Une participante montre cependant quelques réserves sur les discours centrés sur la détention de privilèges parce qu'ils peuvent mener à un certain « marchandage » des privilèges et ajouter une pression supplémentaire sur les épaules des militant-e-s :

Y en a toujours un qui va dire t'es trop radical-e, l'autre que t'es pas assez radical-e, « tu fais ça parce que t'as des privilèges », « tu devrais utiliser ton privilège pour faire ça, à la place de pas utiliser ton privilège ». [...] Ça donne comme pas envie de faire des actions. Tu commences à tout remettre en question, toutes les décisions que tu prends, c'est paralysant un peu parce que t'anticipes toujours la critique.

Bien qu'il existe plusieurs sources de tension au sein du mouvement environnemental concernant la reproduction des rapports sociaux de pouvoir, l'aspect relationnel est central à l'engagement de ces participant-e-s; créer des communautés s'avère tout autant important que l'efficacité des actions qui peuvent être menées, voire davantage. Leur engagement en est donc un en solidarité.

3.2 Le système comme institutions étatiques

Des participant-e-s font référence au *système* pour désigner des institutions étatiques qui régissent la vie en société, qui sont à la fois productrices et les produits de rapports sociaux de pouvoir. Cela englobe généralement les pouvoirs exécutif, législatif et

judiciaire, ainsi que les forces de l'ordre qui sont chargées d'appliquer la loi et de maintenir l'ordre public :

Quand je parle de *système*, je parle vraiment du côté structurel des différentes composantes, des différentes parties prenantes de ce système. [...] J'le prends vraiment comme ça peut être compris en gestion ou en sciences humaines. (P14)

Mais je pense que *système*, je donnerais vraiment l'angle légal et juridique de la chose. [...] T'sais « désobéissance civile », à qui tu désobéis? C'est à un *système*, c'est à l'État. (P06)

Celles-celles qui emploient le terme *système* pour faire référence aux institutions étatiques tendent à le considérer comme « illégitime », « brisé », ou « incohérent », parce qu'il est perçu comme favorisant les intérêts privés au détriment des intérêts collectifs et comme réprimant la voix citoyenne. Pour ces participant·e·s, ce sont les sous-systèmes écono-politique, démocratique et répressif qui sont au cœur de ce grand *système*. Nous allons donc nous pencher sur chacun d'entre eux en détail, pour mieux comprendre les dysfonctionnements que ces participant·e·s leur attribuent et comment cela se répercute sur leur engagement.

3.2.1 Le système écono-politique

Premièrement, pour plusieurs participant·e·s, le système politique travaille main dans la main avec le secteur privé, si bien que quelques-un·e·s le nomment le « système écono-politique ». Dans cette perspective, ce sont les « acteur[·trice]·s » de la vie économique et politique qui sont perçu·e·s comme les détenteur·trices du pouvoir décisionnel, dans une approche de gouvernance *top-down*, tandis que les citoyen·ne·s sont laissé·e·s pour compte. Ces « acteur[·trice]·s », dont le terme « ne renvoie pas seulement à des individus, [mais aussi à] des actions collectives, à des stratégies situées dans des contextes organisationnels spécifiques » (Dubar, 2007, p. 32), sont parfois désigné·e·s comme « [elles·]ils », les « puissant[·e]·s », « les élites » et, moins fréquemment, comme les « méchant[·e]·s ». Cela témoigne à la fois du sentiment d'impuissance des participant·e·s et de leur opposition vis-à-vis ce *système*.

Leur emploi courant du terme « acteur[·trice]·s » n'est pas non plus anodin, puisque le *système* est ici perçu, comme le font Crozier et Friedberg (1977) dans *L'acteur et le système*, comme une « configuration concrète d'acteur[·trice]·s reliés par des relations de pouvoir » (dans Dubar, 2007, p. 32). Les participant·e·s confèrent donc un rôle actif et stratégique aux acteur·trice·s politiques qui « poussent », « encouragent » et « mettent de l'avant » un modèle économique basé sur le capitalisme, généralement décrit comme un modèle d'affaires qui a pour objectifs de maximiser et accumuler des profits sans égard aux conséquences humaines et environnementales. Parce que ce modèle économique est vraisemblablement incompatible avec les intérêts de la population et du vivant, ces participant·e·s centrent davantage leurs discours sur la nécessité de « changer de système », de « passer d'un système à l'autre », de « sortir de l'économie capitaliste » ou d'« effectuer une transition socio-écologique ». Plus concrètement, certain·e·s font la promotion de la « décroissance », de l'« économie sociale », de

l'« écologie sociale », de l'« éco-socialisme », etc. Il y a aussi des participant-e-s qui ne savent pas quelle solution proposer, mais savent que « ce n'est pas le capitalisme » (P09). À cet égard, un participant mentionne que l'un des problèmes dans le milieu environnemental est justement « de ne pas avoir de solutions à proposer et d'être constamment dans la critique et les "anti quelque chose" tout le temps » (P12). Une autre abonde aussi dans ce sens en décrivant la jeune génération militante comme « perdue politiquement [...] parce qu'il n'y a pas de projets de société qui est proposé » (P06). Mais, dans tous les cas, les participant-e-s sont conscient-e-s que les entreprises privées représentent un obstacle majeur à toute transformation sociale quelle qu'elle soit, car elles exercent une influence considérable sur les politicien-ne-s et leurs politiques :

Quand j'ai aussi compris que les corporations ou les compagnies ont tellement de pouvoir sur les politiciens parce que c'est l'argent qui mène le monde. Je pense que ça aussi ça influence comme mon *skepticism* là-dessus. (P05)

Il demeure que la question de la responsabilité individuelle de ces acteur-trice-s est source de débat. D'un côté, certain-e-s participant-e-s accusent des individus spécifiques pour leur rôle dans les problèmes environnementaux :

Steven Guilbault, Mélanie Jolie et Justin Trudeau, c'est vraiment ces trois acteurs-là qui gardent ces pipelines-là ouverts en invoquant le traité de 1977. (P05)

[Est-ce qu'on devrait] s'en prendre aux individus versus aux institutions qu'ils représentent. Est-ce que un PDG est un individu ou une institution? [...] [Par exemple, la co-présidente de RBC], elle fait pas que sa *job*. Genre, elle fait pas que suivre les ordres et tout. Réellement, elle est responsable en partie de ce qui se passe en ce moment en Colombie-Britannique. (P01)

De l'autre, des participant-e-s préfèrent ne pas cibler de personnes en particulier; elles-ils accusent plutôt le système écono-politique dans son ensemble pour les problèmes environnementaux actuels, estimant que chaque personne au sein de ce système est interchangeable et susceptible d'adopter des comportements similaires :

Notre *job* c'est pas de demander à quelques individus qui sont puissants, de leur demander « arrêtez de faire ce que vous faites », parce que même si ces individus-là étaient comme de bon cœur et voudraient vraiment changer le monde, y seraient juste remplacés par d'autres personnes. [...] Et donc je blâmerais ce système économique-là, mais personne en particulier. (P12)

Pis même aller tuer des gens qui sont à la tête de partis politiques qu'on désapprouve ou tuer des PDG, bah en fait comme c'est un *système*, mais y aura juste une autre tête qui va venir à la place et de toute façon ça changera pas grand-chose. (P14)

Quoi qu'il en soit, pour démontrer la place prépondérante qu'occupent les entreprises privées dans le système actuel, une participante souligne la récente décision du gouvernement fédéral de se porter à la défense du maintien de la ligne 5 du pipeline

transfrontalier d'Enbridge, et ce, malgré la demande de l'État du Michigan de la fermer en raison des risques qu'elle pose pour la population et l'environnement. Une autre condamne la décision d'une municipalité régionale de comté (MRC) de vendre des espaces naturels protégés et occupés à des compagnies forestières sans avoir obtenu le consentement préalable de communautés autochtones qui y habitent :

Ce sont des lots qui sont sur des parcs nationaux. T'sais, on a créé des lois pour protéger cet environnement, ces écosystèmes, pis les MRC peuvent vendre ces terrains-là à des compagnies forestières. C'est un non-sens pour moi. Pis, si y a pas de consultation de la population, quel autre choix qu'on a que la désobéissance civile? (P09)

Mais au-delà des décisions prises par l'État, ce sont aussi ses principes de non-interventionnisme qui sont fortement décriés; la faible régulation du marché économique et l'impunité accordée aux entreprises donnent libre cours à des pratiques immorales, voire illégales :

J'pense qu'y a des lois qui sont pas respectées à tour de bras à tous les jours, pis les gens qui les respectent pas ont pas une justification morale derrière. Par exemple, les compagnies qui polluent de manière illégale, que ça soit des lieux, des dépotoirs illégaux ou la pollution dans l'air, dépasser les normes permises. Ça c'est des lois qui sont brisées tout le temps, pis y a pas de justification morale derrière pis ça fait beaucoup de tort aux gens. [...] C'est ça, parce qu'on pose jamais cette question-là aux puissants, t'sais : pourquoi vous avez pas respecté cette loi? C'est quoi votre justification morale pour faire travailler des enfants dans les usines? Sous-payer vos employé-e-s? Pour faire de l'évasion fiscale? Personne demande aux gens qui brisent les lois de rendre une justification morale. Sauf les gens qui le font pour des raisons d'activisme... (P09)

Selon moi, y a des changements à être fait à la hauteur des gouvernements : régulation sur les émissions de carbone, sur la provenance des produits, la production des produits, sur les droits humains, partout dans le monde. Par exemple, si un produit a été fait par des enfants qui travaillent, on devrait pas permettre que ce produit soit massivement vendu dans notre pays. C'est un peu une honte pour moi que les Dollarama soient plein d'objets fabriqués par des enfants. (P03)

Face à cette alliance entre le privé et le système politique, ces participant·e-s sont peu confiant·e-s que l'État puisse assurer son devoir de protection envers la population. Les droits naturels n'étant pas protégés par les droits positifs, plusieurs parlent d'un contrat social ou d'un pacte rompu avec l'État. Elles·ils évoquent son échec à assurer la sécurité et préserver la vie de la population, éléments fondamentaux que l'on retrouve dans le contractualisme hobbesien :

[La désobéissance civile,] c'est quand les citoyens, citoyennes, inquiets, inquiètes, pour peu importe quelle raison qui ne croient plus en ce que le gouvernement peut faire. [C'est] pour se rebeller contre le pacte qu'on a avec

le gouvernement. Dans le sens, le gouvernement nous assure la sécurité, pis nous, en échange, on obéit à ses lois. Pis quand on sait que le gouvernement ne peut pas assurer notre sécurité, ben ce pacte-là est rompu. Et pour le remettre en place, il faut désobéir. (P08)

Le gouvernement, c'est son devoir, c'est le contrat social qu'on a qui est que, si on respecte les règles, c'est parce qu'on est conscients, conscientes, que le gouvernement va respecter son devoir de protection de la population. Un contrat social qui n'existe pas entre une entreprise privée et le peuple, donc c'est plus sur cet enjeu-là que la désobéissance civile va jouer. Que... pourquoi nous on respecterait notre part du contrat si le gouvernement ne respecte pas sa part du contrat? (P12)

Si l'État atteint à la qualité de vie, à la dignité d'une personne, à l'espérance de vie de toute la planète en polluant en n'ayant peu ou pas de pratiques environnementales, ben ça justifie ce type d'actions-là. (P09)

D'autres font mention de l'échec de l'État à assurer l'intérêt général de la population, ce qui se rapporte davantage au contractualisme de Rousseau :

En fait, la loi est pas du tout, elle va pas du tout selon nos intérêts. Et quand je dis « nos intérêts », c'est un « nos » vraiment pas restrictif. C'est l'espèce humaine, c'est les écosystèmes, c'est tout ce qui vit là... (P14)

Mais ici, contrairement à Rousseau, le contrat dont il est implicitement question n'est pas que social, en ce sens que l'État n'est pas seulement appelé à respecter l'intérêt général de la population, mais aussi de la nature. De la même manière, face à la crise écologique, le philosophe Michel Serres plaide pour nouer un nouveau contrat, soit un contrat naturel, qui permettrait de poser la nature comme un sujet de droit plutôt que de la réduire au statut d'objet. Toujours est-il que cette rupture perçue du contrat social amène des participant·e·s à remettre en cause la légitimité des lois établies et à agir en fonction de ce qui leur apparaît comme moral, ou d'une moralité supérieure en comparaison à ce qu'elles-ils contestent :

Si j'embarquais dans mon char sans mon permis de conduire pour conduire en urgence quelqu'un à l'hôpital, tout le monde s'entendrait à dire que c'était la chose à faire. Quand on parle d'environnement, c'est sûr que les gens ont plus de difficultés à percevoir que l'activisme environnemental a ce même genre de préoccupation-là. C'est juste que ces préoccupations-là sont portées dans le futur. Pis je dis pas que la désobéissance civile a un impact direct, disons sauver la vie d'une personne, mais c'est sûr qu'il y a une justification morale derrière aussi. (P09)

Y a beaucoup de gens qui pensent que l'environnement, ça ne vaut pas la peine de ne pas respecter la loi, mais de façon générale, je n'arbore pas un espèce de sacré autour de la loi. Moi, si la loi marche pas, j'ai pas de problème à ne pas la respecter. À partir du moment où y a des problèmes pis que la loi ne

permet pas vraiment de les régler, ben je pense que c'est légitime de faire de la *déso*. (P04)

Nous on fait quelque chose qui est pas légal, mais qui est légitime. Fa'que la désobéissance civile, c'est une manière de mettre en lumière le fait que... T'sais, la *job* d'un gouvernement c'est de faire cadrer la légalité pis la légitimité, mais quand c'est trop déphasé, c'est là que tu te dis « non non non, nous on arrête de suivre cette légalité sans bon sens sans y réfléchir; nous on suit la légitimité, pis la légitimité, en ce moment, c'est la désobéissance civile. » (P06)

Dans un tel contexte, de nombreux·euses participant·e·s voient la désobéissance civile comme une nécessité. Certain·e·s d'entre eux·eux choisissent de faire de la désobéissance civile pour négocier directement avec des entreprises, bien que l'intention soit parfois « d'offrir l'opportunité à l'autre personne de changer avant de la contraindre » (P06). Cette approche laisse quelques participant·e·s perplexes puisqu'elles-ils doutent que les entreprises puissent avoir un quelconque intérêt à changer leurs pratiques :

Après ça, ce qui est difficile aussi, c'est que, encore une fois, on s'oppose aux puissants qui n'ont pas intérêt à ce que ça change. Fa'que quand tu vas voir Jeff Bezos, pis tu lui dis que A+B... comment ce système-là est meilleur pour l'environnement et la planète, ben c'est des gens qui vont dire qu'ils ont moins d'argent dans leur poche : « C'est quoi l'intérêt que moi j'ai? Moi ces inconvénients-là me touchent pas, fa'que... » (P06)

Comme, une compagnie veut faire du profit. Si ce qu'on leur propose va faire qu'elle va faire moins de profit, y a juste pas de dialogue, c'est pas possible de parler avec quelqu'un d'aussi *single-minded*, qui a juste un objectif pis c'est tout. Donc non, notre objectif, c'est jamais de parler à la compagnie, parce qu'on sait qu'elle écoute pas *anyway*.

D'autres encore choisissent de faire du sabotage pour se charger elles-eux-mêmes d'imposer des conséquences aux entreprises, en leur causant des dommages économiques et matériels ou en s'objectant directement à leurs projets, en bloquant des coupes forestières, par exemple. Dans son livre *How to blow up a pipeline*, Andreas Malm partage une réflexion similaire à ce sujet : « *If states cannot on their own initiative open up the fences, others will have to do it for them. Or property will cost us the earth* » (2021, p. 69). Il faut dire que la forte majorité des participant·e·s sont favorables au sabotage, parce qu'elles-ils considèrent cette tactique somme toute banale et non-violente.

Enfin, un participant se questionne si, tout compte fait, l'inaction ne serait pas plus efficace pour lutter contre les changements climatiques que le militantisme. Même s'il se dit incapable de se résoudre à l'inaction, il se demande si la désobéissance civile n'apporterait que de petits changements qui, au final, « font en sorte que le système dure plus longtemps et [fasse] plus de dégâts que s'il n'y avait pas ces changements » (P02).

Autrement dit, il se demande si ne rien faire serait une meilleure solution pour que le capitalisme s'effondre plus rapidement.

3.2.2 Le système démocratique

Plusieurs participant·e·s se représentent le *système* comme un système politique qui ne leur donne que peu ou pas de voix. Pour elles-eux, le *système* en est un qui s'autorégule sans apport considérable de ses citoyen·ne·s; il « roule de lui-même » (P13), il « s'autogère lui-même [avec] ses propres principes de mouvement, de fonctionnement » (P01). C'est que la relégation des intérêts collectifs au second plan, derrière les intérêts privés, n'est pas attribuée uniquement à l'influence des puissances économiques sur les décisions politiques. En fait, elle est tout autant associée à une démocratie représentative qui éloigne les citoyen·ne·s des prises de décisions qui les concernent, et qui les réduit au statut de consommateur·trice·s :

T'sais, c'est dur de demander... On est tellement habitué·e·s de consommer, d'accepter que le gouvernement prenne des décisions à notre place, qu'au final, on se désengage. [...] T'sais, c'est dur d'avoir un rapport, vraiment, avec le gouvernement, sauf : « Hey gang, passez à l'action. » (P08)

J'pense qu'il y a quand même des bonnes choses qui peuvent être atteintes avec la politique, mais je pense que le *système* actuel n'est pas très démocratique et que le système écono-politique ne permet pas vraiment aux gens de s'informer, de s'impliquer et de contribuer aux prises de décisions. Et les gens sont souvent déconnectés des décisions qui peuvent être prises, du fonctionnement, pis... j'pense que, si le système était modifié ou au moins exploité à son maximum, y aurait beaucoup de bonnes choses qui pourraient en résulter. (P11)

L'exercice du droit de vote, pierre angulaire de la démocratie représentative, est jugé largement insuffisant par l'ensemble des participant·e·s pour rendre compte de la volonté populaire, et ce, pour plusieurs raisons, à commencer par le mode de scrutin sur lequel repose le système électoral québécois et canadien. Des participant·e·s déplorent que, dans un tel système électoral, un gouvernement puisse être majoritaire sans obtenir la majorité des votes :

Pis les gouvernements comme ceux de Legault ont été élus en grosse... règnent sur le Québec alors que c'est même pas la moitié des Québécois·e·s qui voulaient que ce soit lui qui règne au Québec. Fa'que je trouve ça ridicule, la façon dont le *système* est fait. (P07)

Selon elles-eux, cela entraîne deux conséquences majeures. D'une part, cela réduirait le poids de certains votes de la population, en particulier les votes de celles-ceux qui résident dans une circonscription « château fort » d'un parti politique. D'autre part, cela encouragerait le clientélisme politique, car les élites politiques prioriseraient les intérêts partisans et leur réélection plutôt que le bien-être général de la population :

Y a aucun gouvernement qui va être prêt à sacrifier... ben peut-être que ça va arriver... mais à sacrifier sa prochaine réélection pour mettre des mesures qui

déplaisent et qui ont un réel impact. Pis ça va peut-être arriver quand il va y avoir des conséquences locales très fortes, mais à ce moment-là, ce sera sûrement trop tard. [...] Le système fait en sorte que les politiciens font beaucoup de politique... axent beaucoup leur façon de faire de la politique pour être réélus et non pour le bien-être général de la population. (P02)

J'pense que j'ai jamais eu l'impression de me faire écouter; je ne pense pas qu'il y a eu de changement de « Ah! Je crois en la démocratie libérale » et finalement « Ah! C'est une mascarade ». J'pense que, depuis le début, je me dis que ce ne sont pas les citoyens, citoyennes, qui décident de ce qui se passe, c'est pas comme ça ça marche. Les politiciens, politiciennes veulent être réélus-e-s, donc y ont pas intérêt à prendre des engagements à long terme. (P01)

De plus, des participant·e·s soulignent qu'une démocratie qui ne se concentre essentiellement que sur les élections se prive de l'apport des mineur·e·s dans la prise de décisions politiques, alors que ce sont elles-eux qui subiront davantage les répercussions de la crise climatique. Cette préoccupation est partagée par le Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté (Centr'ERE) qui affirme dans la *Stratégie québécoise d'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté* (2018) : « Il n'y a pas de futur[·e·]s citoyen[·ne·]s. [...] L'environnement est habité et vécu collectivement, il est partagé. C'est collectivement qu'il doit être appréhendé, préservé ou (re)créé, aménagé » (p. 18). En outre, nombreux·euses sont les participant·e·s qui revendiquent un système démocratique plus participatif parce qu'elles-ils jugent que les politicien·ne·s à elles-eux seul·e·s ne sont pas qualifié·e·s pour agir en fonction des intérêts de la population et sont trop éloigné·e·s de leurs réalités :

L'État, c'est pas des personnes compé... Genre, les politiciens, politiciennes, y ont pas étudié là-dedans là, souvent c'est du monde qui sont comme toi et moi... [...] T'es politicien, peu importe la décision que tu fais, va juste falloir que tu l'assumes après. Fa'que y ont pas plus de connaissances, y ont accès aux mêmes actualités que nous. [...] Un moment donné, on avait un événement où est-ce qu'on avait rencontré des élu·e·s pis on leur a parlé, pis c'est là que tu réalises que, genre, le ministre de l'environnement, y est trop pas au courant de l'environnement, pis t'es quasiment plus au courant de l'environnement que lui, alors que t'as 16 ans. (P06)

Premièrement, il nous faudrait un système proportionnel représentatif, pis en plus, il nous faudrait des assemblées populaires et citoyennes, parce que les citoyens, citoyennes, doivent avoir voix au chapitre. Les politiciens, politiciennes, restent dans leur milieu politique, alors que les citoyens, citoyennes, savent vraiment c'est quoi les enjeux. (P11)

S'il existe d'autres canaux d'écoute pour prendre en compte les intérêts de la population, tels que les pétitions, les manifestations, les consultations publiques, etc., leur efficacité est remise en cause. En fait, les participant·e·s en viennent généralement à pratiquer la

désobéissance civile après avoir constaté que le recours à des actions légales n'aboutit pas en gains significatifs :

Je parle d'un contexte où on a essayé longtemps de passer par le système, pis ça a pas fonctionné, ça a pas été reçu d'une façon qui crée des discussions, qui avance les choses. (P05)

Avant de commencer à bloquer des trucs ou à occuper des espaces, ben tu peux tout simplement demander aux gens s'ils veulent changer. S'ils veulent pas changer, ben ok, tu peux sortir dans les médias, faire des manifestations, des pétitions. Ok, ils veulent pas, ben tu peux t'associer, monter une campagne nationale ou peu importe. Mais une fois qu'il y a plusieurs trucs qui ont été faits et que, vraiment, il n'y a pas d'ouverture ou on voit que les choses ne changent pas, c'est là que ça devient intéressant de faire de la désobéissance civile. (P11)

Plusieurs ont vécu un fort moment de découragement, allant parfois même jusqu'à de la détresse, suite à la manifestation pour le climat du 27 septembre 2019, puisque la réponse politique – ou plutôt l'absence de réponse politique – qui s'en est suivie n'a pas été à la hauteur de leurs attentes :

Le 27 septembre [a eu lieu] la plus grosse *manif* de l'histoire du Canada. Pis après ça, y a pas eu tant de changement; les dirigeants en n'ont pas tant parlé. Pis après ça, moi, je sais que ça a fait un gros *down* de comme : « *Oh my god ok...* », on a fait cette énorme chose pis ça a même pas été suffisant. Qu'est-ce que ça prend? Est-ce que c'est possible, est-ce que c'est pas possible? » Pis je pense que ça a contribué au fait que j'étais un peu dans un manque de recours, pis après j'étais comme... si c'est ça qui faut, que ce soit plus radical, que ça fasse plus peur, pour que les dirigeants prennent action davantage, ben je vais le faire. (P06)

Un autre événement qui a particulièrement contribué à alimenter le cynisme des participant-e-s envers la politique est la tenue de la COP15 à Montréal en octobre 2022, soit la Conférence de l'ONU sur la biodiversité. Plusieurs ont d'ailleurs participé, sinon appuyé, le mouvement pour bloquer la COP15. Si les COP leur apparaissent généralement comme une belle occasion de ramener le sujet de l'environnement dans le discours public, une occasion d'apprentissages et de réseautage et une façon de faire entendre sa voix, l'issue des COP n'a rien pour les impressionner :

Pis, j'étais pas tout à fait d'accord avec ça, [bloquer la COP15], parce que je sais qu'il y avait des gens qui voulaient vraiment y aller pour faire entendre leur voix, même si y avait un peu de *skepticism* avec l'efficacité d'une conférence internationale comme celle-là. Donc je suis encore mitigée.

Après toutes ces rencontres-là, y a à peu près rien qui a été fait. J'pense que cette année y ont protégé un mini territoire; c'est tout. [...] Si y avaient pris toutes les ressources qui ont été utilisées pour chaque jour d'organisation de la COP15, on aurait pu protéger plus de territoires qu'avec leur engagement. (P03)

Tu rencontres des jeunes activistes de partout dans le monde. Pis, t'sais, tu peux lire autant que tu veux sur, genre, le fait que des îles sont inondées pis tout, mais quand tu rencontres des jeunes activistes qui se battent pour leur cause dans leur pays, j'sais pas, on dirait que c'est plus fort. [...] Moi, ça m'a beaucoup touchée pis ça m'a beaucoup mobilisée. [...] Tu rencontres des élu-e-s, des personnes d'organismes environnementaux, des personnes d'affaires. [...] Est-ce que, au final, les négociations qui se font et les objectifs qui sont fixés auront vraiment un impact? J'pense que oui. Est-ce que l'impact vaut tout l'argent et les GES qui sont émis pour cette occasion-là? Ça, j'pourrais pas dire. [...] Après, est-ce que, au niveau gouvernemental, y prennent ça au sérieux ou y vont là pour faire une blague? Je sais pas.

Mais si y en avait pas on se plaindrait que l'ONU fait absolument rien pour l'environnement, fa'que t'sais, c'est un peu... Dans les deux cas, ça va pas bien parce que si on n'en fait pas, c'est comme si on se foutait de l'environnement, mais quand on en fait, y a tellement pas de sanction par rapport aux pays que, s'ils ne respectent pas leurs promesses, ben y va rien leur arriver. Fa'que, au final, c'est un peu des paroles en l'air, les COP. (P10)

Or, celles-ceux qui se représentent le **système** comme un « système qui ne leur donne pas de voix » (P01), vont souvent décrire leurs actions de désobéissance civile comme une lutte pour la démocratie. Ainsi, ces participant-e-s se tournent vers la désobéissance civile comme moyen de faire entendre leur voix, qui ne serait pas écoutée autrement :

La désobéissance civile, c'est la voix des personnes qui n'ont pas de voix. [...] Ce sont les individus qui prennent une voix, qui prennent de la place littéralement dans la rue. (P01)

[La désobéissance civile], c'était ma manière pour moi de faire entendre ma voix qui était pas entendue vu que j'étais mineure. Pis hum... ouais, c'est pas mal ça le gros truc, me faire entendre vu que je peux pas voter, ma façon de montrer mes opinions, un peu. (P10)

D'un côté, certain-e-s s'adressent avant tout aux politicien-ne-s, soit en cherchant à forcer un contact plus direct avec elles-eux, soit en les atteignant par le biais des médias :

[Il faut] faire des moyens de pression, forcer la main à l'État de mettre en place certaines politiques publiques, même si je ne suis pas pour un État. Mais je reconnais que dans une optique de transition, t'as pas le choix de composer avec le système politique actuel de manière de serait-ce que temporaire de manière à atteindre des structures idéales. (P06)

J'pense qu'on aurait vraiment de la misère à faire une transition sociale profonde si on n'a pas d'actions concrètes qui viennent de la part des gouvernements municipaux, provinciaux et fédéraux. (P11)

De l'autre, il y a des participant·e·s qui s'adressent avant tout à la population, avec pour objectif de créer un « mouvement populaire, une mobilisation à plus grande échelle » (P01) :

Pis j'pense que notre but, c'est aussi de politiser la population pis de redonner un sentiment que la politique c'est important, que ça affecte des gens. [...] Je pense que mon travail c'est de pointer un problème pis d'essayer de mobiliser la population à réfléchir d'elle-même. [...] Je suis qui pour donner une solution au problème mondial? [...] C'est un travail collectif, tout le monde joue son rôle, tout le monde a sa part là-dedans. (P12)

Enfin, d'autres encore font de la désobéissance civile dans le but d'expérimenter des formes de démocratie alternatives à la démocratie représentative. Les occupations, même si elles peuvent se dérouler dans des conditions difficiles, ont particulièrement été décrites comme des moments forts de démocratie. Elles permettent de « créer une communauté autour d'un sujet », d'« imaginer un monde différent », d'« avoir des espaces de discussion », de « former des gens à l'action », de « développer des compétences relatives à la vie en groupe » (communication non-violente, prises de décisions, etc.), etc. Dans les termes de Jonathan Folco (2017), les occupations visent à « produire du commun sur place » dans l'ici et maintenant, que ce soit par la mise en commun de paroles, d'actions ou de ressources matérielles et humaines. Dans cette optique, la désobéissance civile n'est pas perçue « comme des demandes à des personnes autoritaires, mais plus comme des déclarations qui [leur] enlèvent de la légitimité » (P05).

S'il est vrai que des participant·e·s font de la désobéissance civile en réaction à un système démocratique finalement peu démocratique, nous ne pouvons pas en conclure qu'elles·ils n'y participent pas pour autant. Il est donc nécessaire d'apporter quelques brèves précisions sur le sujet. Sur les 14 participant·e·s, seulement un participant ne vote pas, « mais suit de loin ce qui se passe », parce qu'il n'a pas l'impression « que le changement dont on a besoin va passer par le système politique et par la démocratie représentative comme ça » (P02). Un autre annule son vote, pour pouvoir « peut-être un jour passer un message à des politiciens de se réveiller » (P03). Pour les autres, la majorité vote systématiquement, et il n'est pas rare qu'elles·ils votent aux trois paliers gouvernementaux. De plus, la plupart d'entre elles·eux ont eu, à un moment ou un autre, une affiliation avec un parti politique, que ce soit en tant que membre, en tant que bénévole en campagne électorale ou en tant qu'employé·e. Si elles·ils ressentent autant de cynisme face à la politique institutionnelle, pourquoi donc y participent-elles·ils?

En premier lieu, certain·e·s voient leur vote comme une action qui est « mieux que rien », qui est un « moindre mal », ou qui est « nécessaire, mais pas suffisante » :

Pis, t'sais... Est-ce qu'on veut améliorer des p'tites mesures qui peuvent améliorer la vie des gens, versus on légitimise quand même un système qu'on n'aime pas? [...] Je trouve que les critiques par rapport à pas voter sont pertinentes aussi, mais oui, je trouve que parfois, c'est beaucoup des arguments très théoriques et qui vont pas focuser sur les conditions

matérielles plus des gens, pis de dire « oui le vote est de la marde », mais ça va améliorer la vie de personnes. (P13)

Je pense qu'on pourrait avoir un meilleur gouvernement que la CAQ pis ça aurait des effets positifs, malgré le fait que ça va pas engendrer un changement radical de système économique. Je pense pas qu'on va devenir communiste ou quoi si on élit QS, mais j'pense que ça peut apporter certaines réformes qui, dans les conditions des gens actuellement, ça peut améliorer la qualité de vie, fa'que c'est sûr que si je peux faire ça, j'essaye. (P09)

Par contre, un participant mentionne que c'est peut-être mieux « d'avoir des gouvernements qui sont ouvertement horribles, pour faire réagir la population et faire réaliser que c'est la population qui a réellement le pouvoir, qu'un gouvernement qui donne un faux espoir que ça va être ça la solution » (P12). Ce même participant explique quant à lui voter et signer des pétitions, entre autres, pour que sa parole soit considérée comme légitime aux yeux de ses interlocuteur-trice-s :

Si j'ai un débat avec ma grand-mère et qu'elle me demande « ben là, est-ce que t'as voté? » pis j'dis « non », elle va *shutdown* pis on va pas pouvoir parler. [...] Si j'vote pas, tout c'que j'dis a pas vraiment de valeur. Fa'que c'est plus une façon de juste dire : « Oui j'ai essayé de faire ça, ça marche toujours pas, et donc, on passe à autre chose. » C'pour ça que je vais avoir tendance à même signer les pétitions en ligne.

Ensuite, quelques-un·e·s soutiennent les campagnes électorales de leurs ami·e·s pour reconnaître leur travail et les encourager. Un participant qui s'est lui-même impliqué dans un parti politique, estime que la politique institutionnelle offre la possibilité de « se donner une tribune, une place de *leadership* [...] dans un contexte où on ne change rien à l'Assemblée nationale » (P04).

Cependant, ce qui semble principalement les réconcilier avec la politique institutionnelle est avant tout la question d'échelle. Elles-ils sont nombreuses-eux à valoriser la vie politique municipale institutionnelle parce qu'elles-ils y voient un potentiel de transformation sociale et écologique qu'elles-ils ne retrouvent pas forcément au sein des autres paliers gouvernementaux :

Le changement par le municipal, j'y crois. Il y a des villes qui l'ont fait : Barcelone, Amsterdam, Vienne... plein de villes où les gouvernements de gauche au municipal ont fait des changements importants intéressants. Après au provincial et au fédéral, y a moins d'exemples. (P04)

Je pense que la question de l'échelle aussi... l'échelle provinciale est plus intéressante pour moi, ou même l'échelle locale, c'est que'qu'chose de plus intéressant, parce que j'ai l'impression de voir un impact plus direct sur le travail qu'on fait. (P06)

T'sais, comme, des élections locales, ben, surtout au niveau local, je pense, plus tu votes au niveau local, plus ton vote a une grosse influence, disons,

genre. Pis aussi tu peux avoir des relations directes avec tes représentants, t'sais comme a'mettons au niveau municipal. [...] Mais je pense que les acteurs municipaux peuvent faire des trucs quand même intéressants directement dans la communauté. (P09)

J'ai fait du porte-à-porte pour QS, mais comme t'sais j'pense que mon implication politique c'est comme pour ce candidat-là, cette candidate vraiment précise, que comme si cette personne-là gagne dans ce quartier, dans cette circonscription-là, ce serait nice pour telle affaire. (P13)

Plusieurs plaident d'ailleurs pour une résurgence du municipalisme, qui est décrit par Jonathan Durand Folco (2017) dans son essai *À nous la ville! Traité de municipalisme* comme « la théorie et la pratique qui fait de la municipalité le cœur d'une transformation démocratique de la vie sociale, économique et politique » (p. 10). Sous la forme d'un auto-gouvernement basé sur les communs, le municipalisme remplacerait « l'idée d'un appareil technico-administratif contrôlant un territoire sous la supervision de l'État et des entreprises privées » (Folco, 2017, p. 7). Le mouvement municipaliste s'appuie sur les six principes suivants : la participation citoyenne directe, la démocratisation, la décentralisation, la solidarité intermunicipale, la justice sociale et la transition écologique. Cet auteur perçoit d'ailleurs la sous-politisation du municipal comme une fenêtre d'opportunité pour la réappropriation des institutions par ses citoyen-ne-s, tout en permettant de rallier les « réformistes » et les « révolutionnaires ». Bien que les participant-e-s ne se revendiquent pas explicitement du municipalisme, quelques-un-e-s expriment néanmoins des idées qui y sont apparentées, telles que l'abolition ou la décentralisation des États, la mise en place de communes anarchistes, la prise de décision politique par des groupes locaux, l'accroissement du pouvoir municipal, etc.

En somme, les participant-e-s ne sont donc pas motivé-e-s par une volonté intrinsèque de désobéir, mais se trouvent contraint-e-s d'agir ainsi en raison du manque d'efficacité des institutions politiques pour prendre en compte leurs revendications. La citation de Manuel Cervera-Marzal (2013) résume bien l'esprit de cette section :

Les militant[-e]s ne souhaitent aucunement en arriver à devoir désobéir. [Elles-]ils le font par nécessité. [Elles-]ils préféreraient utiliser la voie parlementaire, les pétitions, les manifestations autorisées et les articles de journaux, et de fait [elles-]ils tentent aussi d'atteindre leurs buts de cette manière. Comme le disait un anarchiste [(Muller, 2006)] : « Nous ferons la révolution par tous les moyens, même par les moyens légaux. » (p. 62)

3.2.3 Le système répressif

Pour certain-e-s participant-e-s, le système en est un qui « protège l'État et les plus riches » (P05) en « ralentissant » ou en « tuant » les mouvements sociaux qui menacent l'ordre établi. On pourrait donc parler d'un système de répression politique, qui, selon la Commission populaire sur la répression politique (CPRP) consiste en une « action étatique ou privée destinée à prévenir, contrôler ou contraindre l'action collective non institutionnelle, y compris son initiation » (Dussault et al., 2016, p. 18). Par ailleurs, il est plutôt bien documenté que certains mouvements sociaux sont réprimés

de manière disproportionnée par rapport à d'autres. En effet, si « le système de justice en général et la police en particulier ont la prétention d'être des institutions neutres » (Dupuis-Déri, 2014, p. 45), il en est tout autrement. Au Québec, les travaux de Francis Dupuis-Déri sur les arrestations de masse démontrent que le corps policier pratique le profilage politique, c'est-à-dire que « ce que font les manifestantes et manifestants ne détermine pas l'attitude de la police à leur égard. [Cela a bien plus à voir avec qui elles-ils sont] [...] [puisque] l'identité politique des manifestant[e]-s est un facteur important pour expliquer le type d'intervention, soit plus ou moins répressif selon le groupe qui manifeste » (Dupuis-Déri, 2014, p. 38). Les arrestations politiques ciblent le plus souvent les manifestant-e-s issu-e-s du mouvement étudiant, du mouvement altermondialiste anticapitaliste, du mouvement contre la brutalité policière et des groupes autochtones (Dussault et al., 2016). Un rapport de la Ligue des droits et libertés intitulé *Manifestations et répression* en arrive à un constat similaire :

Les manifestations ayant fait l'objet de répression et d'arrestations de masse portent pour la plupart sur la cause étudiante, sur la brutalité et l'impunité policière ou encore sur des enjeux liés aux luttes écologistes, anticapitalistes et anticolonialistes. Ce sont celles où des jeunes, des étudiant-e-s ou des anarchistes, ou des personnes présumées appartenir à ces groupes, participent. (2015a, p. 8)

Les policier-ère-s distinguent donc véritablement les « bon-ne-s manifestant-e-s » des « mauvais-e-s manifestant-e-s ». Pour ces raisons, les policier-ère-s sont décrit-e-s comme « arbitre[s] de la légitimité des causes défendues par les militantes et militants » (Dussault et al., 2016, p. 40). Mais, malgré les différentes analyses de la répression policière et l'aveu même de policier-ère-s de faire des arrestations sur la base de convictions politiques (Dupuis-Déri, 2014), il demeure qu'à ce jour, aucune autorité policière ou politique au Québec n'a reconnu l'existence du profilage politique (Poisson, 2021), une pratique discriminatoire illégale. Néanmoins, les participant-e-s ont témoigné à plusieurs reprises des diverses méthodes employées par les forces de l'ordre pour limiter la dissidence citoyenne.

En premier lieu, plusieurs ont abordé la violence policière physique dont elles-ils ont été victimes ou dont elles-ils ont été témoins au cours de leurs diverses actions militantes des dernières années, entre autres dans les mouvements anticapitalistes et environnementaux :

[Les policiers] étaient vraiment fâchés contre nous, contre moi, parce que j'bloquais la rue. Pis y a eu une auto de police qui est venue directement vers moi, pis qui m'a presque frappée, mais je me suis comme déplacée à temps. Pis après ça, c'était vraiment choquant ce qui m'ont dit. Y ont dit : « Tu sais que c'est la police qui s'assure de la sécurité, qu'est-ce que tu fais là? » Pis j'étais comme : « Vous venez presque de me foncer dedans... » C'était quand même un commentaire que je vais garder pour longtemps. Je pense que les gens autour qui ont vu ça, on a décidé d'y aller plus *mollo*, d'être plus coopératifs. (P04)

La répression policière était extrême en 2015, [les policiers] étaient comme : « Pas un autre 2012. » On arrivait, on se faisait tabasser. C'était vraiment intense. Genre y ont vraiment réussi à tuer le mouvement dans l'œuf. Moi j'ai vécu des gaz, beaucoup, à cette époque-là. J'ai été témoin du matraquage du tibia d'une fille jusqu'à tant qu'on voit son os. J'étais vraiment traumatisée. La police était extrêmement violente en 2015. Clairement, ils avaient eu un mandat de tuer le mouvement dans l'œuf pis de pas laisser ça dégénérer aux *manifs* comme on avait vu en 2012. Non c'était pas... pis y ont réussi... (P09)

Elles-ils ont aussi souligné les outils de répression dont les forces de l'ordre ont fait usage. Parmi ceux-ci, on peut compter les matraques, les gaz lacrymogènes, le poivre de cayenne, les drones, les hélicoptères, les armes intermédiaires d'impact à projectile (AIIIP), la présence de *snipers*, etc., ce qui reflète bien la militarisation de plus en plus importante de la police (Wood, 2015) :

Les policiers avaient comme ordre de pas interagir avec les manifestants, donc y ont pas interagi avec eux jusqu'au moment où... je savais pas qu'ils faisaient ça, mais les policiers, à la place d'aller les voir et les gazer directement, ils envoient des drones pour les gazer maintenant. (P02)

Ça m'a pris plusieurs mois avant de pas réagir quand j'entends des hélicoptères, j'suis encore mal à l'aise quand j'entends des drones, t'sais plein d'affaires comme ça... C'était des drones de surveillance qui te suivaient. (P08)

Des participant·e·s rapportent également que des policier·ère·s ont volontairement brisé leur matériel et ont lancé des objets en leur direction. Quelques-un·e·s mentionnent aussi avoir reçu des menaces de la part de policier·ère·s à l'effet qu'elles-ils allaient recourir à une plus grande violence physique advenant la tenue de futures manifestations :

[On s'est fait dire :] « *Hey by the way*, c'est vraiment pas responsable ce que vous avez fait d'amener des enfants et des bébés à une manifestation. Sachez que la prochaine fois, la réponse policière va être encore plus importante. » Ben voyons donc! À quel moment tu dis : « Hey si vous aviez pas amené des enfants, on vous aurait gazé·e·s. » Mais, crime, on va en emmener encore plus la prochaine fois. (P06)

En plus de la brutalité policière, nombreux·euses sont les participant·e·s qui se sont montré·e·s inquiet·ète·s face à l'augmentation de la présence policière sur le terrain au fil du temps, une présence qui a particulièrement été remarquée durant la période de la COVID et lors d'actions visant à dénoncer des projets du secteur privé. Cette présence est jugée démesurée notamment en regard au ratio manifestant·e – policier·ère :

Cette fois-là, la police c'était intense quand même... Pis maintenant, on fait juste dire qu'on fait une *manif* pis le SPVM au complet se présente. (P07)

Pis, le fait qu'il y avait autant de polices à un événement si paisible et si petit... comme y avait plus de polices que de manifestants à cette action-là. C'était

vraiment comme... j'avais l'impression qui essayaient tellement de protéger quelque chose. Ça a comme... c'était juste un moment très intéressant. (P04)

Y avait vraiment une réponse policière... Y avait des dizaines et des dizaines et des dizaines de polices, y avait des camions antiémeutes, y avait la cavalerie, y avait des policiers à vélo, y avait... je pense trois fois le nombre de policier·ère·s par manifestant genre. Fa'que déjà, juste le fait qu'il y ait une réponse policière aussi intense, moi je trouve ça vraiment vraiment violent. Je trouve que c'est une atteinte au droit de manifester, pis ça dissuade des gens à y aller parce qu'y se disent que c'est une manifestation que ça se peut que ça parte, que ça vrille parce que « *check* y a beaucoup de policier·ère·s. » (P06)

Pis le nombre de policiers était vraiment impressionnant. Il y avait comme 70 policiers, pour seulement [une dizaine] d'activistes. (P12)

Une autre stratégie policière évoquée pour réprimer l'expression citoyenne implique de tromper les manifestant·e·s quant à leurs droits en brandissant toutes sortes de technicalités légales. Cela, quand elles·ils ne bafouent pas leurs droits sans dissimulation aucune :

Un moment donné y nous disait : « Vous avez pas le droit d'être dans la rue parce que vous êtes pas un assez gros groupe de personnes. » Pis notre personne liaison policière débattait avec eux sur la loi, parce que je pense que c'est comme un minimum de 6 personnes qu'il faut pour être dans la rue, pis on était plus que 6 personnes. (P05)

Ben t'sais, y sortaient des règlements qui étaient pas vrais genre. On avait vérifié aussi avec une avocate. C'était comme par rapport aux règlements municipaux des parcs ou quelque chose comme ça, pis c'tait juste pas vrai ce qui disaient. [...] T'sais, comme faut tellement toujours répéter, parce genre même moi quand le SPVM m'appelle, souvent y me disent des trucs genre : « Oh oui, mais faut que tu donnes ton nom... » Pis j'suis comme... « non ». Fa'que ça arrive souvent qu'ils utilisent le fait que les gens savent pas assez leurs droits pour... (P07)

Ils ont bloqué nos droits de manifester et les droits des médias. Ils ont empêché les médias d'avoir des photos et des vidéos en bloquant tous les accès à la scène. Nous autres, y nous dispersaient constamment alors qu'on avait le droit de manifester, on avait déclaré notre manifestation. Ça, j'ai pas trouvé ça correct. (P02)

Face à toutes ces formes de violence policière – et la liste pourrait s'étendre –, la forte majorité des participant·e·s ont perdu confiance envers les policier·ère·s, voire ont développé un sentiment de peur envers elles·eux :

Le seul groupe pour lequel mon opinion a changé pour le vrai, c'est la police. Au début de mon engagement, j'aimais quand même un peu la police. Et j'avais même considéré peut-être travailler pour la police, pas nécessairement

comme policier, mais comme enquêteur. Mais en voyant les actions de la police de Montréal lors de nos actions, j'ai vraiment perdu toute confiance et tout respect que j'aurais pu avoir pour la police. (P02)

Comme oui, on parle de contraintes juridiques et tout ça, mais c'était une arrestation qui était musclée, donc y a eu un petit traumatisme vis-à-vis de la police aussi de ce côté-là qui m'a peut-être... ben ça a pris du temps avant que... ben avant que je me sente à l'aise avec un policier à nouveau la... ben à l'aise... pouvoir traverser la rue quand y a une police à côté là... (P01)

D'être témoin d'autant de violence... C'est vraiment difficile de voir ses ami-e-s souffrir ou de souffrir soi-même. Pis ça brise beaucoup la confiance envers le système. [...] Ça te fait vraiment douter si le système policier peut te protéger dans les cas où est-ce que t'en aurais besoin. Hmm... fa'que ça a fait beaucoup remettre en doute la société actuelle et ses mécanismes de protection. (P08)

Il apparaît donc clairement que la police enfreint les principes associés à une « police démocratique » qui devrait, selon Manning (2010) : « 1) respecter scrupuleusement le cadre légal (et être indépendante du gouvernement), 2) garantir le respect et la protection des droits fondamentaux, 3) rendre des comptes à la population et 4) placer l'intérêt des individus avant celui des groupes privés » (cité dans Dufour et al., 2020, p. 9). Cette remise en question de la police soulève des interrogations sur sa légitimité et son rôle au sein de la société, et amène certain-e-s participant-e-s à adopter la rhétorique ACAB (*All Cops Are Bastards*) en guise d'indignation, voire de détestation, envers cette institution.

De plus, la répression politique se répercute aussi dans le traitement judiciaire que subissent les participant-e-s. Que leurs arrestations soient volontaires ou non, elles-ils sont plusieurs à mentionner que les policier-ère-s en ont détourné les motifs. Ainsi, une participante explique s'être fait arrêter pour une infraction au code de la route alors qu'elle est convaincue que c'est plutôt dû au fait qu'elle a été repérée en tant que *Black Bloc* dans une manifestation :

Y avait un passage piéton, mais la voiture de police bloquait la rue. Pis j'ai fait un pas dans la rue, pis je suis retournée vers mes amies sur le trottoir, pis en l'espace de 2 secondes, y a eu 5 policier-ère-s qui m'ont coincée contre le mur avec leur vélo qui m'ont dit : « Vous avez infraction du code de la route. [imitation d'un ton robotique] » [...] Fa'que là, le but de ces arrestations-là, c'est juste une fois qui t'ont *spot* que t'étais à la manifestation, y veulent juste identifier du monde pour te fiché dans leur dossier pis t'associer à ce genre d'activité-là, ce genre de monde-là, ce genre de militant-e-s-là. [...] Y disaient : « ça sert à rien de filmer, de toute façon, on a déjà pris tes photos, pis les photos de tes ami-e-s aussi. » (P06)

Dans la même veine, un autre participant raconte qu'il s'est fait accuser de méfait, alors qu'il croit qu'il aurait plutôt dû être accusé d'entrave au travail policier :

Normalement, pour ce genre de chose-là, tu es arrêté pour entrave au travail des policiers, sauf que ça, c'est pas passible d'un casier criminel. Sauf que méfait, oui. Donc ça été une tactique de la police pour hmm... C'est le *chilling effect*, qu'ils appellent, pour nous décourager. Fa'que nous arrêter pour nous faire risquer un casier judiciaire, pour qu'on ait bien la frousse, pis qu'on recommence pas. (P01)

Cela est sans compter les conditions qui peuvent leur être imposées lors de leur arrestation en attente d'un procès, comme ne plus avoir le droit « de parler aux autres arrêté·e·s, de quitter le pays ou de s'approcher près du lieu de l'action » (P02), ce qui pourrait avoir pour effet de démobiliser les activistes. Si l'infraction dont elles·ils ont été accusé·e·s était de nature criminelle et si elles·ils y étaient admissibles, notamment si l'infraction criminelle était de moindre gravité et qu'elles·ils en étaient à leur première arrestation, elles·ils se sont généralement fait offrir la possibilité de participer au Programme de mesures de rechange général (PMRG) plutôt que de voir leur dossier traité selon les procédures judiciaires habituelles. Le PMRG, peut-on lire sur le site du Gouvernement du Québec (2023), a pour objectifs, entre autres, de responsabiliser les accusé·e·s à l'égard des gestes qui leur sont reprochés, de contribuer activement à la réparation des torts causés et d'entreprendre une démarche d'insertion sociale positive pouvant contribuer à prévenir la perpétration d'actes criminels futurs.

Si cette forme de justice alternative est saluée par plusieurs participant·e·s pour ses nombreuses vertus, le PMRG est questionné quant à sa pertinence dans les cas de désobéissance civile. D'abord, les torts qu'elles·ils auraient commis à l'endroit de la collectivité, en particulier lorsqu'il s'agit d'un « crime sans victime », ont soit été réfléchis à l'avance ou bien représentent précisément la raison pour laquelle elles·ils ont mené leur action. Il faut dire la majorité des participant·e·s ne présentent aucun remords quant aux actions de désobéissance civile pour lesquelles elles·ils ont été arrêté·e·s. Avec du recul, certain·e·s regrettent simplement la stratégie de désobéissance civile qu'elles·ils ont employée ou le message politique qu'elles·ils ont mis de l'avant.

Le PMRG peut les enjoindre à réparer des torts qu'elles·ils auraient pu causer lors de leurs actions de désobéissance civile. Ceux-ci peuvent être aussi banals que la perturbation du trafic, ce qui consterne une participante : « Un embouteillage ferait la même chose pis on n'est pas en train de persécuter les gens qui ont un char auto-solo (P09) ». Pour ce faire, ce programme offre alors la possibilité de s'impliquer auprès d'un organisme communautaire ou de lui verser un montant d'argent. Des participant·e·s rapportent le caractère absurde de ces mesures parce que, d'une part, il n'est pas rare que ces mêmes organismes communautaires appuient, voire encouragent, leur désobéissance civile et d'autre part, les participant·e·s sont déjà particulièrement investi·e·s auprès de leur communauté :

Pis pour son PMRG, [mon ami] y a donné de l'argent pour [nom d'un groupe]. C'est comme faire une action pour un groupe qui demande une action de solidarité pis tu peux leur donner de l'argent après... C'est un peu bizarre des fois, ce programme. (P11)

Toutefois, il est essentiel d'identifier clairement ces préjudices et la communauté concernée afin de mettre en œuvre les principes de la justice réparatrice. En l'absence de telles précisions, on peut craindre que « la reconnaissance de la société en tant que victime ne provoque un glissement vers une conception punitive dans laquelle l'État [et ses agent-e-s] s'immisceraient comme étant la victime principale » (Walgrave, 1999, p. 10). Ainsi, dans le cadre du PMRG, les policier-ère-s peuvent s'imposer comme représentant-e-s de l'État pour demander des excuses aux participant-e-s :

En fait, y s'attendaient à ce qu'on exprime du remords pis qu'on s'excuse. Pis les gens qui ont pas eu cette attitude-là se sont fait dire et menacer d'avoir un casier judiciaire. Alors que tout le long, on nous a dit qu'il fallait être dans un dialogue. Pour moi, le dialogue, ça veut dire accueillir l'opinion de l'autre sans nécessairement changer la sienne, t'sais. [...] Ils attendaient de nous qu'on acquiesce, qu'on soit dociles, qu'on donne une apparence de remords. Je trouve ça extrêmement contre-productif. (P09)

Cette participante rapporte une forte pression exercée par le système de justice pour exprimer des remords de ses actes, ce qui peut être assimilé à l'approche de la « honte réintégratrice » (Braithwaite, 1989), selon laquelle l'expression de la honte liée aux actes commis est considérée comme une condition nécessaire pour favoriser la réintégration sociale de « délinquant-e-s »; l'expression de la honte est « susceptible alors de ramener la brebis galeuse dans le troupeau » (Lacaze, 2008, p. 194). Parallèlement à la « honte réintégratrice » qui peut se penser comme une honte de ses actes, on retrouve la « honte stigmatisante » (Braithwaite, 1989) qui se pense plutôt comme une honte de soi. C'est de ce sentiment que discute un participant qui a, quant à lui, fait le choix de participer à une thérapie dans le programme du PMRG :

Le PMRG, c'est *cool*. Mais de suivre une thérapie, c'est étrange parce que ça envoie le message que je suis un élément malade dans une société qui est totalement saine et que la société gagne à avoir ses éléments malades guéris. C'est littéralement le message qui est écrit entre les lignes. (P01)

Selon cette même approche centrée sur la réhabilitation, une autre participante raconte avoir dû faire du travail sur soi par le biais d'ateliers sur l'éco-anxiété. Cela peut sembler paradoxal puisque ce même système qui encourage les individus à développer des stratégies pour faire face à l'éco-anxiété ne prend pas lui-même les mesures nécessaires pour résoudre la crise environnementale.

Même si cette répression policière et judiciaire peut avoir eu pour effet de poser un frein à l'engagement protestataire, elle peut aussi représenter pour d'autres un terrain de négociation face au système. En effet, la répression peut aussi bien « décourager les activistes que provoquer un choc moral – fondant la haine du système, apportant une justification morale – et parfois même une obligation morale – à [la violence] » (Sommier, 2012, p. 22). Pour un participant, la désobéissance civile représente une occasion de jouer avec le dilemme de la répression, ce qu'il explique de la façon suivante : « Si on subit pas de répression, on recommence. Si on subit trop de répression, on s'en sert pour médiatiser nos actions et faire valoir notre cause et nos arguments »

(P12). Pour d'autres, les arrestations volontaires médiatisées peuvent servir à démontrer l'importance accordée à l'enjeu environnemental en envoyant un message du type : « Regardez des jeunes qui se font arrêter volontairement, voyez comment la terre va mal » (P01). Sur ce dernier point, les participant·e·s n'entretiennent pas le même rapport face aux arrestations, notamment en raison des implications qu'elles pourraient avoir pour leur future carrière professionnelle :

Je compte rester engagé, je compte pas changer grand-chose à mon engagement. Peut-être faire plus d'actions directes pis me faire arrêter un peu plus. Mais je sais pas ce que je veux faire dans la vie, je sais pas à quel point je voudrais me faire arrêter trop de fois, parce que ça pourrait avoir un impact sur ce que je veux faire dans la vie. (P03)

C'est plus intéressant de faire des actions comme fortes et qui ont un impact important que d'avoir un casier ou quoi que ce soit. J'veux dire, on va tous mourir. C'est quoi un casier? C'est pas grand-chose là. Surtout que j'veux pas aller dans l'armée, j'veux pas aller dans la police, fa'que... (P11)

Non c'est ça, moi je voulais devenir docteur, pis on peut pas se faire arrêter si on est docteur. J'étais contre contre l'idée de me faire arrêter parce que si jamais tu as un dossier criminel tu peux pas exercer. [J'en suis venue à faire de la désobéissance civile] quand j'ai décidé que je voulais pas être docteur. (P08)

Certain·e·s participant·e·s qui n'ont pas l'intention de se faire arrêter, se disent cependant prêt·e·s à s'engager dans des actions si les risques sont modérés :

Fa'que j'suis prête à prendre des risques, mais si c'est justement des risques pour me faire arrêter t'sais un peu comme la machine d'XR, que c'tait comme « ah ben, y a du monde qui se fait arrêter pis c'est pas grave pis c'est ça qui est valorisé », t'sais me faire arrêter pour me faire arrêter, c'est vraiment un gros non. (P13)

La stratégie des camps climatiques, le niveau de risques est quand même modéré, tu peux t'en sortir sans te faire arrêter. Parce que ça, c'est une grosse affaire, moi j'ai pas envie de me faire arrêter par la police. Je suis prêt à prendre des risques, mais je resterai pas là juste par principe t'sais. Y a du monde qui le font, mais moi j'embarque pas vraiment là-dedans.

Ensuite, il y également des participant·e·s qui se servent de la désobéissance civile pour confronter les agents du système face à leurs agissements :

Je pense que c'est un peu ça aussi le but de la désobéissance civile, de les... t'sais on dit souvent que c'est des robots... mais c'est de les confronter et les forcer justement à sortir de cette posture de robot et de penser à : Hey, est-ce que vous pensez que les citoyens, citoyennes, en ce moment, c'est des gens qui revendiquent quelque chose de tellement absurde que vous vous acceptez de gazer des enfants? Est-ce que c'est à ce point-là que vous tenez à l'ordre établi? Est-ce que vous pensez que ce monde-là c'est tout du monde genre pas

réfléchi-e-s qui méritent de se faire gazer juste parce que... j'sais pas... juste de gazer quelqu'un juste parce que on te dit de le faire? [...] La désobéissance civile, c'est ça aussi, c'est de venir confronter, de rendre absurde certaines règles du système en place.

Enfin, parce que certain-e-s considèrent que les policier-ère-s sont celles-ceux de qui les citoyen-ne-s doivent se protéger, quelques participant-e-s pratiquent le *copwatch* dans leur vie de tous les jours, mais aussi de façon plus délibérée dans les actions de désobéissance civile. Comme son nom l'indique, le *copwatch* est une pratique citoyenne qui consiste à surveiller les interventions policières, en les filmant ou non, pour prévenir et/ou documenter les violences policières :

J'ai pas activement participé à bloquer [nom de l'endroit]. J'étais là comme en support pis pour surveiller la police pis tout ça, etc. Genre oui, je me suis pointé à quelques actions, mais j'avais pas un rôle actif, c'tait plus un rôle passif, être une masse critique qui protège les actions des personnes qui participent aux actions davantage. (P01)

Mais l'autorité, genre la police, ben mettons je me sens inconfortable face à la police souvent à cause de ce que j'ai vu. Je me sens pas en sécurité quand je la vois trop aux alentours. Mais en même temps je me sens un peu dans un esprit... a'mettons je vois la police procéder à une arrestation, ben je vais la *watcher*. T'sais, je vais regarder ce qui se passe, sans mon téléphone, parce que ça peut être très agressant pour la police et ça peut causer des bavures policières, mais mettons si ça devient intense, je filme là. Mais je vais être témoin et essayer de supporter les personnes qui se font arrêter. (P08)

Nous, ce qu'on devait faire, c'est de la présence, c'est-à-dire qu'on prend des photos, on fait des images, on rentre dans des zones où on nous a dit de pas rentrer pour justement prendre des images. On essaye de pas se faire prendre, on joue un peu au chat et à la souris pour aussi... bah créer un mini rapport de force et les fatiguer aussi là... Y s'permettent des affaires avec des humains, ça a pas rapport. (P14)

En résumé, la plupart des participant-e-s expriment donc clairement leur désapprobation envers les pratiques de la police, désapprobation qui est généralement accompagnée d'une remise en question du système juridico-policier dans son ensemble.

Mais, plus qu'une simple critique, cette section met en évidence l'importance capitale accordée par les participant-e-s à la démocratie. Alors que les jeunes sont souvent accusé-e-s de contribuer au déficit démocratique, il est intéressant de constater que ces jeunes, au contraire, soulignent les menaces que représentent les systèmes économique, démocratique, judiciaire et policier pour celle-ci.

3.3 Le *système* comme discours ambiants

Certain-e-s participant-e-s ne se réfèrent pas uniquement au *système* en tant qu'institutions étatiques, mais l'envisagent également comme des discours qui permettent de justifier le maintien d'un ordre social injuste. En effet, des participant-e-s

réfèrent au *système* en parlant des « histoires que l'on crée pour maintenir la société » (P05). Cela peut se rapporter au concept de « discours ambiants » (Gallant, 2019; Jovchelovitch, 2001), c'est-à-dire les « discours médiatiques et institutionnels, mais aussi les discours informels du quotidien – plus insaisissables » (Gallant, 2019, p. 93). Ces discours, qui contribuent à établir des normes et attitudes en « moyennant tout un travail d'intériorisation » (Dardot et Laval, 2009, cité dans González Gaudiano, 2022, s.p.), génèrent chez certain·e·s participant·e·s une colère intense, puisqu'elles·ils peuvent les ressentir comme un poids à porter ou auquel résister au quotidien. Parmi les discours ambiants mis en relief par les participant·e·s, on peut citer les discours liés à la culture capitaliste, aux « bonnes » manières de s'engager, aux « mauvaises » attitudes politiques ainsi que les discours sur l'éco-anxiété.

3.3.1 La culture capitaliste

Tout d'abord, certain·e·s participant·e·s parlent du *système* en référant à la culture capitaliste, qui comprend à la fois « tout ce qu'on s'est fait dire sur la culture de consommation, de réussite [et] du "bonheur" » (P02), et « la crainte de changer [et] la peur de perdre ce qu'on a accumulé » (P08). En reprenant l'expression de Max Weber, cela peut se rapporter à l'« esprit du capitalisme », soit « un ensemble de croyances associées à l'ordre capitaliste qui contribuent à justifier cet ordre et à soutenir, en les légitimant, les modes d'action et les dispositions qui sont cohérents avec lui » (Chiapello, 2016, s.p.). Ainsi, les participant·e·s qui se représentent le *système* de la sorte insistent davantage sur la responsabilité partagée de la société civile quant à la crise climatique, puisque tout en étant victimes du système capitaliste, les citoyen·ne·s « le nourrissent et le reproduisent » (P11). Comme l'explique une participante, on ne peut se dissocier entièrement du *système* parce qu'il « nous dépasse, on en fait partie, il nous appartient aussi » (P14). Une autre participante discute d'une idée similaire en affirmant que les changements climatiques, « c'est un peu la faute à tout le monde pis à personne, d'une certaine façon » (P08). Bien sûr, cela ne revient pas à dire que tous·tes sont égaux·ales face au capitalisme ni que tous·tes ont une part égale de responsabilité dans la crise climatique. Cela signifie simplement que tous·tes sont imprégné·e·s par une même culture capitaliste.

Pour mieux saisir l'essence de la culture capitaliste, des participant·e·s ont recours aux métaphores, qui, pour Moscovici (2013), « jouent un rôle important dans la création de représentations sociales, précisément parce qu'elles introduisent des idées et des images qui nous sont peu familières dans d'autres que nous connaissons déjà » (p. 27). Parmi les métaphores les plus répandues, on compte, entre autres, celle du jeu auquel on doit décider de jouer ou d'abandonner, ou duquel on n'a pas décidé des règles :

Ça va être comme « moi, je veux m'en sortir en permettant à tout le monde de se libérer de cette emprise-là » ou « moi, je vais m'en sortir en réussissant à comme gagner au jeu. » [...] Comme la gauche radicale dans laquelle j'ai l'impression de travailler, c'est comme « on devrait arrêter de jouer à un jeu de merde qui nous détruit », pis les gens de droite c'est comme « le jeu est de la merde et c'est pour ça qu'on devrait gagner pour pouvoir s'en sortir. » (P12)

On compte aussi la métaphore, très prégnante, de la « roue de la société capitaliste », souvent assimilée au « cours normal de la vie ». Ce que cette image évoque, c'est la force contraignante de la culture capitaliste, qui régit les activités du quotidien. Ainsi, plusieurs participant·e·s ont témoigné de la perte de sens de leur quotidien, à un moment ou à un autre de leur parcours, face à une culture capitaliste qui tend à valoriser la réussite scolaire et professionnelle au détriment d'autres sphères de la vie :

C'est facile de rentrer dans la roue de travail-achète-dodo. Même moi j'ai été pognée dans cette roue-là. Quand je travaillais dans l'OBNL, j'essayais de faire autre chose que de travailler dans l'OBNL, mais non t'sais. [...] Pis j'allais me coucher, pis j'avais pas l'impression d'être accomplie, parce que je faisais ça tous les jours. (P08)

Mais comme on peut vraiment suivre le cours normal qui est aller au travail, aller à l'école pis genre... juste pas écouter ces sentiments-là pis pas se révolter pis... fa'que c'est ça, faut comme faire un gros effort en ce moment pour aller de l'autre côté pis, c'est ça, contrer l'aliénation, je sais pas comment le dire, mais c'est ça. (P13)

J'allais pas vraiment bien, j'étais vraiment comme découragée par l'état du monde, pis par le fait que je passais tout mon temps à [pratiquer mon sport], à être à l'école, à avoir un emploi. Je passais beaucoup de temps là-dedans pis les gens autour de moi, j'ai pas l'impression qu'y comprennent ou vivent dans le même monde que moi, c'est comme tellement axé sur l'individu, je suis définie par [ma performance]. J'étais incapable, je me sentais juste comme si mes valeurs s'enlignaient pas avec ce que je faisais dans la vie de tous les jours. (P05)

Certain·e·s participant·e·s ont aussi exprimé avoir ressenti une forte impasse à l'égard de leur avenir, redoutant les perspectives peu encourageantes offertes par une société capitaliste :

Je savais pas quoi faire de ma vie encore, fa'que je suis allé en sciences po juste pour pas travailler, c'est vraiment ça qui me répugnait le moins. J'allais au cégep de reculons, on m'avait dit que les sciences humaines, c'tait plus facile pis j't'allé parce que j'voulais pas travailler dans une *shop*. (P04)

Mais j'ai jamais *simpé* pour le capitalisme, ça jamais, je me suis jamais identifiée à ça. Mais t'sais j'étais pas militante anticapitaliste à 6 ans, mais... genre c'est ça je me projetais pas avec joie dans un avenir du monde du travail. (P09)

Pour résister à cette dépossession de soi, la plupart des participant·e·s ont cherché à redéfinir la place et le sens de leurs occupations dans leur vie. La prise de conscience des aspects profondément aliénants de leur vie sous le capitalisme a pu contribuer à motiver leur engagement. Ainsi, intégrer le militantisme environnemental dans leur emploi du temps peut représenter pour certain·e·s une façon personnelle de reprendre le contrôle de leur quotidien ou de se libérer tant soit peu du *système*. D'ailleurs, l'une des négociations les plus abordées par les participant·e·s est celle entre le temps dédié aux études et celui dédié au militantisme environnemental :

J'me sentais plus utile, j'avais envie de plus m'impliquer [dans la grève du climat] pis faire du temps pour ça pis j'me suis dit « ben, au pire, j'ferai une session de plus au cégep », mais ça a été le début de la tradition d'alléger mes sessions pour militer. [...] J'vais pas être capable d'être à l'école si je sais que y a des trucs à faire importants, plus urgents à côté. (P13)

J'ai fait mes études en environnement. Pis dans le fond, moi, quand j'allais à l'école, j'étais vraiment comme « je vais à l'école, je fais mes travaux », j'avais pas vraiment le temps de m'impliquer, j'étais vraiment studieuse. Quand j'ai fini l'école, j'étais comme « ah ben, j'ai plein de temps, je vais faire des choses intelligentes de mon temps. Je vais me rendre utile un peu ». (P11)

C'est entre autres une des raisons pour lesquelles je suis allé à l'université, d'ailleurs, pour militer comme je voulais. Parce qu'avec une technique j'aurais pu continuer à travailler, mais je voulais continuer à militer. (P01)

En plus des discours capitalistes qui exercent une contrainte dans le cours de la vie des individus, il est aussi important de prendre en compte les discours plus récents qui continuent de légitimer le capitalisme. En effet, de plus en plus critiqué et considéré comme non soutenable, le capitalisme se transforme de façon à se rendre plus acceptable aux yeux de la population. L'esprit du capitalisme est donc appelé à se renouveler en prenant la forme de l'éco-capitalisme, aussi appelé le « capitalisme vert » ou « croissance verte », ce qui signifie que c'est davantage à « un déplacement des valeurs qui justifient le capitalisme que nous assistons » (Chiapello, 2016, s.p.) qu'à un changement de modèle socio-économique. En effet, ce sont désormais des valeurs sociales et/ou environnementales qui sont mises de l'avant pour justifier le capitalisme. Il s'agit d'une stratégie de marketing associée au *social washing* et/ou au *greenwashing* à laquelle des participant·e·s sont très sensibles :

J'pense qu'il y a aussi des gens qui agissent de manière nuisible, mais qui sont convaincus que c'est positif, donc c'est ces personnes-là qui sont victimes du système capitaliste, donc y croient que « ah oui avec la croissance et le développement on va extraire plus de pétrole et on va avoir de l'argent pour réduire ces enjeux-là ». (P11)

L'industrie du ski est obligée de miser sur les canons à neige. Et pour alimenter les canons à neige y faut des retenues d'eau et donc, [l'industrie développe un] argument social genre « oui oui, ça va alimenter le village en contrebas, ça va être pour les agriculteurs, ça va être pour les éleveurs », mais quand on regarde la retenue collinaire, elle est juste au-dessus d'un hôtel de luxe qui est en construction. Et les hôtels de luxe... y proposent la neige au pied de l'hôtel. Tu sors de l'hôtel, tu peux aller skier tout de suite. (P14)

Plusieurs participant·e·s se montrent aussi particulièrement critiques envers les discours sur les solutions technologiques prometteuses d'une « croissance verte » :

Mon père, y pense que les solutions à l'environnement, ça va être les technologies, pis y m'envoie toujours des articles de « ah une nouvelle batterie

a été inventée! ». Pis t'sais, c'tout l'temps pareil, c'est d'la *bullshit* la. Ça va rien changer, on l'sait ben, ça fait 18 fois qu'on voit la même nouvelle pis y a rien qui a changé. (P04)

En somme, pour ces participant·e·s qui considèrent que la culture capitaliste contribue à la crise climatique, le changement social doit transiter par un changement de mentalité et de culture. Dans les mots d'un participant : « c'est comme une révolution tranquille qu'il nous faut, plus qu'une révolution armée » (P12).

3.3.2 Les « bonnes manières » de s'engager

Pour plusieurs participant·e·s, les discours prescriptifs sur les « bonnes » façons de s'engager constituent également une source de frustration envers le *système*. En tête de liste des discours sur les « bonnes » façons de s'engager, on retrouve la promotion des petits gestes ou des petits pas. Cet enthousiasme pour les petits gestes est alimenté par la *gateway (to) hypothesis* (Moor et Verhaegen, 2020), une hypothèse qui suppose que s'engager dans une action qui requiert relativement peu d'efforts permet de prendre confiance en sa capacité d'action et de développer de plus en plus de connaissances associées à cet engagement. Ce faisant, le *lifestyle politics* servirait de porte d'entrée vers d'autres modes de participation politique. Mais pour certain·e·s participant·e·s, ce culte des petits gestes pourrait plutôt avoir pour effet de freiner l'imaginaire des possibilités d'actions transformatrices :

Les cours de citoyenneté, j'ai toujours trouvé qu'ils essayaient de trouver des réponses et étaient pas assez dans à quel point c'est grave. Y voulaient montrer certains détails de qu'est-ce qui fait que telle affaire pourrait être améliorée. J'ai toujours eu une frustration par rapport à cette façon de travailler, de prendre quelque chose de vraiment petit, de comme « qu'est-ce qu'on pourrait faire pour améliorer cette petite chose qui serait un peu mieux qu'avant? » Parce que j'ai l'impression que c'est ce genre de mentalité-là qui nous pousse pas à aller vers quelque chose de plus profond. (P12)

Mais comme quand je lis ça, c'est des psychologues qui disent ça : « Faut donner aux gens des p'tits moyens d'actions, pis leur faire faire des petits gestes. » C'est le genre d'article qu'on peut lire un peu partout dans les médias de masse, mais on dirait que ça, ça m'agace parce que j'ai pas l'impression que c'est ça qu'y faut faire. Après, quand je développe des stratégies ou des actions, j'comme coincée entre ce que je pense qui a marché pour moi ou ce que j'ai vu ailleurs, pis c'est le genre de truc qu'on peut lire dans Unpointcinq média ou les événements qu'ils organisent à la Maison du développement durable ou des trucs comme ça. (P11)

Cette impression de ces participant·e·s est défendue par les partisan·ne·s de la *gateway (from) hypothesis* (Moor et Verhaegen, 2020), une hypothèse qui suggère que le *lifestyle politics* limiterait l'engagement politique des individus plutôt que de le stimuler. L'idée est que, plus un individu croit en l'efficacité des petits gestes qu'il pose, plus il est susceptible de se dégager des autres formes de participation politique à sa portée, dont l'action collective. À l'inverse, « quelqu'un[e] qui pratique le *lifestyle politics* sans croire

que cela changera grand-chose (le faisant plutôt pour des raisons déontologiques) n'aura pas le sentiment d'en avoir fait assez et ne devrait pas être détourné-e des autres modes de participation » [traduction libre] (Moor et Verhaegen, 2020, p. 95). Ainsi, les participant-e-s, qui ne croient pas que les écogestes suffisent pour adresser la crise climatique, privilégient en contrepartie les actions collectives :

Comme, je pense que les actions individuelles sont nécessaires au long terme, mais c'est pas suffisant. J'ai pas l'impression que même si tout le monde recyclait pis était végé, ça f'rait une différence. Mais le problème reste là. Fondamentalement, le problème systémique reste là... (P12)

Mais t'sais, je réfléchis à l'impact de ma consommation, mais j'ai pas l'impression que c'est ça qui va radicalement faire changer les choses. J'essaye de minimiser mes impacts, mais dans la mesure de ce qui est faisable pour moi sans que ce soit une trop grosse charge. (P09)

Aujourd'hui, on a l'impression qu'on va sauver la planète quand on met notre bouteille dans la bonne poubelle. Et en fait, ça c'est parce qu'on a réussi à se faire convaincre par tous les lobbys économiques financiers. (P14)

Qui plus est, toujours selon cette dernière hypothèse, plus une personne s'engagerait dans la *lifestyle politics*, moins elle aurait de temps et d'énergie pour s'engager dans d'autres types d'action : « *Consumer culture and the capitalist mindset have taught us to substitute acts of personal consumption (...) for organized political resistance* » (Jensen, 2009, cité dans Moor et Verhaegen, 2020, p. 93). En effet, les participant-e-s qui ont organisé leur mode de vie autour des principes d'écoresponsabilité ont constaté la difficile conciliation de leur quotidien avec leur militantisme. Ceci dit, une participante, qui représente plutôt l'exception, mentionne que c'est en cumulant les gestes écoresponsables tels que se déplacer uniquement à vélo et faire du *dumpster diving*, qu'elle a pu réduire ses heures de travail et dédier davantage de temps à son engagement dans la communauté. Mais dans la plupart des cas, la compétition entre différents modes d'action a engendré la nécessité de prioriser le militantisme plutôt que les gestes individuels pour avoir « un mode de vie durable » :

Fa'que là, être zéro déchet, végane, nanana, je me suis rendu compte de l'espace mental que ça me prenait. Pis je me suis dit « ah, mais c'est ça qu'y veulent », dans le sens où j'en avais pu d'énergie à la fin de la journée pour organiser une *manif*. Parce que là, fallait que je pense d'aller à telle place en métro pour aller chercher de la farine nanana. Tout ça pour économiser quequ'chose que souvent, *anyway*, était jeté par quelqu'un d'autre. C'est l'espace mental, je peux pas militer pis faire ça, pis genre rester en vie là. C'est juste pas possible. Fa'que je l'ai fait, je le fais pu. (P07)

Ce qui est inutile, c'est perdre toute ton énergie à faire ton épicerie zéro déchet, pis faire tout *from scratch*, pis la tout ton énergie passe là-dedans, pis là t'as pu d'énergie pour le militantisme, t'sais c'pas mieux. Ou, genre, tu fais une dépression, pis t'as pu d'énergie pour rien. Si ce que tu fais anéantit ta capacité à entreprendre des projets, c'est pas bon. (P09)

Malgré tout, la pression sociale à se tourner vers un mode de vie écoresponsable demeure très présente, puisque « le discours prônant l'adoption de "bons comportements écocitoyens" constitue une véritable injonction face à l'urgence climatique » (Gousse-Lessard et Lebrun-Paré, 2022, p. 7). Ce type de discours est tout à fait caractéristique d'une tendance néolibérale à surresponsabiliser et culpabiliser les citoyen-ne-s pour un problème social qui les dépasse largement, ce qui peut avoir des conséquences psychologiques non négligeables sur elles-eux :

[On nous dit] « non, mais soit un bon citoyen, une bonne citoyenne, trie tes déchets, prends pas ta voiture », vraiment des gestes qui te font dire que c'est toi le capitalisme et que c'est de ta faute. En plus, quand t'es une femme ou que t'as été éduqué-e comme une femme, t'as cette pression-là aussi sur les épaules [...] de pas acheter trop d'emballage, pis avoir la pression d'acheter des bons trucs pour nos enfants, pour notre mari. [...] Bref, toujours la pression d'avoir une consommation responsable. On peut pas consommer de façon responsable dans le capitalisme, c'est pas possible. (P14)

L'écoresponsabilité pèse également davantage sur les épaules des militant-e-s, parce que si elles-ils échouent à adopter un mode en cohérence avec leurs valeurs, « quelle légitimité [auront-elles-ils] pour porter un discours de dénonciation, appelant à des changements sociétaux? » (Sauvé, 2017, p. 57) :

C'est vrai qu'il a beaucoup de pression parce que notre but aux écolos, c'est de faire réaliser qu'il faut un changement sociétal et non individuel. Pis là on se fait dire : « Oui, mais toi, si tu fais pas de changement individuel, pourquoi on devrait t'écouter, que la société devrait changer? » Pis là c'est juste frustrant. (P08)

Pis, j'pense que c'est tellement un argument facile de dire « ah, mais toi tu prends ton char, mais toi tu fais j'sais pas quoi, t'as mangé un truc dans un emballage plastique », t'sais, c'est infini. Fa'que, on fait le mieux avec ce qu'on a, pis c'est ça. (P13)

Ce type d'accusations portées envers elles-eux, qui peut se rapporter au *individual lifestyle outrage*, se base sur trois mouvements discursifs pour décrédibiliser les militant-e-s environnementaux : 1) « faire passer le changement climatique d'un cadre politique à un cadre moral et individuel », 2) « souligner l'importance du sacrifice personnel dans les réponses climatiques » et 3) « faire valoir que les écologistes sont principalement engagé[e]-s dans l'autopromotion plutôt que dans la politique sérieuse » [traduction libre] (Gunster et al., 2018, p. 5). Mais ces accusations dépassent la simple question environnementale; elles s'inscrivent dans « un contexte du "processus de subjectivation néolibérale" où il s'agit d'ériger en norme sociale la performance maximale dans toutes les sphères de la vie des personnes » (Dardot et Laval, 2010, paraphrasé dans Gousse-Lessard et Lebrun-Paré, 2022). Des participant-e-s résistent à cette ultra-performativité militante en acceptant ouvertement, chez elles-eux-mêmes et

chez les autres, certaines attitudes et comportements qui ne correspondent pas à l'image du·de la « bon·ne » militant·e :

Les gens veulent tellement la perfection pis pas faire d'erreur, mais faut juste accepter que « oh oui, on est dans marde », mais après si tu sais pas comment le recyclage d'une bouteille de plastique se fait, c'est correct. [...] Pis c'est tellement important, je veux tellement pas donner l'image que je suis parfaite, genre on apprend à tous les jours, pis je pense que c'est important de montrer ça dans le militantisme, parce que c'est encore ça qui repousse beaucoup de gens. (P07)

J'suis pas végé, j'suis un fumeur, je... j'ai pas vraiment de pratiques [écoresponsables], mais moi j'essaye tout le temps de justifier ça... pis là c'est comme moitié j'y crois, moitié pas vraiment, mais comme de dire qu'on a tellement tendance à mettre la responsabilité sur l'individu du point de vue qu'être à la fois quelqu'un qui peut faire des actions intenses et aussi ne pas être un modèle en tant que mode de vie personnel, c'est comme une façon aussi de dire c'est pas nécessaire d'être végétarien pour te battre pour l'environnement, pis c'est pas parce que t'es végétarien que tes nécessairement quelqu'un qui se bat pour l'environnement. (P12)

Une participante est allée un pas plus loin, non seulement en refusant de se soumettre aux injonctions d'écoresponsabilité, mais en sabotant délibérément son recyclage. En effet, elle a décidé de ne plus « mettre les bonnes affaires aux bons endroits » (P14) en guise de contestation du travail gratuit de tri pour des entreprises qui se déresponsabilisent des déchets qu'elles génèrent. Elle soutient cette idée que l'écocivisme « bénéficie symboliquement à [celles-]ceux [qui] sont, en pratique, les moins respectueux[-euses] de l'atmosphère et des écosystèmes » (Comby, 2015, p. 16). Cependant, elle a depuis commencé à trier ses déchets, de façon plus ou moins convaincue, parce que la collecte des matières résiduelles « coûte à la collectivité et que cet argent pourrait être utilisé autrement » (P14).

En plus des discours sur les petits gestes, les discours qui valorisent l'engagement individuel au détriment de l'engagement collectif suscitent aussi un fort mécontentement chez certain·e·s participant·e·s. Plusieurs d'entre elles-eux dénoncent plus particulièrement les lacunes du système éducatif dans la promotion de l'engagement collectif :

On leur apprend pas à militer à l'école, là. [...] Je veux dire s'organiser, se mobiliser, renouveler du tissu social, créer des entreprises d'économie sociale... on nous apprend pas ça à l'école, parce qu'apprendre ça à l'école ça revient à ébranler le *système*. C'est pas ce que les discours dominants prêchent fa'que on l'apprend pas.

Non seulement le système d'éducation ne valorise pas particulièrement l'engagement collectif, mais l'institution scolaire et son personnel peuvent activement rechercher à le décourager. Un participant exprime son indignation face à la politique de son école secondaire qui interdisait aux élèves de participer aux manifestations de *Fridays for*

Future. Il souligne également l'injustice selon laquelle les élèves du secondaire n'ont pas le droit de grève. Une autre participante se souvient quant à elle d'un directeur d'école qui lui avait affirmé que son engagement militant ne lui serait d'aucune utilité sur le plan professionnel en lui disant : « Le militantisme, ça va pas faire une *job!* » (P14). Enfin, une participante critique plus largement un *système* responsable d'isoler les individus les uns des autres :

Par exemple, pour changer le *système*, j'aurais pu me dire je veux être prof parce que je veux former des jeunes, je veux former des enfants, je veux leur donner plein de clés pour qu'ils puissent à leur tour modifier pis provoquer un changement de *système*. Puis bien la, je me rends compte que c'est pas possible parce que déjà ça prend de l'organisation en commun pis d'action, du positionnement politique. [...] Il faut réapprendre à se parler, à se regarder entre êtres humains, à se comporter correctement, parce qu'on a beaucoup de travail aussi à faire de ce côté-là, à se faire confiance, à revivre ensemble, on a tellement été séparés.

En somme, les participant·e·s partagent la conviction profonde que l'engagement collectif est essentiel pour relever les défis environnementaux et sociaux de notre époque, mais que les discours sur les « bonnes » façons de s'engager peuvent être préjudiciables à cette mobilisation collective, et aux individus eux-mêmes.

3.3.3 Les « mauvaises » attitudes politiques

Aux côtés des discours ambiants sur les « bonnes » façons de s'engager, on peut certainement retrouver les discours sur les « mauvaises » attitudes politiques. Celles-ceux qui adhèrent à des courants de pensée anarchistes et radicaux sont fréquemment la cible de propos incendiaires et de répression, moins à cause des idées qu'elles-ils défendent que par ce qu'elles-ils symbolisent dans l'imaginaire collectif. En effet, l'anarchie et la radicalité sont si souvent associées à l'extrémisme, à la violence et à la marginalité (Dupuis-Déri, 2006), qu'ils sont pratiquement devenus des termes interchangeables dans le langage courant :

Je pense que le terme « radical » est souvent utilisé pour dire « extrémiste » et le terme « extrémiste » est souvent utilisé pour dire « radical ». Les gens qui veulent décrédibiliser les environmentalistes sont bons là-dedans, pour mélanger tout ça. (P04)

Mais, en fait, dans l'opinion populaire, on n'arrive jamais à savoir c'est quoi les idées de l'extrême gauche, parce qu'on est tout de suite bloqué·e par le stéréotype de l'extrémisme, de la personne habillée toute en noir, masquée, qui est punk. Genre, y a un gros amalgame de plein d'affaires, de milieux plus marginaux, quand on parle d'extrême gauche. (P06)

D'ailleurs, les militant·e·s écologistes sont parfois accusé·e·s d'écoterrorisme, entre autres par des animateur·trice·s et chroniqueur·euse·s télé ou radio :

[Les radios-poubelles], c'est sûr que ce sont des ennemies de la lutte environnementale depuis toujours. Jeff Fillion, selon lui, la menace terroriste

c'est les écologistes; il l'a déjà dit. C'est gens-là, y militent contre tout ce qui est environnemental, traitent les écolos d'emmerdeurs, pis tout ça. [...] Et la raison est simple. Eux, c'est un modèle d'affaires qui est basé sur l'automobile, les hommes les plus riches. (P04)

Toute cette confusion sémantique autour de la radicalité et de l'anarchisme est entretenue par des discours qui cherchent à faire passer pour dangereux·euses et insensé·e-s celles et ceux qui remettent en question l'ordre établi. Ainsi, les « entrepreneur[·euse·]s politico-moraux[·ales] » (Dupuis-Déri, 2006) que sont notamment les policier·ère·s, les universitaires, les journalistes ou les politicien·ne·s, accolent régulièrement l'étiquette de « déviant·e-s politiques » aux personnes associées à tort ou à raison aux mouvements anarchistes ou radicaux, dans le but de les dénuer de toute rationalité politique. Cela a bien sûr un impact sur la perception de la légitimité de leur posture politique :

Parce que pour moi, c'est une idéologie politique comme une autre, mais dans un souper de famille, quelqu'un qui dit qui est libéral, c'est pas la même chose que quelqu'un qui dit qu'y est anarchiste. Ça a pas la même connotation alors que ça devrait pas. (P06)

Il n'est donc pas rare que les participant·e·s en viennent d'abord à décrire la radicalité par son négatif, tant l'usage du terme a maintes fois été récupéré, notamment par la classe politique, pour « mine[r] profondément la légitimité de leur parole et de leurs arguments, auxquels il n'est même plus important de prêter attention car ils apparaissent irrationnels et déraisonnables » (Dupuis-Déri, 2012, p. 132). Non pas sans dérision, une participante qui se qualifie de radicale mentionne ne pas « être une superstar activiste radicale *strappée* sur un avion en vol » (P09). Une autre, de façon similaire, se défend de ne pas avoir l'intention de « s'attacher à des baleines dans le fleuve » (P06). Lorsqu'elles-ils empruntent le terme « radical », c'est parfois pour évoquer ce qui est non conventionnel, transgressif, hors-norme, subversif; bref, ce qui est plus ou moins accepté ou encouragé socialement. Dans cette optique, la désobéissance civile peut certes être considérée comme radicale, bien que ce ne soit pas toujours le cas, tel que le souligne une participante : « T'sais, comme mettons, quand je me suis fait arrêtée, je considère même pas que c'tait radical. C'tait genre une *manif* avec un artifice pour faire parler les médias, c'tait littéralement ça. » (P-09) *A contrario*, certaines actions que l'on pourrait être tenté·e d'exclure d'emblée du registre de la radicalité peuvent pourtant s'y rattacher. Par exemple, « faire du bénévolat », « aider son prochain » et « créer une communauté de gens dans son quartier » sont d'autant d'engagements cités comme pouvant être radicaux, puisqu'ils représentent des alternatives à ce qui est plus fortement valorisé dans la société néolibérale. Cependant, la plupart du temps, elles-ils emploient « radical » dans son sens étymologique, pour renvoyer à la racine du problème.

En résumé, les discours stigmatisant les voix dissidentes entravent la remise en question des structures existantes et limitent les possibilités de transformations sociales en profondeur. C'est pour cette raison que l'on pourrait considérer, à l'instar de Jennifer Earl (2003), que les « propos dénigrants tenus dans les médias [mais aussi

dans d'autres institutions], qui minent la crédibilité et la légitimité d'un mouvement » font aussi partie du champ de la répression politique s'ils contribuent à « limiter les marges de manœuvre d'un mouvement social ou [...] provoquer une "démobilisation" » (paraphrasé dans Dussault et al., 2016, p. 18).

3.3.4 L'éco-anxiété

Un autre discours qui provoque la colère de certain·e·s participant·e·s est celui de l'éco-anxiété. Vers la fin des années 2010, alors que le mouvement climatique mondial prenait de l'ampleur, l'éco-anxiété est devenue un sujet de plus en plus discuté dans la sphère publique et dans la littérature scientifique (Pihkala, 2020). Cependant, ce néologisme est actuellement loin de faire l'unanimité. Faisant l'objet de débats conceptuels, le terme éco-anxiété est souvent employé comme terme parapluie pour désigner un ensemble d'éco-émotions distinctes, mais reliées, comme la tristesse, la dépression, la honte, l'impuissance, le désespoir, le deuil, la culpabilité, la colère, etc. (Kurth et Pihkala, 2022). Bien que plusieurs définitions de l'éco-anxiété soient présentées dans la littérature, deux d'entre elles sont plus fréquemment citées. La première est celle de l'Association américaine de psychologie (2017), qui définit l'éco-anxiété comme étant « *a chronic fear of environmental doom* » (cité dans Pihkala, 2020, p. 4), tandis que la deuxième est celle du philosophe Glenn Albrecht (2012), qui décrit l'éco-anxiété comme « *the generalized sense that the ecological foundations of existence are in the process of collapse* » (cité dans Pihkala, 2020, p. 4).

Pour plusieurs participant·e·s, les discours sur l'éco-anxiété sont problématiques sur plusieurs points. D'abord, l'usage même du terme « anxiété » s'avère inexact. L'anxiété, peut-on lire sur le site du Gouvernement du Québec, est « ressentie comme une crainte dont la cause est difficile à préciser » (s.d.). Dans le cas de la crise climatique, la cause de la crainte est bel et bien identifiable, comme l'affirme une participante qui paraphrase les propos du philosophe Frédéric Lordon :

L'anxiété ça *pop*, on ne sait pas pourquoi, on peut trouver des clés pour le résoudre, mais en fait c'est une peur qui repose sur rien. Or, les peurs et la colère qu'on peut avoir quand on parle des crises écologiques, ce n'est pas de l'anxiété, ça n'est pas de l'angoisse, parce que c'est tout sauf vaporeux; c'est très concret. Y a des vraies raisons d'être inquiets, y a des vraies raisons... (P14)

Du même souffle, l'emploi du terme « éco-anxiété » évacue les causes systémiques derrière la détresse psychologique et contribue ainsi à dépolitiser la crise climatique :

C'est le capitalisme qui crée le mot d'éco-anxiété pour ranger toute cette colère-là, toute cette peur-là pour la faire exister chez les citoyens, chez les citoyennes, pour qu'ils puissent le lire et dire : « ah ben oui, c'est ça, je fais de l'éco-anxiété. » Mais donc, détourner le regard de qui provoque ça, de qui sont les responsables. (P14)

Sans nier que la crise climatique représente une menace de plus en plus importante pour le bien-être psychologique de la population (OMS, 2022), les discours autour de l'éco-anxiété peuvent être perçus comme pathologisants :

T'sais, mettons, quand on parle d'anxiété sociale, on va pas dire : « Tu fais de l'anxiété sociale et donc on va changer les gens autour de toi pour que t'en fasses pas. » On va dire : « Voici comment faire pour que t'arrêtes d'être anxieux ». J'ai l'impression que « éco-anxiété », c'est un terme qu'on utilise pour dire, c'est un problème que toi tu as, et donc comment on fait pour régler ton problème? (P12)

L'« éco-anxiété » s'accompagne aussi de discours basés sur la résilience et l'adaptation, de nouveaux impératifs contemporains (Pihkala, 2020), qui mettent de l'avant l'importance du travail émotionnel, mais aussi de l'acquisition de compétences pour faire aux problèmes écologiques mondiaux. Ce qui est dénoncé par des participant-e-s est notamment la tangente survivaliste que ce type de discours peut encourager :

Pis le pire c'est que t'sais, au Québec, y a beaucoup de gens qui ont un peu l'approche survivaliste, retour à la campagne, truc truc. C'est facile d'adopter ce genre de pensée-là en étant comme « ah ben nous, on est au Québec, on est chanceux, on a plein de ressources naturelles, plein d'eau potable, on va s'en sortir, c'pas si pire dans le fond. » [...] Mais c'est un peu un repli sur soi pis un déni de la situation. [...] Mais je remarque que depuis un moment-là, souvent je me mets à penser de cette manière-là : « Ah ben ça va être ça ma vie. Un moment donné y va y avoir un effondrement sociétal, pis je vais être dans un groupe survivaliste qui fait pousser des patates. » (P09)

Faut pas juste être dans ta communauté écologiste dans ton coin en fait, la, justement, tu peux pas engendrer de transformation systémique si juste... tu t'en sors. (P14)

Ensuite, en insistant davantage sur le versant négatif de l'anxiété, c'est-à-dire une anxiété paralysante, les discours dominants sur l'éco-anxiété laissent peu de place à l'anxiété qui serait utile et mobilisatrice face à l'adversité. Autrement dit, les discours évoquant les préoccupations pathologiques sont privilégiés à ceux abordant les préoccupations constructives (Gousse-Lessard et Lebrun-Paré, 2022). Cela peut donc renforcer une vision pessimiste de l'avenir, souvent appelée le *doomism*, que l'on pourrait traduire par un défaitisme ou un fatalisme environnemental. Désarmante, cette vision enlève de l'agentivité aux citoyen-ne-s. C'est pourquoi plusieurs participant-e-s souhaitent ardemment que soit mis de l'avant d'autres types d'éco-émotions dans les discours ambiants, comme celle de la colère qui peut servir de moteur à l'action :

J'ai pas vu des entrevues de personnes qui étaient comme : « Moi, je suis pas éco-anxieux, anxieuse, moi je suis éco-en-colère ou éco-en-furie. » Pis comme je trouve que ça c'est beaucoup plus intéressant, mais c'est pas un narratif que les médias vont pousser. [...] Je trouve que, ça, c'est beaucoup plus intéressant, parce que c'est de dire : « Oui on capote, on est éco-anxieux, anxieuses, mais on a un pouvoir par rapport à ça, pis on est pas juste paralysé-e-s un peu. » Fa'que oui, je pense que ça c'est le genre de narratif qui gagnerait d'être plus mis de l'avant par les mouvements, de genre se réapproprié la colère pis de pas s'excuser de ça. (P13)

Éco-en-criss, c'est comme la façon de dire on n'est pas juste anxieux pis on *shake*. On est fâchés, on est en colère par rapport à une situation qui devrait changer et qui ne change pas... qu'on voit quelque chose qui va vraiment pas bien et ça nous affecte. (P12)

C'est d'ailleurs ce contre-discours qui a été mis de l'avant lors de la journée de la Terre du 22 avril dernier par la Coalition étudiante pour un virage environnemental et social (CEVES) Tiohtià:ke/Montréal, qui a organisé une journée d'action sous la thématique « en criss climatique » (Macias, 2023). En bref, ces participant·e·s critiquent les discours axés sur l'éco-anxiété, qui auraient pour effets de psychologiser et de dépolitiser l'enjeu de la crise climatique. En contrepartie, elles-ils plaident pour mettre de l'avant un discours axé sur la colère, qui est par nature politique, puisque dirigée envers un système.

3.4 Les non-discours

Le système ne se résume pas seulement aux discours ambiants; il est aussi composé de ce qui s'apparente à des non-discours, c'est-à-dire à tout ce qui n'est pas dit, tout ce qui est tu. Dans les mots d'une participante, « le système, c'est le fait qu'on reste silencieux » (P05). Quelques participant·e·s ont donc souligné la difficulté de faire entendre l'importance et la gravité de la crise climatique dans l'espace public. Selon elles-eux, cette difficulté a été plus particulièrement accentuée durant la période de la COVID en raison de la saturation de l'espace médiatique par les informations liées à la pandémie, mais aussi en raison d'un traitement différencié en termes de gravité entre la crise sanitaire et la crise climatique :

Les gens sont vraiment pas ouverts à parler d'environnement, y s'en câlissent en fait, tout le monde s'en câlisse. [...] Le seul enjeu, t'ouvres les nouvelles, c'est encore juste ça t'sais. Pis ben moi je pense que la COVID, c'est grave, je suis pas dans le déni. [...] Mais pendant ce temps-là la crise climatique a l'arrête pas, là, t'sais. Pis on perd du temps précieux, pis les conséquences de la crise climatique vont être probablement vraiment plus graves que celles de la COVID, t'sais... autant au niveau social, économique, que de santé, que tous les autres niveaux. Fa'que c'est un peu décourageant. (P09)

... Y avait tout l'aspect aussi de comme « ok, la COVID vient de nous prouver que quand on considère quelque chose comme une crise, ben on peut réorganiser une économie en fonction de ça, pis on s'adapte »... C'est juste qu'en ce moment, les changements climatiques, on ne traite pas ça comme une crise, pis y a rien qui se passe. (P06)

Avant, je consultais beaucoup les journaux et les nouvelles par la presse papier et la télé. Depuis la COVID, j'ai complètement arrêté ça; ça aidait pas aussi, qu'on parlait juste de t'ça, c'était comme moins intéressant. Ça me déprime de lire ça, pis de voir les valeurs qui sont propagées, pis aussi l'absence de couverture sur des enjeux beaucoup plus importants que d'autres. (P02)

La difficulté de percer les médias est aussi discutée par les militant·e·s en région qui essaient de faire connaître les enjeux environnementaux locaux. Une participante a

abordé le manque de couverture médiatique des actions qui se déroulent dans des endroits reculés, en raison de la distance, du manque de réseau cellulaire et de la vulnérabilité à laquelle peuvent s'exposer les journalistes. Une autre participante a constaté que les médias, tout comme la population, manquent d'engouement pour les questions environnementales en région, ce qui les amène à ne pas couvrir leurs actions ou à déléguer cette tâche à des stagiaires.

Les médias constituent pourtant un outil central aux actions de désobéissance civile, pour remettre l'enjeu climatique au cœur du discours public et pour attirer l'attention sur des enjeux « qui n'auraient pas eu nécessairement cette attention-là » (P13). Cela se rapporte très étroitement à la vision de Jacques Rancière qui oppose *police* et *politique*. Pour lui, la police réfère aux structures institutionnelles qui créent et maintiennent un ordre social « de ce qui peut être dit et vu [et] qui fait que telle parole est entendue comme un discours et telle autre comme du bruit » (Rancière, 1995, cité dans Paturet, 2006, p. 159). Mais, ce qui est vraiment politique à son point de vue, c'est de « [faire] voir ce qui n'avait pas lieu d'être vu, faire entendre un discours là où seul le bruit avait son lieu » (Rancière, 1995, cité dans Paturet, 2006, p. 159). Ces participant·e·s cherchent donc à encourager les discussions citoyennes sur des enjeux qui ne sont pas nécessairement couverts par les médias traditionnels :

T'sais, TVA Nouvelles va pas parler de quelqu'un a fait une conférence sur l'environnement, tandis que... ah ben là, tu bloques le pont Jacques-Cartier, ben soudainement ta famille en parle comme à Noël l'année d'après. Fa'que c'est d'être capable d'avoir une conversation... T'sais, je dis pas nécessairement que c'est un bon coup pour la cause que TVA Nouvelles en parle, mais la discussion que ça amène après peut aider.

Cependant, de nombreux·euses participant·e·s reconnaissent les risques liés à l'interprétation de leurs actions et soutiennent que cela peut parfois nuire à la cause. Une participante souligne l'importance de contrôler l'information qui circule dans les médias, car le message peut rapidement être détourné : « Si tu contrôles pas le narratif, ben les médias ou les politiciens vont en choisir un pour toi. Si tu sors pas avec un message clair, on va t'en mettre un dans bouche » (P09). Ainsi, afin de rendre visible ce qui était autrefois invisible, les participant·e·s n'hésitent pas à occuper l'espace médiatique, mais aussi l'espace public et l'espace visuel, à travers des graffitis, des bannières et d'autres projets artistiques. Leurs actions visent donc à « s'imposer dans le paysage » et s'assurer « qu'il n'y ait personne qui ne soit pas au courant » de certains enjeux.

Par ailleurs, des participant·e·s critiquent le silence qui entoure la crise climatique, non seulement dans les médias, mais aussi dans le système d'éducation. Elles·ils estiment que l'éducation relative à l'environnement ne traite pas suffisamment des causes systémiques de la crise climatique, ce qui peut être qualifié de « négationnisme systémique ». Ainsi, une participante affirme que le cursus scolaire met « l'emphase sur la science du changement climatique plutôt que sur les causes sociales des changements climatiques » (P05). Une participante critique plus spécifiquement les professeur·e·s qui se gardent une réserve quant à leurs opinions politiques : « Y disent qu'y ne veulent pas influencer les élèves. Mais l'environnement, c'est pu rendu une

question de politique, c'est des faits » (P10). Selon un autre participant, les directions d'établissement imposent une forme de censure aux enseignants :

Les profs avaient pas vraiment le droit de nous parler [du mouvement climatique]. La Direction voulait pas que les profs nous en parlent ou expriment une opinion là-dessus. La direction était vraiment contre. Ils disaient que fallait que l'éducation passe avant n'importe quel enjeu social parce que leur argument était qu'en étant plus éduqué·e·s, on allait plus pouvoir changer la société. Selon moi, si on prend le temps de s'éduquer, d'aller jusqu'à l'université, ma génération, y va être déjà beaucoup trop tard si on veut changer quelque chose. (P03)

Enfin, si certain·e·s participant·e·s expriment une appréciation positive de l'éducation à l'environnement qu'elles·ils ont reçue, elles·ils regrettent cependant que les impacts de la crise climatique ne soient abordés que tardivement dans leur parcours scolaire, ou qu'ils ne soient pas accompagnés de solutions pour y faire face :

Si on enseignait ça plus tôt, ou si on enseignait ça dans toutes les écoles et si on comprenait les impacts de notre mode de vie non seulement au Québec, mais ailleurs dans le monde, ben clairement qu'on ferait des choses différemment. [...] Mais c'est ça qui crée de l'éco-anxiété, c'est qu'on fait juste leur apprendre les problèmes, ils les apprennent dans les journaux sinon. Mais on leur apprend pas les solutions. (P06)

Dans l'ensemble, les participant·e·s souhaitent une plus grande ouverture et une plus grande place accordée aux enjeux environnementaux tant dans les médias que dans le système d'éducation. Elles·ils soulignent l'importance de briser les silences, de susciter des discussions citoyennes et de faire connaître les enjeux souvent négligés par les médias traditionnels.

DISCUSSION

Afin d'approfondir notre compréhension de l'engagement des participant·e·s, il est primordial d'établir des liens entre les résultats obtenus et la littérature existante. Dans cette perspective, il convient tout d'abord de mettre en exergue les travaux de Cécile Van de Velde, notamment ceux qui se concentrent sur l'expression de la colère sociale chez les jeunes. Ses recherches permettent de mieux appréhender la nature de la colère vécue par les participant·e·s. Ensuite, certains liens peuvent être établis entre les résultats de cette recherche et ceux des travaux d'Élisabeth Greissler, qui se concentrent plus spécifiquement sur l'engagement des jeunes en situation de marginalité qui adoptent également des positions radicales. Cette mise en relation permet d'effectuer des comparaisons pertinentes entre les différentes formes d'engagement des jeunes, en tenant compte des contextes spécifiques dans lesquels elles·ils évoluent. Enfin, il est essentiel d'apporter quelques nuances sur l'importance du *lifestyle politics* pour les participant·e·s par rapport à ce qui prédomine dans la littérature sur l'engagement des jeunes.

La colère sociale

La colère vécue par les participant·e·s s'inscrit principalement dans ce que Cécile Van de Velde (2022) nomme « la colère des inclu[e]·s ». La colère des inclus·e·s renvoie à une promesse sociale trahie, associée à un sentiment de perte de contrôle à la fois sur leur destin individuel et sur le destin collectif. Selon elle, l'idée d'un « vol de l'avenir » ou de la « perte de vies » incarne particulièrement ce type de colère dans le mouvement environnemental. Chez les participant·e·s, ce type de discours est certes présent, mais leur colère émerge plus spécifiquement avec la notion d'un non-respect du « contrat social », soit un pacte tacite entre l'État et les citoyen·ne·s reposant sur des attentes mutuelles. C'est parce que l'État ne parvient plus à garantir les droits, la justice et la protection de la population, qu'elles·ils éprouvent de la colère.

Mais la colère des inclus·e·s peut aussi se présenter au sein même des parcours de vie, car, selon Cécile Van de Velde (2016), elle émane d'une peur d'être « dévié[e] » de ses propres choix ou de ses aspirations, [...] [de] l'expérience d'un possible désajustement non plus vertical dans l'échelle sociale, mais bien plus horizontal, par rapport à soi » (cité dans Loncle, 2016, p. 50). En effet, des participant·e·s expriment leur frustration face aux normes et aux attentes sociales qui imposent un « cours normal de la vie », soit une manière dont la vie de tous·tes et chacun·e devrait se dérouler pour se conformer à un modèle de réussite prédéfini. Cette tension s'exprime notamment à travers leurs difficultés à s'épanouir dans un système éducatif qui ne répond pas véritablement à leurs motivations. De même, lorsqu'elles·ils tentent d'intégrer le monde du travail ou de se projeter dans leur carrière professionnelle, elles·ils se heurtent aux contraintes du système capitaliste, qui peuvent s'avérer incompatibles avec leurs valeurs.

Une autre forme de colère qu'elles-ils éprouvent est en partie liée à ce que Cécile Van de Velde (2022) appelle « la colère des marges », bien qu'il puisse y avoir certaines distinctions. Alors que cette forme de colère est typiquement caractérisée par le sentiment d'efforts vains et la dureté du marché du travail, les participant·e·s mettent plutôt l'accent sur les difficultés spécifiques associées au militantisme socio-environnemental. Ainsi, elles-ils décrivent un épuisement et un découragement liés aux actions souvent infructueuses du militantisme, à l'injonction à l'écoresponsabilité au quotidien et au manque de solidarité au sein de la population. De même, plutôt que de dénoncer la compétition sociale, elles-ils soulignent la pression de performance militante existante au sein des groupes militants et les conflits internes qui peuvent s'y manifester, ce qui peut être à la source d'une grande colère : « La critique qui vient de ton propre groupe avec qui t'es supposé·e partager tes intérêts et tes valeurs, c'est difficile. C'est ben plus difficile que le *backlash* qui vient des médias ou de monsieur madame tout le monde t'sais. » (P09)

Enfin, les travaux de Cécile Van de Velde nous informent que « la colère des marges » peut aussi déboucher sur l'abstention électorale, la polarisation des votes et une sensibilité aux discours populiste ou radicalement antisystème (Van de Velde et Pickard, 2021). Chez les participant·e·s, il se dégage des discours mettant fortement en opposition un « nous » contre un « [elles-]eux », le « nous » étant généralement la population et le « [elles-]eux » étant les élites politiques et économiques. Un autre élément qui se rapporte à cette colère est la présence dans certains de leurs discours d'une tentation d'adopter une approche diamétralement opposée à leur positionnement politique habituel. Par exemple, certain·e·s envisagent l'idée de tolérer, voire même d'encourager le capitalisme, de voter pour un gouvernement qui affiche ouvertement des positions nuisibles à l'environnement ou d'avoir des pratiques écologiques volontairement « non responsables ». Sans pour autant se concrétiser, ses idées témoignent d'une volonté de perturber le système par tous les moyens possibles, y compris de le laisser courir à sa propre perte. Autrement dit, elles-ils veulent faire « éclater le système » (Van de Velde et Pickard, 2021) le plus rapidement possible.

Entre la colère et l'action

Comme nous avons pu le constater tout au long de ce rapport de recherche, l'indignation face au système est un des éléments les plus mobilisateurs de l'engagement des participant·e·s de cette étude. Cependant, il est important de noter qu'elles-ils ne sont pas nécessairement plus indigné·e·s que d'autres individus vis-à-vis du système, mais plutôt qu'elles-ils parviennent à rendre leur indignation plus visible et audible dans l'espace public. En effet, les travaux d'Élisabeth Greissler mettent en évidence que de nombreux·euses jeunes en situation de marginalité ont, elles-eux aussi, une grande capacité à s'indigner face au système et à remettre en question les normes dominantes. Cette indignation est profondément enracinée dans leur parcours de vie, en particulier dans leurs expériences liées à leur situation de marginalité. Tout comme les participant·e·s de cette étude, plusieurs adoptent une posture anticapitaliste, altermondialiste ou écologiste. Mais bien qu'elles-ils puissent envisager des actions radicales ou violentes, voire souhaiter la révolution, il y a cependant généralement un

décalage entre leurs prises de position critiques et leurs actions concrètes (Greissler, 2014), ce que Paugam nomme « un radicalisme dépolitisé » (2000, dans Greissler, 2014).

Il existe un discours prédominant chez ces jeunes en situation de marginalité qui n'apparaît pas dans mon étude, ou du moins qui ne se manifeste jamais de cette manière : le sentiment d'être manipulé·e par le système (Greissler, 2014). Elles-ils se sentent particulièrement manipulé·e-s par le capitalisme, les médias, le gouvernement, et même par les groupes militants. Plus spécifiquement concernant ce dernier point, certain·e-s ressentent qu'elles-ils sont utilisé·e-s par certains groupes militants pour atteindre des objectifs qui ne correspondent pas à leurs intérêts personnels ou qui les exposent à des risques de violence et de judiciarisation, auxquels elles-ils peuvent par ailleurs être déjà confronté·e-s au quotidien. Cette perception de manipulation les amène à se dégager de certains espaces politiques, y compris la participation électorale et le militantisme. Cette différence dans leurs discours peut nous aider à comprendre pourquoi ces jeunes, pourtant indigné·e-s, « restent majoritairement cantonnés à la sphère locale, voire privée ou intime » (Greissler, 2014, p. 357), en plus d'une multitude d'autres obstacles à leur engagement. En somme, la colère et l'indignation à elles seules ne suffisent pas pour passer aux actions plus radicales.

Quelques nuances sur le *lifestyle politics*

Dans la littérature sur l'engagement contemporain des jeunes, il est fréquemment mentionné que les jeunes sont plus enclin·e-s que leurs aîné·e-s à se tourner vers le *lifestyle politics*. On y dit qu'elles-ils « vivent en harmonie avec leurs valeurs [...] en s'engageant dans la "consommation politique", la "consommation éthique" et la "consommation verte" » [traduction libre] (Pickard, 2022, p. 3). Bien que la consommation responsable puisse effectivement être plus présente chez les plus jeunes, il est essentiel de nuancer l'importance que les participant·e-s de cette étude peuvent accorder à ces pratiques. Pour tous·tes les participant·e-s, le fait de vivre en harmonie avec leurs valeurs passe avant tout par le militantisme socio-environnemental plutôt que par l'écocivisme ou la consommation responsable. Bien que leur préoccupation pour l'environnement puisse se refléter dans leurs pratiques quotidiennes, nous avons vu que certain·e-s participant·e-s considèrent même que ne pas adopter de comportements écoresponsables est plus cohérent avec leurs valeurs. Pour elles-eux, cette « inaction politique » peut être perçue comme un acte de résistance face aux discours dominants qui mettent l'accent sur la responsabilité individuelle dans les enjeux environnementaux. D'autres soutiennent que, dans tous les cas, il est impossible de concilier pleinement leurs valeurs personnelles avec l'adoption de gestes écoresponsables dans le système actuel. De plus, plusieurs accordent une importance moindre aux gestes écoresponsables par rapport à d'autres actions, car elles-ils remettent en doute son efficacité de transformation sociale.

Les résultats de cette recherche nous amènent à conclure, au même titre que Cécile Van de Velde, que « plus encore que la consommation quotidienne, c'est le choix de vie lui-même qui devient codé comme un acte de résistance politique » (cité dans Miller, 2019). Cela se traduit chez les participant·e-s par une organisation et une négociation des

différentes sphères de leur vie de façon à accorder une place de choix au militantisme. Enfin, lorsqu'on se demande quel sens les participant·e·s donnent à leurs actions, il est important de souligner que c'est le militantisme lui-même qui donne ou redonne une signification profonde à leur quotidien. En somme, ce qui caractérise vraiment l'engagement de ces jeunes, c'est le primat de l'action collective sur toutes les autres formes d'engagement.

CONCLUSION

En conclusion, cette recherche nous a permis de mieux comprendre pourquoi et comment de jeunes s'engagent dans la désobéissance civile dans le mouvement climatique. En explorant le sens que les participant·e·s donnent à la désobéissance civile, nous avons d'emblée constaté toute l'ambiguïté et la complexité autour de ce terme. Cependant, un principe fondamental sur lequel les jeunes militant·e·s insistent sans équivoque est la dimension politique de la désobéissance civile, caractérisée par une action au service de l'intérêt général de la population ou d'une communauté spécifique. Il est aussi apparu clairement qu'elles·ils s'ancrent tous·tes une approche radicale de la désobéissance civile, c'est-à-dire une remise en question globale du système, dépassant ainsi la simple contestation de politiques spécifiques. Et, bien qu'elles·ils remettent en question la légitimité de l'État dans la prise de décisions qui affectent l'ensemble de la société, la plupart de ces jeunes militant·e·s font néanmoins le choix de s'adresser à lui, même si ce n'est que temporairement, en reconnaissant son rôle central dans le processus de changement.

Ensuite, en nous penchant sur le parcours politique de ces jeunes, nous avons constaté leur forte socialisation politique à travers leur famille, l'école et leurs pairs. De plus, leurs expériences d'adversité notamment face à des figures d'autorité et leur ouverture à de nouvelles perspectives semblent avoir contribué de manière significative à la formation de leurs prises de position. Toutefois, au sein même de leur parcours, c'est le contexte social, voire le *système* lui-même, qui se profile comme l'agent principal de leur socialisation politique. À cet égard, les différents mouvements sociaux auxquels elles·ils ont pu prendre part ont contribué à façonner leurs représentations du *système*, tandis que les émotions intenses qu'elles·ils ont ressenties tout au long de leur parcours témoignent de l'impact qu'il a pu avoir sur elles·eux.

Enfin, l'exploration des représentations du *système* des participant·e·s, qui s'articulent autour des rapports sociaux de pouvoir, des institutions étatiques, des discours et des non-discours, a permis de mettre en lumière les sources de leur colère. Nous avons pu constater que les critiques qu'elles·ils adressent dépassent largement le cadre de la classe politique; elles concernent aussi, entre autres, la police, le système judiciaire, le capitalisme, le monde du travail, le système éducatif et les médias. La pandémie de COVID-19 est également apparue comme une thématique récurrente dans les discours des participant·e·s; pour bon nombre d'entre elles·eux, cette période a été marquée par l'anéantissement des efforts de mobilisation qu'elles·ils avaient déployés au cours des dernières années, par une intensification de la répression policière à laquelle elles·ils ont été confronté·e·s, ainsi que par une difficulté accrue à rendre visibles les enjeux socio-environnementaux. Mais la pandémie de COVID-19 a également offert à plusieurs d'entre elles·eux l'occasion de prendre du recul, de réfléchir à leurs stratégies de lutte et de se réorganiser en vue d'un possible retour en force du militantisme socio-environnemental dans les années à venir.

BIBLIOGRAPHIE

- Abric, J.-C. (1994). *Pratiques sociales et représentations*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Asselin, F.-N. (1998). *Environnementalisme radicale : Désobéissance civile et écosabotage chez Earth First!* [Mémoire de maîtrise, Université Laval]. https://www.collectionscanada.gc.ca/obj/s4/f2/dsk2/tape15/PQDD_0014/MQ37997.pdf
- Bargel, L., et Darmon, M. (2017). *Socialisation politique : Moments, instances, processus et définitions du politique*. <https://hal.science/hal-01576832>
- Becquet, V., et Goyette, M. (2014). L'engagement des jeunes en difficulté. *Sociétés et jeunesses en difficulté*, 14. <https://journals.openedition.org/sejed/7828>
- Bigirimana, C. (2005). Essai d'analyse philosophique de la désobéissance civile. *Laval théologique et philosophique*, 61(2), 337-344. <https://doi.org/10.7202/011822ar>
- Bookchin, M. (2012). *Qu'est-ce que l'écologie sociale?* (4^e éd). Atelier de création libertaire.
- Boudon, R. (2004). Théorie du choix rationnel ou individualisme méthodologique? *Revue du MAUSS*, 24(2), 281-309. <https://doi.org/10.3917/rdm.024.0281>
- Bousfield, K., et Tinkler, J. (2019). Disengaged or disillusioned. *Ethos : The Journal of Social Education Victoria*, 27(2), 20-23.
- Braithwaite, J. (1989). *Crime, Shame and Reintegration*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Caron, C. (2018). La citoyenneté des adolescents du 21^e siècle dans une perspective de justice sociale : Pourquoi et comment? *Lien social et Politiques*, 80, 52-68. <https://doi.org/10.7202/1044109ar>
- Celikates, R. (2013). La désobéissance civile : Entre non-violence et violence. *Rue Descartes*, 77(1), 35-51. <https://doi.org/10.3917/rdes.077.0035>
- Centr'ERE, UQAM. (2018). *Stratégie québécoise d'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté*. <https://centrere.uqam.ca/wp-content/uploads/2021/03/Strategie-Edition-complete.pdf>
- Cervera-Marzal, M. (2013). *Désobéir en démocratie. La pensée désobéissante de Thoreau à Martin Luther King*. Aux forges de Vulcain. <https://banq.pretnumerique.ca/resources/5328beb71dab10c2973171bf> [Version numérique]
- Champagne St-Arnaud, V., Daignault, P., Alexandre, M., Ducharme, M.-È., Lalloz, C., et Poitras, P. (2020). *Baromètre de l'action climatique 2020. Disposition des Québécois et des Québécoises envers les défis climatiques*. <https://doi.org/10.13140/RG.2.2.24211.30247>
- Charbonneau, J. et Gallant, N. (2023). *Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen? Retour sur un forum d'échange franco-québécois*. Institut national de la recherche scientifique. <https://chairejeunesse.ca/documentation/comment-les->

jeunes-reinventent-ils-lengagement-citoyen-retour-sur-un-forum-dechange-franco-quebecois/

- Chersich, M. F., Scorgie, F., Wright, C. Y., Mullick, S., Mathee, A., Hess, J., Richter, M., et Rees, H. (2019). Climate change and adolescents in South Africa : The role of youth activism and the health sector in safeguarding adolescents' health and education. *South African Medical Journal*, 109(9), 615-619. <https://doi.org/10.7196/SAMJ.2019.v109i9.14327>
- Chiapello, È. (2016). Esprit du capitalisme. In N. Postel et R. Sobel (Éds.), *Dictionnaire critique de la RSE* (p. 182-187). Presses universitaires du Septentrion. <https://doi.org/10.4000/books.septentrion.6581>
- Comby, J.-B. (2015). *La question climatique : Genèse et dépolitisation d'un problème public*. Paris : Raisons d'agir.
- Corbin, E., Mieyaa, Y., Huet-Gueye, M., et Beaumatin, A. (2021). L'engagement politico-climatique des jeunes : Une sphère de socialisation et de personnalisation en période de crise. *Tréma*, 56, Article 56. <https://doi.org/10.4000/trema.7139>
- Cuconato, M., Demozzi, S., et Becquet, V. (2020). The interplay between life trajectories and participation careers. In A. Walther, J. Batsleer, P. Loncle, et Pohl Axel (Éds.), *Young People and the Struggle for Participation : Contested Practices, Powers and Pedagogies in Public Spaces* (p. 146-160). Routledge.
- Donjon, J. (2022). *Éco-anxiété, un enjeu de santé mentale ? : Hors-série de la revue Santé mentale*. <https://www.santementale.fr/2022/08/eco-anxiete-un-enjeu-de-sante-mentale/>
- Dubar, C. (2007). Les sociologues face au langage et à l'individu. *Langage et société*, 121-122(3-4), 29-43. <https://doi.org/10.3917/ls.121.0029>
- Dufour, P., Hayes, G., et Ollitrault, S. (2012). Présentation : Radicalités et radicalisations – la fabrication d'une nouvelle « norme » politique ? *Lien social et Politiques*, 68, 7-12. <https://doi.org/10.7202/1014802ar>
- Dufour, P., Dupuis-Déri, F. et Purenne, A. (2020). La police à l'épreuve de la démocratie. *Lien social et Politiques*, (84), 4-24. <https://doi.org/10.7202/1069440ar>
- Dupuis-Déri, F. (2004). Penser l'action directe des Black Blocs. *Politix*, 17(68), 79-109.
- Dupuis-Déri, F. (2006). Broyer du noir. Manifestations et répression policière au Québec. *Les ateliers de l'éthique*, 1(1), 58-80. <https://doi.org/1866/2480>
- Dupuis-Déri, F. (2012). « L'argument de la vitrine cassée est le meilleur du monde moderne ». Reconsidérer les rapports entre l'action directe et la politique délibérative. *Les ateliers de l'éthique*, 7(1), 127-140.
- Dupuis-Déri, F. (2014). Émergence de la notion de « profilage politique » : Répression policière et mouvements sociaux au Québec. *Politique et Sociétés*, 33(3), 31-56. <https://doi.org/10.7202/1027939ar>
- Dupuis-Déri, F. (2019). *Nous n'irons plus aux urnes. Plaidoyer pour l'abstention*. Montréal : Lux Éditeur.

- Dupuis-Déri, F. (2020). Mobilisations de la jeunesse pour le climat au Québec : Analyse des dynamiques conflictuelles à l'école. *Sociologie et sociétés*, 52(2), 303-325. <https://doi.org/10.7202/1088759ar>
- Dupuis-Déri, F. (2021). Youth Strike for Climate : Resistance of School Administrations, Conflicts Among Students, and Legitimacy of Autonomous Civil Disobedience—The Case of Québec. *Frontiers in Political Science*, 3, 32. <https://doi.org/10.3389/fpos.2021.634538>
- Dupuis-Déri, F. (2022, décembre 5). COP15: L'écologisme est-il le nouvel anticapitalisme? *Pivot*. Consulté le 3 décembre 2023 : <https://pivot.quebec/2022/12/05/cop15-lecologisme-est-il-le-nouvel-anticapitalisme/>
- Durand Folco, J. (2017). *À nous la ville ! Traité de municipalisme*. Montréal : Écosociété. <https://www.perlego.com/book/3171731/nous-la-ville-trait-de-municipalisme-pdf>
- Dussault, J., Dupuis-Déri, F., Bellot, C., Lemonde, L., et Morin, A. D. (2016). *Étouffer la dissidence – Vingt-cinq ans de répression politique au Québec*. Montréal : Lux Éditeur.
- Dussault, L. (12 novembre, 2021). Blocus de Fairy Creek : Manifestation pour les forêts anciennes à Montréal. *La Presse*. Consulté le 3 décembre 2023 : <https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/2021-11-12/blocus-de-fairy-creek/manifestation-pour-les-forets-anciennes-a-montreal.php>
- Foa, R. S., et Mounk, Y. (2016). The Danger of Deconsolidation : The Democratic Disconnect. *Journal of Democracy*, 27(3), 5-17. <https://doi.org/10.1353/jod.2016.0049>
- Fournier, B., et Grandjean, G. (2013). Socialisation et intérêts politiques : Nouvelles contributions empiriques. *Politique et Sociétés*, 32(2), 3-9. <https://doi.org/10.7202/1021352ar>
- Gallant, N. (2017a). "The 'Good,' the 'Bad' and the 'Useless' : Young People's Political Action Repertoires in Quebec. In S. Pickard et J. Bessant, *Young People Re-Generating Politics in Times of Crises* (p. 77-94). Springer International Publishing.
- Gallant, N. (2017b). Quatre grands types de pratiques politiques, en ligne comme hors ligne. *Bulletin d'information de l'Observatoire Jeunes et Société*, 14(2), 14-16. http://obsjeunes.qc.ca/sites/obsjeunes.qc.ca/files/OJS_Numerique2017_1.pdf
- Gallant, N. (2019). Prolégomènes pour l'étude de l'engagement des jeunes dans diverses sphères de vie : Réflexions conceptuelles et esquisse d'opérationnalisation. *Revue Jeunes et Société*, 4, 91-112. <https://doi.org/10.7202/1069171ar>
- Gallant, N. (2021). *Que voient les adolescents en ligne ? Socialisation politique et pratiques numériques ordinaires des adolescents au Québec*. Rapport de recherche remis au Centre d'études sur les médias, Sherbrooke : Canada.
- Gallant, N., et Lardeux, L. (2019). La participation des jeunes à la décision politique. *Bulletin de l'Observatoire jeunes et société*, 16(1), 22-26. http://obsjeunes.qc.ca/sites/obsjeunes.qc.ca/files/Bulletin_politiques_France-Quebec.pdf
- Garneau, S. (2019). Éléments pour une analyse du non-engagement et du désengagement des jeunes comme processus sociaux. *Revue Jeunes et Société*, 4(1), 4-22. <https://doi.org/10.7202/1069166ar>

- Garnier, C., et Sauvé, L. (1999). Apport de la théorie des représentations sociales à l'éducation relative à l'environnement – Conditions pour un design de recherche. *Éducation relative à l'environnement*, 1. <https://doi.org/10.4000/ere.7204>
- González Gaudiano, E. J. (2022). L'éducation relative à l'environnement sous l'ère néolibérale : Ombres et lumières à l'heure du changement climatique. *Éducation et socialisation*, 63. <https://doi.org/10.4000/edso.18133>
- Gousse-Lessard, A.-S., et Lebrun-Paré, F. (2022). Regards croisés sur le phénomène « d'écoanxiété » : Perspectives psychologique, sociale et éducationnelle. *Éducation relative à l'environnement*, 17(1). <https://doi.org/10.4000/ere.8159>
- Gouvernement du Québec. (s. d.). À propos des troubles anxieux. Gouvernement du Québec. Consulté le 4 juin 2023 : <https://www.quebec.ca/sante/conseils-et-prevention/sante-mentale/informer-sur-troubles-mentaux/troubles-mentaux/troubles-anxieux/a-propos-troubles-anxieux>
- Gouvernement du Québec. (2023). Information destinée aux accusés – Programme de mesures de recherche général pour adultes. Gouvernement du Québec. Consulté le 4 juin 2023 : <https://www.quebec.ca/justice-et-etat-civil/systeme-judiciaire/processus-judiciaire/processus-judiciaire-au-criminel/programmes-contrevenants/mesures-rechange-adultes/accuses>
- Greissler, E. (2014). *Contraintes et conditions d'émergence de l'engagement des jeunes en situation de marginalité* [Thèse de doctorat, Université de Montréal]. <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/10524>
- Guibet Lafaye, C. (2017). Engagement radical, extrême ou violent : Basculement ou « continuation de soi ? » *Sens public*. <https://doi.org/10.7202/1048842ar>
- Gunster, S., Fleet, D., Paterson, M., et Saurette, P. (2018). "Why Don't You Act Like You Believe It?" : Competing Visions of Climate Hypocrisy. *Frontiers in Communication*, 3. <https://doi.org/10.3389/fcomm.2018.00049>
- Inglehart, R. (1977). *The Silent Revolution : Changing Values and Political Styles Among Western Publics*. Princeton University Press.
- Jodelet, D. (1989). Les représentations sociales : Un domaine en expansion. In D. Jodelet (Éd.), *Les représentations sociales* (p. 47-78). Paris, PUF.
- Jovchelovitch, S. (2001). Social representations, public life and social construction. In K. Deaux et G. Philogene (Éds.), *Representations of the Social : Bridging Theoretical Traditions*. London : Blackwell Publishing.
- Kaijser, A., et Kronsell, A. (2014). Climate Change through the Lens of Intersectionality. *Environmental Politics*, 23. <https://doi.org/10.1080/09644016.2013.835203>
- Kurth, C., et Pihkala, P. (2022). Eco-anxiety : What it is and why it matters. *Frontiers in Psychology*, 13. <https://doi.org/10.3389/fpsyg.2022.981814>
- Lacaze, L. (2008). La théorie de l'étiquetage modifiée, ou l'« analyse stigmatisée » revisitée. *Nouvelle revue de psychosociologie*, 5(1), 183-199. <https://doi.org/10.3917/nrp.005.0183>
- Lacroix, I. (2018). *Radicalisations et jeunesses*. *Revue de littérature*. INJEP Notes et rapports / Revue de littérature. <https://injep.fr/publication/radicalisations-et-jeunesses/>

- Lahire, B. (2013). La fabrication sociale des individus : Cadres, modalités, temps et effets de socialisation. In *Dans les plis singuliers du social* (p. 115-132). Paris : La Découverte.
- Lardeux, L. (2016). L'engagement des jeunes : Stabilité et (r)évolutions. *L'école des parents, Sup. au 619(5)*, 79-97. <https://doi.org/10.3917/epar.s619.0079>
- Ligue des droits et libertés. (2015a). *Rapport alternatif de la Ligue des droits et libertés du Québec*. <http://liguedesdroits.ca/wp-content/fichiers/rapportcdh-ldl-juin2015-francais1.pdf>
- Ligue des droits et libertés. (2015b). *Manifestations et répression. Points saillants du bilan sur le droit de manifester au Québec*. https://liguedesdroits.ca/wp-content/fichiers/rapport_manifestations_repressions_ldl.pdf
- Lobet, D., et Cavalcante, L. E. (2014). Transmission à rebours, filiation inversée, socialisation ascendante : Regards renversés sur les rapports de générations. *Enfances Familles Générations. Revue interdisciplinaire sur la famille contemporaine*, 20. <https://journals.openedition.org/efg/497?lang=en>
- Loncle, P. (2016). Sous la colère, les épreuves du devenir adulte en monde néolibéral. *Informations sociales*, 195(4), 48-53. <https://doi.org/10.3917/inso.195.0048>
- Luckerhoff, J., et Guillemette, F. (2014). Introduction : Approches inductives en communication sociale. *Approches inductives : travail intellectuel et construction des connaissances*, 1(1), 1-10. <https://doi.org/10.7202/1025743ar>
- Macias, A. D. (2023, avril 27). La planète « en criss climatique ! ». *Montréal Campus*. Consulté le 3 décembre 2023 : <https://montrealcampus.ca/2023/04/27/la-planete-en-criss-climatique/>
- Malm, A. (2021). *How to Blow Up a Pipeline : Learning to Fight in a World on Fire*. London, New York : Verso.
- Mannheim, K. (1929). *Le problème des générations*. Paris : Armand Colin.
- Mathieu, L. (2004). *Comment lutter? Sociologie et mouvements sociaux*. Paris, Éd. Textuel, coll. La discorde, 206 p.
- Mathieu, L. (2010). Les ressorts sociaux de l'indignation militante. *Sociologie*, 1(3). <https://journals.openedition.org/sociologie/587>
- Mattheis, N. (2022). Unruly kids? Conceptualizing and defending youth disobedience. *European Journal of Political Theory*, 21(3), 466-490. <https://doi.org/10.1177/1474885120918371>
- Mellon, C. (2017). Émergence de la question de la désobéissance civile. Dans D. Hiez et B. Villalba (Éds.), *La désobéissance civile : Approches politique et juridique* (p. 37-50). Presses universitaires du Septentrion.
- Messu, M. (2012). Explication sociologique et domination sociale. *SociologieS*. <https://doi.org/10.4000/sociologies.4198>
- Miller, M. (2019, avril 19). « Cette génération de jeunes ressent la finitude du monde ». *Le Monde.fr*. Consulté le 10 décembre 2023 : https://www.lemonde.fr/campus/article/2019/04/19/cette-generation-de-jeunes-ressent-la-finitude-du-monde_5452464_4401467.html

- Moor, J. de, et Verhaegen, S. (2020). Gateway or getaway? Testing the link between lifestyle politics and other modes of political participation. *European Political Science Review*, 12(1), 91-111. <https://doi.org/10.1017/S1755773919000377>
- Moscovici, S. (2013). Pourquoi une théorie des représentations sociales? In *Le scandale de la pensée sociale : Textes inédits sur les représentations sociales réunis et préfacés par Nikos Kalampalikis* (p. 19-64). Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.
- Muxel, A. (2001). *L'expérience politique des jeunes*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- O'Brien, K., Selboe, E., et Hayward, B. M. (2018). Exploring youth activism on climate change : Dutiful, disruptive, and dangerous dissent. *Ecology and Society*, 23(3). <https://doi.org/10.5751/ES-10287-230342>
- Organisation mondiale de la santé (OMS). (2022, juin 3). *La santé mentale est une priorité pour agir face aux changements climatiques*. Organisation mondiale de la santé (OMS). <https://www.who.int/fr/news/item/03-06-2022-why-mental-health-is-a-priority-for-action-on-climate-change>
- Paturet, J.-B. (2006). Sortir de la tragédie du politique ou le passage du bruit à la parole. *Empan*, 62(2), 155-162. <https://doi.org/10.3917/empa.062.0155>
- Perriard, A., et Van de Velde, C. (2021). Le pouvoir politique des émotions. *Lien social et Politiques*. <https://doi.org/10.7202/1079489ar>
- Pickard, S. (2019). *Politics, Protest and Young People : Political Participation and Dissent in 21st Century Britain*. Palgrave Macmillan UK. <https://doi.org/10.1057/978-1-137-57788-7>
- Pickard, S. (2022). Young environmental activists and Do-It-Ourselves (DIO) politics : Collective engagement, generational agency, efficacy, belonging and hope. *Journal of Youth Studies*, 25. <https://doi.org/10.1080/13676261.2022.2046258>
- Pickard, S., Bowman, B., et Arya, D. (2020). "We Are Radical In Our Kindness" : The Political Socialisation, Motivations, Demands and Protest Actions of Young Environmental Activists in Britain. *Youth and Globalization*, 2, 251-280. <https://doi.org/10.1163/25895745-02020007>
- Pickard, S., Bowman, B., et Arya, D. (2022). Youth and environmental activism. In M. Grasso et M. Giugni (Éds.), *The Routledge Handbook of Environmental Movements* (p. 521-537). London et New York : Routledge.
- Pihkala, P. (2020). Anxiety and the Ecological Crisis : An Analysis of Eco-Anxiety and Climate Anxiety. *Sustainability*, 12(19), 7836. <https://doi.org/10.3390/su12197836>
- Poiré, A. L., Anne-Sophie. (8 décembre, 2022). Désobéissance civile : La fin justifie les moyens quand on parle de la crise climatique. *24 heures*. Consulté le 3 décembre 2023 : <https://www.24heures.ca/2022/12/08/desobeissance-civile-la-fin-justifie-les-moyens-quand-on-parle-de-la-crise-climatique>
- Poisson, J. (2 juillet, 2021). Profilage politique. *Droit de manifester*. Consulté le 3 décembre 2023 : <https://droitdemanifester-ldl.uqam.ca/pendant/le-profilage-politique/>
- Putnam, R. D. (1995). Bowling Alone : America's Declining Social Capital. *Journal of Democracy*, 6(1), 65-78. <https://doi.org/10.1353/jod.1995.0002>

- Quéniart, A., et Jacques, J. (2008). Trajectoires, pratiques et sens de l'engagement chez des jeunes impliqués dans diverses formes de participation sociale et politique. *Politique et Sociétés*, 27(3), 211-242. <https://doi.org/10.7202/029853ar>
- Robineau, C. (2020). Pour une sociologie des écologistes radicaux. Quelques éléments programmatiques. *e-cadernos CES*, 34. <https://doi.org/10.4000/eces.5494>
- Rousell, D., et Cutter-Mackenzie-Knowles, A. (2020). A systematic review of climate change education: Giving children and young people a 'voice' and a 'hand' in redressing climate change. *Children's Geographies*, 18(2), 191-208. <https://doi.org/10.1080/14733285.2019.1614532>
- Sampson, X. (10 octobre, 2019). Cinq questions pour comprendre Extinction Rebellion. *Radio-Canada*. Consulté le 10 décembre 2023 : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1338658/extinction-rebellion-analyse-global>
- Sauvé, L. (2014). Au cœur des questions socio-écologiques : Des savoirs à construire, des compétences à développer. *Éducation relative à l'environnement*, 11. <https://doi.org/10.4000/ere.662>
- Sauvé, L. (2017). L'éducation à l'écocitoyenneté. In A. Barthes et J.-M. Lange, *Dictionnaire critique des enjeux et concepts des « éducations à »* (p. 56-65). Paris : L'Harmattan.
- Shutaleva, A., Martyushev, N., Nikonova, Z., Savchenko, I., Abramova, S., Lubimova, V., et Novgorodtseva, A. (2022). Environmental Behavior of Youth and Sustainable Development. *Sustainability*, 14(1), 250. <https://doi.org/10.3390/su14010250>
- Sommier, I. (2012). Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture. *Lien social et Politiques*, 68, 15-35. <https://doi.org/10.7202/1014803ar>
- Stevens, R., et Servigne, P. (2015). *Comment tout peut s'effondrer : Petit manuel de collapsologie* (Seuil).
- Tremblay, D. (2016). *Les discours sur la désobéissance civile dans la presse québécoise lors de la grève étudiante de 2012* [Mémoire de maîtrise, UQÀM, Université du Québec à Montréal]. <https://archipel.uqam.ca/11990/>
- Van de Velde, C., et Pickard, S. (2021). Trois portraits de la colère chez les jeunes adultes. In P. Loncle et T. Chevalier, *Une jeunesse sacrifiée ?* (p. 57-69). Paris : Presses Universitaires de France (PUF). https://www.researchgate.net/publication/349217050_Trois_portraits_de_la_colere_chez_les_jeunes_adultes
- Van de Velde, C. (17 novembre, 2022). *Jeunesses : Des révoltes collectives aux révoltes silencieuses* [Conférence]. Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen?, Paris.
- Walgrave, L. (1999). La justice restaurative : À la recherche d'une théorie et d'un programme. *Criminologie*, 32, 7. <https://doi.org/10.7202/004751ar>
- Weiss, J. (2020). What Is Youth Political Participation? Literature Review on Youth Political Participation and Political Attitudes. *Frontiers in Political Science*, 2. <https://doi.org/10.3389/fpos.2020.00001>
- Wood, L. J. (2015). *Mater la meute. La militarisation de la gestion policière des manifestations*. Montréal : Lux Éditeur.